

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE SERVAGE EN BERRY

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE LE 11 DÉCEMBRE 1907, A 1 HEURE

PAR

LOUIS DES MÉLOIZES

<i>Président :</i>	M. CHÉNON,	} Professeurs.
<i>Suffragants</i> {	M. LEFEBVRE,	
	M. GARÇON,	

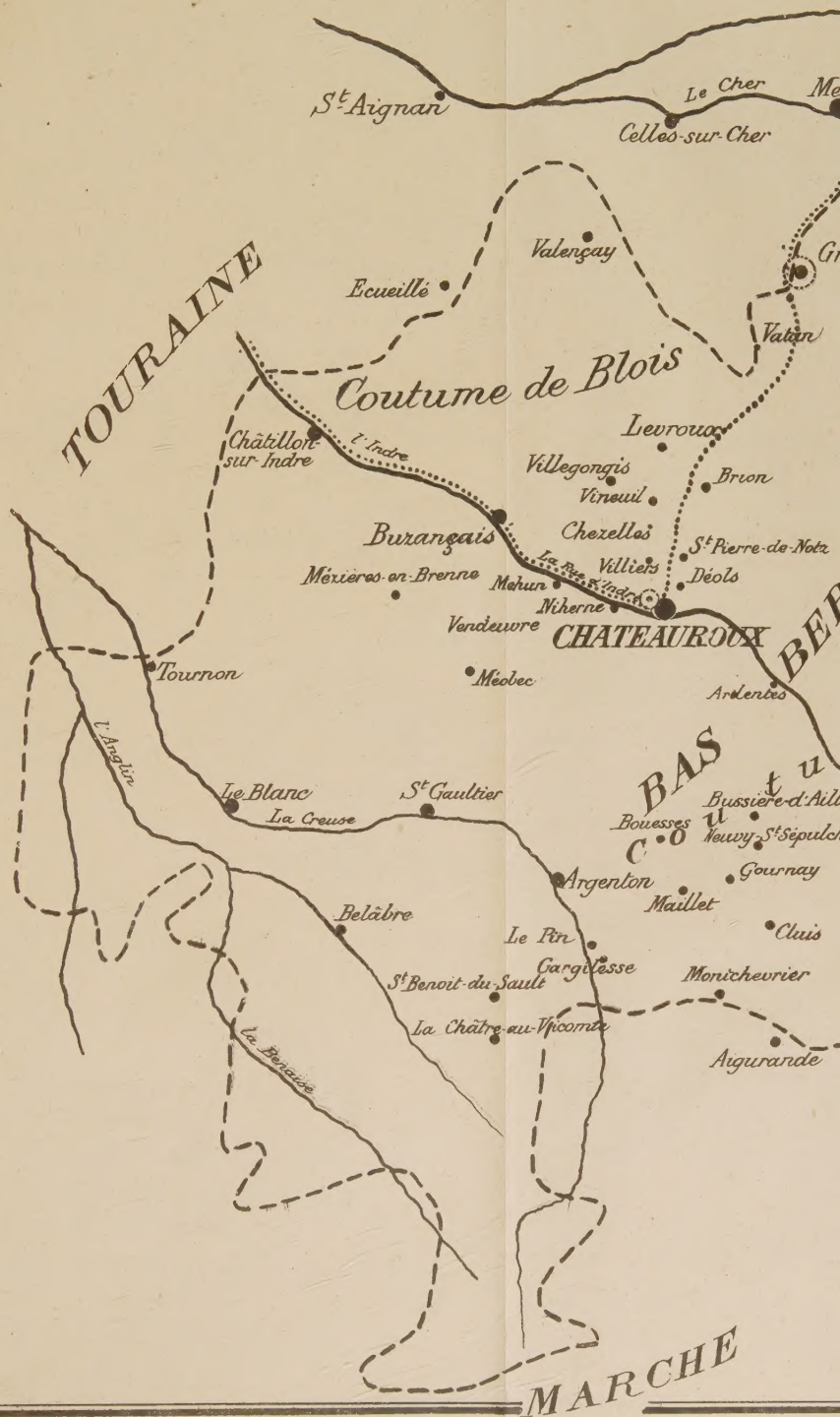
BOURGES

IMPRIMERIE TARDY-PIGELET

15, RUE JOYEUSE, 15

—
1907

Carte de l'ancien BERRY





LE SERVAGE EN BERRY

*La Faculté n'entend donner aucune approba-
tion ni improbation aux opinions émises dans
les thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE SERVAGE EN BERRY

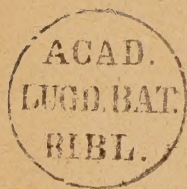
THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE LE 11 DÉCEMBRE 1907, A 1 HEURE

PAR

LOUIS DES MÉLOIZES

Président : M. CHÉNON, }
Suffragants : { M. LEFEBVRE, } Professeurs.
 M. GARÇON, }



BOURGES

IMPRIMERIE TARDY-PIGELET

15, RUE JOYEUSE, 15

—
1907

LE SERVAGE EN BERRY

CHAPITRE I^{er}

LE SERVAGE. — SES ORIGINES

Le servage, état intermédiaire entre la liberté et l'esclavage auquel il a succédé, a été sous la féodalité la condition de la population presque tout entière des campagnes et même de la population ouvrière des villes. Diminué peu à peu par les affranchissements à partir du xii^e siècle, il avait disparu d'une grande partie de la France au xvi^e siècle, et la plupart des Coutumes n'y font même pas allusion dans leur rédaction officielle. Il subsistait cependant encore dans quelques provinces, notamment en Bourgogne, en Touraine, dans la Marche, en Bourbonnais, en Nivernais et en Berry. Là le servage s'est maintenu, en droit sinon en fait, jusqu'à la disparition de l'ancien régime. C'est en Berry que nous nous proposons d'étudier

cette institution définitivement abolie par l'Assemblée constituante dans la nuit du 4 août 1789. Pour tout ce qui concerne ses origines, nous devons nous en tenir aux faits généraux, à défaut de renseignements spéciaux au Berry pour ces époques éloignées.

Sans examiner dès maintenant en détail ce qu'était le servage avec ses diverses variétés, nous devons en donner une notion générale qui nous permette d'étudier ses origines. Le serf est « l'homme qui, capable d'après la loi naturelle, ne peut cependant, d'après la loi civile, librement disposer de sa personne et de ses biens, qui est en puissance soit d'un maître, soit d'un domaine envers lequel il est à perpétuité astreint à des services personnels et réels¹ ». Le servage a revêtu deux formes différentes, la servitude personnelle et la servitude réelle. La servitude personnelle, encore appelée servitude de corps et de poursuite, est la plus ancienne et la seule que l'on ait à considérer actuellement. Certaines charges, les corvées par exemple, frappaient au moyen âge des roturiers libres en même temps que les serfs, mais ces derniers étaient atteints d'incapacités spéciales qui les distinguent essentiellement des hommes libres. Le serf ne peut contracter mariage, tout au moins avec une

1. HENRI BEAUNE : *La condition des personnes, Droit coutumier français*. Lyon, Delhomme et Briguet, p. 216.

personne étrangère à sa condition ou à sa seigneurie, sans la permission de son seigneur. Il lui est interdit de disposer de ses biens par acte entre-vifs ou à cause de mort, et même, si certaines conditions ne se trouvent pas réalisées, de les transmettre par succession *ab intestat*, soit en totalité soit en partie. C'est le formariage et la mainmorte. Enfin le serf ne peut quitter la seigneurie à laquelle il se trouve attaché, et s'il enfreint cette défense son maître peut le suivre partout pour s'emparer de sa personne et le ramener à la glèbe. Le serf diffère de l'esclave en ce qu'il possède la personnalité juridique, qualité qui lui permettra de contracter un mariage valable, et comme nous allons le voir, de jouir dans une certaine mesure du droit de propriété. Le lien qui attachait le serf à sa seigneurie ne constituait pas seulement pour lui une incapacité spéciale, il était encore une sauvegarde, une protection réelle. Tandis qu'un maître pouvait à son gré transporter son esclave d'un domaine sur un autre, le donner ou le vendre en toute liberté, le seigneur du moyen âge n'avait pas des droits aussi étendus sur la personne de son serf. Ce dernier ne pouvait en effet être détaché de sa tenure. Sans doute le seigneur avait le droit de le donner ou de le vendre, mais il devait en même temps donner ou vendre la terre détenue par lui. L'homme et la terre étaient en quelque sorte inséparables et c'est en ce fait qu'il faut

voir la distinction caractéristique de l'esclavage et du servage.

La substitution du servage à l'esclavage s'est faite progressivement. Commencée de bonne heure, cette réforme s'accomplissait réellement à partir des viii^e et ix^e siècles, sous les Carolingiens ; elle était terminée à la fin du x^e siècle. Ce fait est dû à deux causes principales : l'influence de l'Église et une raison économique.

Il ne semble pas que l'Église ait formellement condamné l'esclavage pratiqué dans le monde romain et barbare, mais il est certain qu'elle a contribué pour une très grande part à son adoucissement. Sans doute elle s'était trouvée en présence d'une institution tellement enracinée dans les mœurs, si universellement établie et acceptée qu'elle avait été en quelque sorte contrainte d'en tolérer le maintien. Il n'en est pas moins vrai que la doctrine et l'enseignement de l'Église contenaient en germe la ruine de l'esclavage. D'après la religion chrétienne, l'esclave est le frère de l'homme libre et son égal devant Dieu. Il est convié aux mêmes destinées éternelles et participe ici-bas aux mêmes grâces spirituelles et aux mêmes sacrements. Entre autres sacrements, il y a pour lui un mariage comme il y en a un pour les libres. Là où l'antiquité avait admis l'existence d'une simple union de fait, l'Église voyait une union parfaitement légitime, lorsqu'elle avait

d'ailleurs été contractée en conformité des règles canoniques, et capable de conférer à l'esclave sur la personne de sa femme et de ses enfants les droits résultant de la puissance maritale et de la puissance paternelle. Il faut reconnaître que moralement la situation de l'esclave se trouvait singulièrement relevée. Nécessairement ces principes devaient modifier sa situation matérielle, et d'autant plus que si l'Église prêchait à l'esclave la soumission envers son maître, elle enseignait à celui-ci qu'il était tenu de se montrer juste et bon. Si nous passons maintenant aux actes de l'Église, nous la voyons s'opposer souvent aux ventes d'esclaves (nous pouvons notamment citer le concile de Châlons qui, en 650, interdit de vendre des esclaves chrétiens hors du territoire franc), recommander les affranchissements comme des œuvres agréables à Dieu et recruter les membres de son clergé parmi les esclaves aussi bien que dans les plus hautes classes de la société. Enfin, comme propriétaire foncier, l'Église faisait une situation privilégiée aux hommes attachés à la culture de ses terres, les *servi ecclesiastici*. Lentement le principe chrétien devait faire son œuvre et atteindre profondément l'esclavage¹.

1. VIOLLET, *Histoire du droit civil français*. Paris 1893, p. 311.

FUSTEL DE COULANGE, *L'alleu et le domaine rural*. Paris 1889, p. 299 à 303 et p. 305.

Voir aussi : PAUL ALLARD, *Esclaves, serfs et mainmortables*.

A cette influence de l'Église, il faut ajouter l'intérêt de l'agriculture qui, sous les Carolingiens et en particulier sous Charlemagne, prend un grand développement. Sous son impulsion, des terres restées incultes sous les Mérovingiens sont mises en valeur. C'était alors le régime de la grande propriété qui régnait en France. Le petit propriétaire libre était l'exception. Le territoire était divisé en *villæ* comprenant une étendue considérable de terres sur lesquelles vivaient, outre des colons et des lites, sur lesquels nous reviendrons plus tard, des esclaves dont le nombre s'augmente graduellement de la plupart de ceux attachés au service des personnes. Dans les premiers temps de la monarchie franque le seigneur cultivait directement la partie de son domaine non occupée par des colons, au moyen de ses esclaves, vivant en commun et travaillant par groupes, sous les ordres de chefs, esclaves comme eux. Ce système avait des inconvénients. L'esclave, ne retirant de son travail aucun profit personnel, travaillait mal, n'apportait à sa tâche aucune initiative, aucun désir de bien faire. C'était en somme une mode d'exploitation peu productif. L'idée devait venir de stimuler le zèle de l'esclave en l'intéressant à son labeur. De plus, le système d'exploitation directe demandait une surveillance que le propriétaire, généralement fonctionnaire, n'avait pas la faculté d'exercer. Aussi, pour ces motifs joints à l'in-

fluence religieuse déjà signalée, voit-on se développer une classe d'esclaves dont la situation est bien supérieure à celle des esclaves de l'antiquité : ce sont les *servi casati*. Ils avaient la jouissance d'une petite étendue de terre avec autorisation de la cultiver à leur compte, moyennant le paiement d'une redevance fixée chaque année par le seigneur. Leur situation se consolida peu à peu ; ils furent considérés comme faisant corps avec le sol, si bien qu'il fut à la longue interdit de le vendre sans eux. Quant à les vendre séparément de la terre qu'ils cultivaient, il n'y avait à cela aucune raison tant qu'elle fructifiait entre leurs mains. Et même un acte législatif de 806 marque que « les serfs casés sont comptés parmi les immeubles, et il explique que cela signifie qu'on ne peut pas les vendre sans la terre¹ ». Bien que ces serfs appartenissent encore corps et biens à leur maître, un grand pas était fait dans la transformation de l'esclavage en servage. C'est là, selon nous, qu'il faut chercher son origine, car nous trouvons chez le *servus casatus* ce lien avec la terre qui, comme nous l'avons vu, est un des caractères essentiels du servage. Cette situation existait avant Charlemagne, mais à l'état exceptionnel seulement et c'est sous son règne qu'elle se développa. « En général une seigneurie était divisée en petites circonscriptions appelées

1. FUSTEL DE COULANGE, *op. cit.*, p. 378.

mances ou mesures, contenant chacune de cinq à cinquante hectares, selon la qualité du sol ; on y trouvait les bâtiments où demeurait le serf de glèbe avec sa famille. Il cultivait ses terres, rentrait ses récoltes, et fixait, par une espèce d'abonnement avec le préposé seigneurial, quelle quantité de produits serait prélevée sur la récolte au profit du seigneur. Plusieurs de ces serfs étaient aussi obligés de fournir un certain nombre de journées de travail à la villa centrale de la seigneurie (quand il en existait une) et il était alors nourri dans la villa. Mais le fond de l'existence et du travail de l'homme reposait déjà réellement sur la vie familiale et ménagère, sur la responsabilité individuelle et sur l'industrie personnelle du cultivateur. Telle était la répartition de la terre, du travail et des familles serves en l'année 800¹ ». Le serf, l'ancien esclave, avait conservé son nom de *servus*, mais il arriva que ce nom ne correspondait plus à la réalité et que sa condition était plus rapprochée de la liberté que de l'esclavage. Il faut cependant n'user des généralisations qu'avec prudence ; la condition des personnes était alors essentiellement variable, et si les *servi casati* étaient nom-

1. RAMEAU DE SAINT-PÈRE, *Mémoire sur les chartes censives du XI^e siècle dans quatre châtellenies* (Oise, Cher, Aube et Orne), dans le *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques. Sciences économiques et sociales*. Année 1895.

Cf. FUSTEL DE COULANGE, *op. cit.*, p. 374 à 392 et 438 à 449, et GUÉRARD, *Polyptyque de l'abbé Irminon. Prolégomènes*.

breux, ainsi que les capitulaires en font foi, il y avait encore des esclaves¹. La situation de ces esclaves s'améliora d'ailleurs progressivement pour arriver à présenter des caractères analogues à ceux que nous venons d'examiner. Il faut encore éviter de se représenter le servage sous une forme trop favorable. Si le serf avait cessé d'être la chose de son maître comme l'esclave antique, il était assurément taillable et corvéable à merci, et la barbarie des mœurs autorisait bien des violences et des abus de pouvoir. Il ne jouissait pas encore du droit restreint de succession qui lui sera reconnu plus tard, mais cependant il paraît certain que, le plus souvent, le seigneur laissait les enfants de son serf décédé en possession du manse dont avait joui leur père, soit moyennant le paiement d'une sorte de droit de transmission, soit même gratuitement². Ce fait suppose d'ailleurs l'existence d'une concession expresse ou tacite au profit du nouveau bénéficiaire, car la jouissance des manses serviles était encore viagère.

Le servage est donc fondé. Il va se développer en absorbant, outre les derniers esclaves, ce qui reste de colons et de lites qui constituent ce que l'on a appelé la classe quasi-servile de la population sous la monarchie franque. D'après ce que nous venons de voir, il y a déjà une

1. FUSTEL DE COULANGE, *ibid.* p. 375 et 376.

2. FUSTEL DE COULANGE, *op. cit.*, p. 390, 391.

certaine analogie, destinée à devenir plus grande encore, entre la condition du serf et celle du colon, ce cultivateur d'un sol qui ne lui appartient pas et auquel il est attaché lui et ses héritiers à perpétuelle demeure. Il ne peut quitter sa tenure et le propriétaire ne peut la lui retirer. Il est soumis à diverses incapacités et astreint à payer des prestations périodiques, soit en argent, soit en nature, au propriétaire du sol qu'il cultive. Le *lite* occupait une situation très voisine de la sienne. D'après certains auteurs, le *lite* ne serait autre qu'un colon d'origine germanique. Quoi qu'il en soit, ces deux classes de personnes arrivent à se confondre avec celle des serfs qui, en même temps et par là même, s'attachait davantage à la terre. D'une façon générale, il est possible de dire qu'à la fin du x^e siècle, cette fusion était accomplie.

Une autre cause était intervenue pour contribuer au développement du servage. Les invasions normandes et les guerres qui occasionnèrent et suivirent le démembrement de l'empire de Charlemagne, devenues de plus en plus nombreuses avec l'affaiblissement du pouvoir royal et l'établissement de la féodalité, amenèrent la déchéance des petits propriétaires libres, qui tombèrent peu à peu au rang des serfs. Le Berry n'a pas échappé à ces désordres : les Normands le visitèrent à plusieurs reprises (la ville de Bourges fut même pillée deux fois en

857 et 867) et, « placé auprès de ce qu'on appelait alors la France et à l'extrémité de l'Aquitaine, soumis à l'action contraire du Nord et du Midi¹ », il fut aux ix^e, x^e, et xi^e siècles le théâtre de guerres continuelles. Toute sécurité fut enlevée aux habitants des campagnes, la vie devint impossible aux petits propriétaires libres, d'ailleurs peu nombreux à cette époque, sans cesse inquiétés et pillés par les gens de guerre. Le pouvoir royal étant impuissant à les protéger, ils demandèrent secours aux grands propriétaires leurs voisins, aux seigneurs locaux, dont la puissance s'accroissait chaque jour. En échange d'une sécurité relative, le cultivateur libre abandonnait son champ à son nouveau maître et celui-ci lui en laissait la jouissance dans les mêmes conditions que les terres concédées aux serfs de sa seigneurie. Si cet homme était entièrement ruiné et n'avait que ses bras à offrir en échange de la protection qu'il réclamait, l'avantage pour lui était évident à recevoir une certaine étendue de terres qui allait lui permettre de vivre et d'élever sa famille, tout en devenant serf. Le seigneur, de son côté, trouvait dans ce contrat un bénéfice : en même temps que la population de sa seigneurie s'accroissait, il allait obtenir quelque revenu de terres que le défaut de bras pour les cultiver rendait impro-

1. RAYNAL, *Histoire du Berry depuis les temps les plus anciens jusqu'en 1789*. Bourges 1845, tome I, p. 238.

ductives. A partir de la mort de Charlemagne et des invasions normandes, les hommes libres deviennent de plus en plus rares, et même d'une manière générale, il est permis de dire qu'ils ont disparu.

Au x^e siècle, la féodalité est organisée, les villes ont perdu leur prépondérance sociale et dans chaque seigneurie, devenue un petit état, il n'y a pas de classe intermédiaire entre le seigneur et sa famille d'une part, et de l'autre les serfs cultivateurs, ses sujets. Une modification depuis longtemps en voie de formation est alors accomplie dans la condition du serf. Grâce à la confusion qui s'était opérée aux mêmes mains de la propriété et de la souveraineté, le seigneur est non seulement son maître, mais son souverain. Faut-il voir en ce fait une aggravation dans l'état du serf ? Nous ne le pensons pas. On ne doit pas oublier quels étaient les pouvoirs du maître sur l'esclave antique, et grâce au progrès des mœurs, sous l'influence des idées chrétiennes, la somme des droits reconnus au serf s'était peu à peu accrue. Depuis le viii^e siècle, il s'était de plus en plus attaché à la glèbe. Déjà nous constatons ce progrès dans une charte de 841 par laquelle deux frères, Aïfred et Gérard, donnent à l'abbaye de Saint-Sulpice l'alleu de Falgerolas, situé dans le pagus de Bourges, avec un certain nombre de serfs et de serves qui y vivent : « *Donamus etiam ad eundem locum*

*servos et ancillas ad predictum alodum Falgerolas pertinentes, nomine Ramelinum cum uxore sua Frodinane, et infantes eorum, Dacbertum cum uxore sua et infantibus eorum, etc.*¹ ». En même temps que le noble possesseur de fief ou de bénéfice acquérait l'hérédité de son fief ou de son bénéfice, le serf consolidait son lien avec la terre. C'était, il est vrai, plutôt la terre qui possédait l'homme que l'homme la terre, mais il n'y en avait pas moins là pour lui un grand avantage sur sa situation antérieure et une protection réelle.

Dans les villes, bien que la majorité de la population fût servie, la disparition des hommes libres n'avait pu être aussi complète. On doit admettre qu'à Bourges, en particulier, il était resté quelques vestiges de liberté. Nous n'entendons d'ailleurs nullement entrer ici dans la question des libertés municipales qui reste tout à fait étrangère à notre sujet.

Il faut aussi noter que la pratique des affranchissements n'a jamais cessé d'exister. On affranchissait des serfs de même que dans l'antiquité, des esclaves. Mais dans toute la période que nous venons de parcourir, les affranchissements à titre particulier au profit d'un individu ou d'une famille sont seuls usités.

Nous avons vu que le servage, tel qu'il se pré-

1. RAYNAL, *Histoire du Berry*, op. cit., 1^{er} vol., p. 465.
(Pièces justificatives.)

sente aux dixième et onzième siècles, marquait un grand progrès sur l'esclavage antique. Nous devons ajouter que parmi les serfs, ceux des églises et des monastères occupaient une situation meilleure et vivaient dans une prospérité relative. Quoiqu'il en soit, le servage n'était pas alors sensiblement différent de ce qu'il devint au XII^e siècle, époque pendant laquelle nous nous proposons de l'examiner en détail.

CHAPITRE II

LE SERVAGE EN BERRY AU XII^e SIÈCLE

Nous avons attendu le douzième siècle pour étudier le servage dans ses détails parce qu'il offre alors son aspect le plus caractéristique et le plus complet. Sa substitution à l'esclavage est depuis longtemps un fait accompli, et bien que ce siècle soit le point de départ d'une nouvelle évolution appelée à transformer la plupart des serfs en vilains, et la plupart des tenures serviles en tenures roturières ou censives, la plus grande partie de la population est encore soumise au servage. C'est la condition de tout le peuple des campagnes, et dans les villes celle de la classe inférieure. Jusqu'aux affranchissements collectifs, qui ne sont réellement importants par leur nombre qu'à dater de la fin du douzième siècle, les grandes cités seules possèdent quelques représentants d'une classe intermédiaire entre les serfs, qui constituent le peuple, et les deux ordres privilégiés qui sont la noblesse et le clergé.

Il faut distinguer deux sortes de servitude, la personnelle et la réelle.

Pour les serfs frappés de servitude réelle, leur état « était seulement la conséquence d'une tenure servile qu'ils possédaient. D'où cette autre conséquence qu'en abandonnant cette tenure, ils dépouillaient, par là même, la condition servile et pouvaient désavouer leur seigneur. Mais pour ce désaveu, la coutume souvent se montrait plus exigeante, et n'ouvrait la liberté au serf que si, outre sa tenure servile, il abandonnait au seigneur tout ou partie de ses autres biens meubles et immeubles¹ ». Ce genre de servitude, le plus doux des deux, est, croyons-nous, postérieur à l'autre. Il se développa surtout en Bourgogne, et nous ne nous arrêterons pas davantage à son examen, car il n'existait pas en Berry au XII^e siècle.

La servitude personnelle, et « telle est celle portée par nos coutumes locales² », était une condition plus rigoureuse. Comme son nom l'indique elle procédait de la personne même des serfs, et ceux-ci n'avaient pas d'autre moyen régulier d'obtenir la liberté que l'affranchissement accordé par le seigneur, puisque, dit Coquille, « ils portent avec eux leur servitude

1. ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du Droit français*, 2^e édition. Paris 1895, p. 234, 235.

2. LA THAUMASSIÈRE, *Les anciennes et les nouvelles coutumes locales de Berry et celles de Lorris commentées*. Bourges, Toubreau 1679, p. 7.

attachée à leurs os, qui ne peut tomber, pour secouer ». Le but de ce chapitre sera de déterminer, aussi exactement que possible, la condition de ces hommes, et de rechercher spécialement les particularités qu'elle présentait en Berry.

La liberté des serfs était restreinte par un certain nombre d'incapacités, dont les plus caractéristiques sont l'immobilisation des serfs au territoire de leur seigneurie, le formariage, relatif aux droits de famille, et la main-morte, concernant le patrimoine. Elles peuvent être divisées en deux classes, les incapacités relatives à la personne et les incapacités relatives aux biens.

I

INCAPACITÉS RELATIVES A LA PERSONNE DES SERFS

La servitude personnelle attachait à perpétuelle demeure le serf et ses descendants au territoire d'une seigneurie déterminée qu'il leur était interdit d'abandonner. Cette incapacité est devenue moins étroite avec le temps, mais au ^{xii}^e siècle, elle est encore complète, et les serfs sont restés hommes de corps et de poursuite. Défense absolue pour eux de quitter leur seigneurie d'origine, et en cas d'infraction à cette règle, le seigneur, armé de son droit de pour-

suite, pouvait les rechercher sur une autre terre pour les revendiquer contre ceux qui les avaient accueillis et les contraindre par tous les moyens à revenir au lieu de leur servitude. Ils devaient même être renvoyés d'office à leur maître par les autorités sur le territoire desquelles ils s'étaient cachés¹.

A l'origine du régime féodal, les seigneurs ont assurément usé d'une manière effective de la faculté qui leur appartenait de suivre partout leurs serfs fugitifs pour les obliger à réintégrer la seigneurie, mais l'exercice de ce droit se heurtait en fait à bien des obstacles. Il est certain qu'en général les seigneurs du moyen âge se faisaient peu scrupule de s'approprier les serfs de domaines voisins qui s'établissaient chez eux, et ne les restituaient pas volontiers à leurs légitimes propriétaires. De là naissaient de fréquents conflits. Pour les éviter, ou pour mettre fin à des querelles anciennes, interviennent quelquefois des traités par lesquels deux seigneurs s'interdisent ces sortes d'usurpations. En 1225, Archambaud de Bourbon et Regnaud de Charenton, après avoir renoncé à toute acquisition faite par l'un d'eux d'hommes demeurant sur les terres de l'autre, s'engagent réciproquement à ne point s'emparer des serfs qui se transporteraient de la terre de l'un sur celle de

1. BEAUNE, *op. cit.*, p. 239.

l'autre, et à en laisser la propriété à celui d'entre eux auquel ils appartenaient primitivement¹. Ne s'agissait-il pas là pour le seigneur dont le serf s'était fixé hors de sa seigneurie, non plus de l'y faire rentrer, mais seulement de conserver ses droits sur lui là où il se trouvait ? Les traités de ce genre ont été assez fréquents aux XII^e et XIII^e siècles, et c'est ainsi, semble-t-il, que le droit de suite primitif se transforma peu à peu pour devenir tel que le représentent les coutumes du XVI^e siècle. Il faut joindre à ces motifs l'influence de la civilisation chrétienne du moyen âge et aussi celle du pouvoir royal. Cependant, comme nous l'avons déjà dit, le droit de suite au sens rigoureux était encore généralement en vigueur au XII^e siècle. On en a pour preuve les affranchissements qui, en accordant aux bourgeois, d'une façon plus ou moins large, le droit d'établir leur domicile où bon leur semble, montrent que les serfs ne jouissaient pas de cette faculté². On voit aussi dans certaines chartes

1. « Quicumque vero homines casati baroniæ Carentonensi se transtulerint de baronia Carentonensi ad baroniam Borboniensem, res illorum hominum et mobilia et immobilia remanebunt in baronia Carentonensi, et erunt et remanebunt libere et pacifice illi casati quorum erant homines. »

(Accord entre les seigneurs de Bourbon et de Charenton. LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 142.)

2. « Si aliquis a dicta Libertate voluerit recedere, Liber et quictus recedat, nisi infra dictas metas homicidium, vel furtum vel raptum mulieris manifestum fecerit propter quæ debeat arrestari. » (Affranchissement de Châteauneuf-sur-Cher. LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 157.)

des seigneurs interdire à leurs serfs d'aller se fixer dans l'enceinte de la franchise nouvellement créée¹. Il s'agit là, il est vrai, d'un cas différent, mais ce fait atteste bien cependant que les serfs n'avaient pas la liberté de se déplacer à leur gré.

Si les serfs ne pouvaient aller s'établir hors de leur seigneurie d'origine sans la permission du seigneur, celui-ci avait tout droit de les donner ou de les vendre, même contre leur gré. Aussi a-t-on soutenu que le lien qui unissait les serfs à la glèbe était tout entier à l'avantage du seigneur et du seigneur seul, mais cette opinion doit être considérée comme trop absolue. Si quelques serfs exerçaient encore la profession d'artisan, la plupart d'entre eux appartenaient à la classe agricole, et comme nous l'avons vu précédemment, avaient la jouissance d'une tenure à eux concédée par leur seigneur. Le temps avait si bien consolidé le droit du serf sur sa tenure, le lien qui unissait l'homme à la terre était devenu si solide, que le maître avait à peu près perdu toute possibilité de le rompre. C'était la contre-partie de l'immobilisation du serf au territoire de sa seigneurie, et du droit de suite qui la sanctionnait. Déjà sous les Carolingiens, la coutume admettait

1. « Retinemus nobis et heredibus nostris Dominis Castri-novi quod homines nostri extra dictas metas manentes, ad dictam Libertatem venire non possint, nec ejusdem gaudere privilegiis Libertatis. » *Ibidem*.

que la manse d'un *servus casatus* ne pouvait être vendue séparément de lui : à plus forte raison en était-il ainsi au douzième siècle. De même le serf avait droit à ne point être détaché de sa terre tant qu'elle et lui relevaient du même maître. Assurément, s'il n'acquittait pas la taille et les diverses redevances auxquelles il était assujéti, le seigneur agissant à titre de créancier pouvait l'exécuter sur tous ses biens, mais nous ne sommes pas ici en présence d'une mainmise arbitraire. La Coutume de Châteaumeillant, en autorisant le maître à s'emparer des biens de son serf qui s'était mis hors de sa suite, démontre bien qu'il y a dans cette prise de possession une exception au droit commun, une sorte de pénalité motivée par une faute du serf et, qu'en l'absence de cette faute, le seigneur ne saurait avoir le droit d'agir ainsi¹. Il est vrai que cette coutume est bien postérieure au douzième siècle, mais la codification des coutumes n'a été le plus souvent que la confirmation d'usages antérieurs. Si un seigneur ne pouvait vendre ou donner une terre sans vendre ou donner en même temps les serfs attachés à elle, la tenure d'un serf suivait de même le sort de son détenteur lorsque celui-ci était donné ou vendu. En général, les actes de vente ou de donation de serfs indiquent formellement que les biens de ceux-ci sont transmis avec eux aux acheteurs

1. Coutume de Châteaumeillant, article 22.

ou donataires, mais cette clause n'est pas toujours exprimée. On en a quelquefois conclu que le seigneur pouvait aliéner le serf, tout en retenant la terre, ou autrement dit séparer dans cette circonstance le serf de sa tenure. Nous estimons au contraire que quand la cession des personnes est seule expressément formulée, c'est soit parce que les serfs en question ne possédaient rien, soit plutôt parce qu'il était sous-entendu que les biens suivaient nécessairement le sort de leurs détenteurs. On en arriverait autrement à dénier au serf tout droit de propriété, à n'en faire qu'un véritable esclave. « De ce qu'un homme, aux XII^e et XIII^e siècles, est qualifié *servus* et soumis au joug de la servitude, vendu ou donné par acte public, il ne s'ensuit pas que c'était réellement un esclave. Alors le serf jouissait en général du droit de propriété et de succession en ligne directe, sinon d'une manière franche, au moins à la charge de payer certains droits à son maître. En ce temps là, vendre un homme, c'était vendre, non sa personne, non tout son temps ou tout son travail, mais seulement tous les droits qu'on avait sur lui. Ces droits constituaient proprement une servitude tellement adoucie qu'elle était bien plus près de la liberté que de l'esclavage ¹. »

Le droit de suite du seigneur devenait caduc

1. GUÉRARD, *Polyptyque de l'abbé Irminon. Prolégomènes.*

lorsque les serfs avaient pris refuge dans un lieu d'asile. On désignait ainsi certaines villes où, par privilège du souverain, les serfs fugitifs étaient soustraits à toute poursuite, et pouvaient devenir des hommes libres, sous la seule condition d'y fixer leur domicile. Dans ce cas le seigneur perdait tout droit sur la personne de son serf et sur les biens acquis par lui hors de sa terre, mais il pouvait s'emparer des immeubles lui appartenant, s'ils étaient situés dans la seigneurie. Pour recouvrer ses biens, le fugitif était contraint de réintégrer son ancien domicile et par ce fait tombait de nouveau dans la servitude.

Si plusieurs cités ont émis la prétention d'être des « lieux d'azyle et de liberté », il en était peu qui eussent à juste titre le droit de s'en prévaloir. Bourges jouissait cependant de cette faveur exceptionnelle. On lit en effet dans la Coutume de Berry : « Les manans et habitans de la ville et septaine de Bourges, première et capitale du Duché de Berry, par l'ancienne coutume sont libres et de franche condition, non sujets à aucuns devoirs dûs et procédans à cause d'état ou condition servile, soit par droit de suite ou autre manière quelconque¹ ». Les « Coustumes de la ville et septaine de Bourges » s'expriment

1. Coutume générale des pays et duché de Berry. Titre I, article 1^{er}. (LA THAUMASSIÈRE, *Nouveau commentaire sur les coutumes générales des pays et duché de Berry*. Bourges, Toubeau 1701, p. 8.

dans des termes encore plus catégoriques que le texte précédent¹. Ce privilège, tout au moins en ce qui concerne la ville elle-même, date d'une époque très ancienne. Il fut établi par Louis le Gros, et si le titre constitutif en est perdu, une charte de Louis le Jeune, qui le confirme, en fait connaître la teneur. Il est dit dans cet acte :

« Tous ceux qui viendront à Bourges, soit pour y rester, soit pour y déposer des choses qui leur appartiennent, seront en la sauvegarde du roi, eux et leurs effets, soit en allant, soit en revenant, et quand même la seigneurie ou le château dont ils viendront serait en guerre avec la puissance royale, cela ne leur nuirait en rien.

.

« Les étrangers qui viendront s'établir à Bourges et y bâtiront une maison, pourvu qu'ils soient nés dans le royaume, pourront transmettre leurs biens à leurs enfants². »

1. La coutume de la ville et septaine de Bourges est terre franche, et les habitans et demourans en ladicte ville et septaine sont francs et de franche condition, sans tache de servitude ; et en ladicte ville et septaine, nul seigneur ne personne quelconques n'a, ne peut et ne doit prétendre aucune suyte de gens serfz habitans et demourans dedans les fins et mettes de ladicte ville et septaine de Bourges, ne sur iceulx exiger aucun droit ou devoir à cause de la personne ou du corsage d'iceulx manans et habitans, ne d'aucuns d'eulx, ne iceulx mortuifier, ne prétendre mortuifier sur eulx, ne aucun d'eux. (Les coutumes de la ville et septaine de Bourges, article 1^{er}. LA THAUMASSIÈRE, *Les coutumes locales de Berry et de Lorris*, op. cit., p. 313.)

2. Statutum est a patre nostro ut quicumque ad urbem venerint et ibi stare vel res suas commendare voluerint, ipsi cum rebus suis in eundo et redeundo sint securi et si eorum domi-

Les serfs qui se fixaient à Bourges étaient donc affranchis de la domination de leurs seigneurs, soustraits à leur droit de suite et devenaient les hommes du roi. Ils y jouissaient d'une condition particulièrement favorable puisque leurs enfants héritaient de leur succession. Louis le Jeune, en affranchissant tous les hommes qu'il possédait dans la ville et la septaine, compléta l'œuvre de son père, et depuis ce jour, les rois de France n'eurent plus de serfs à Bourges, devenu réellement lieu d'asile.

Il ne faudrait pas d'ailleurs prêter à ces diverses concessions royales des effets aussi absolus qu'on pourrait le croire au premier abord. Elles n'avaient pas porté atteinte aux droits des seigneurs qui, antérieurement à leur existence, possédaient des serfs dans la ville. Non seulement ces serfs demeuraient dans la même condition, mais l'érection de Bourges en lieu d'asile n'avait pas eu pour effet de soustraire à ces seigneurs leurs serfs, qui postérieurement à cet acte seraient venus du dehors se fixer dans la cité. La preuve en paraît fournie par un acte du chapitre de Saint-Etienne de Bourges, de l'année 1224. Les chanoines, en affranchis-

nium vel castrum, unde venerint, cum regia potestate male fuerint, nihil eis nocebit

Extranci qui Bituris venerint et ibi sese edificaverint, et regni fuerint bona sua parentibus suis dimittere licebit (charte du roi Louis le Jeune, 1145. LA THAUMASSIÈRE, *Coutumes locales*, op. cit., p. 62). RAYNAL, op. cit., tome II, p. 15.

sant de la main-morte leurs hommes de la ville et des faubourgs, spécifient en effet que ce bien-fait ne s'applique point à leurs hommes d'autres localités qui s'établiraient à l'avenir dans la ville¹. Il semble aussi qu'à l'origine la cité seule était lieu d'asile. Cependant les seigneurs intéressés laissèrent sans doute leurs droits tomber en désuétude, à tel point qu'il leur était devenu impossible de les revendiquer utilement lors de la réformation de la Coutume de Berry en 1539. Il est permis de l'admettre, si l'on s'en rapporte à La Thaumassière : « Et, dit-il, quoy-que les chanoines des églises cathédrale et de la Sainte-Chappelle de Bourges et les gens du second état se soient opposés à la rédaction de l'article 1^{er} de la Coutume de Berry pour la suite de leurs serfs, les premiers en la ville et septaine et les derniers en la septaine seulement, n'ayans depuis poursuivi leur opposition, l'article est demeuré rédigé et la Coutume passe pour ancienne et constante² ».

La capitale du Berry n'était pas seule à revendiquer le privilège du lieu d'asile. Les autres villes royales de la province, Dun-le-Roi, Issoudun, Mehun-sur-Yèvre, Vierzon et Concressault formulaient des prétentions analogues³, et il

1. RAYNAL, *op. cit.*, tome II, p. 176 et pièces justificatives, p. 576.

2. LA THAUMASSIÈRE, *Coutumes locales*, *op. cit.*, p. 16.

3. Semblable coutume ont les manans et habitans des ville

faut se demander si c'était réellement à bon droit. On ne connaît pas l'acte d'érection de Dun en lieu d'asile. Il est certain que cette ville, réunie au domaine de la couronne en même temps que Bourges, a constamment bénéficié des concessions royales faites à la métropole, mais ce ne sont pas là des motifs suffisants pour affirmer, en l'absence de preuves plus décisives, que Dun ait profité d'un régime aussi exceptionnel. Pour Issoudun, on a de plus fortes raisons de douter après avoir lu dans la Coutume imprimée vers 1520 : « Et semblablement les seigneurs desdictes seigneuries qui sont en ladicte chastellenie d'Yssouldun et autres hommes tenans en fief arrière-fief qui sont hommes du roi et femmes serfves demourant en ladicte chastellenie, ont droit de suir et de poursuyr leurditz hommes et femmes serfz en la ville, chastel et justice dudict Yssouldun et ne les perdent point ; mais les autres seigneurs qui sont demourans hors la dicte chastellenie, n'ont point de suicte en icelle de leurs hommes et femmes de serfve condition, sinon que ce soit par privilège¹ ».

En ce qui concerne Mehun-sur-Yèvre, il faut remarquer que l'article 11 de la Coutume générale

et chastel d'Issoudun, ville et Septaine de Dun-le-Roy, Meun-sur-Yèvre, Vierzon et du lieu de Concressault. Coutume générale des pays et duché de Berry, article 2.

1. Coutume d'Issoudun (servitudes), article 3. LA THAUMASSIÈRE, *Les coutumes locales de Berry et de Lorris*, op. cit., p. 369.

de Berry se trouve corroboré par l'article 1 de la Coutume locale de cette ville : « Et premièrement du droict des personnes qui est tel que en icelle ville et véhérie de Meun-sur-Evre n'a nuls gens serfz ne de serve condition ; ains que tout homme qui vient demourer en ladicte ville et véhérie, de quelque lieu que ce soit est franc, en telle manière que nul seigneur et dame ne peut prétendre droict de suyte sur luy, ne le contraindre à luy payer taille, mortaille mortailable, ne droict de servitude par la Coustume sur ce notoirement tenue et gardée en ladicte ville et véhérie de tout temps et d'ancienneté, comme il nous est apparu par lettres de privilège faictes et données par messire Robert de Courtenay et Mahault, sa femme... etc. ¹ ». Cet article n'apporte pas cependant un argument péremptoire. Si la ville et la véhérie étaient lieu d'asile depuis la concession de la charte de 1219 par Robert de Courtenay, comment expliquer qu'un nouvel affranchissement ait été accordé par Charles VII en 1439 aux serfs de la « ville, terre et chastellenie » de Mehun ? La châteltenie du xv^e siècle était sans doute plus étendue que la véhérie du xiii^e, mais la charte de 1439 s'applique sans distinction à l'ancienne comme à la nouvelle circonscription. De plus le roi déclare : « Et leur avons octroyé et octroyons,

1. Coutume de Mehun-sur-Yèvre, article 1^{er}. LA THAUMASSIÈRE, *ibid.*, p. 376.

de nostre dicte grâce, par ces mesmes présentes et à tous autres quelzconques, *sauf toutesvoies le droict d'autre seigneur*, comme ilz et chascun d'eux puissent et leur loise venir pour habiter, maisonner, estre, vivre franchement, demeurer, tant audit lieu de Mehun que ez villes, villaiges et autres lieux d'icelle nostre terre, suite et chastellenie, en faisant envers nous les francs devoirs au surplus accoustumés¹ ». Si Charles VII a entendu réserver les droits de suite des seigneurs, il n'a certainement pas fait de Mehun un lieu d'asile. Cette opinion erronée a cependant une origine que nous croyons pouvoir déterminer. En 1219, Robert de Courtenay affranchissait ses hommes de la ville et de la véhérie de Mehun-sur-Yèvre. Il leur concédait la Coutume de Lorris et spécifiait notamment que, quiconque viendrait s'établir dans la ville et la véhérie, après y avoir habité un an et un jour sans avoir été l'objet d'aucune réclamation, serait pour toujours homme libre, à moins que le seigneur de Mehun ou son prévôt n'y missent obstacle². C'était limiter à un an l'exercice du droit de suite sur le territoire affranchi. Nous n'entreprendrons point d'examiner jusqu'à quel point

1. Affranchissement des serfs de Mehun par Charles VII. LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 372.

2. Quiconque qui en la voyrie aura demouré par an et jour, nulle clameur ensuyvie, ne par nous ne par nostre prévost la droicture ne luy est defandüe et des lors franc et quitte demoure. (Charte de Mehun 1209.) LA THAUMASSIÈRE, *ibid.*, p. 425.

cette atteinte aux droits des autres seigneurs peut être considérée comme juste et légitime. Il suffit de constater le fait qui paraît avoir donné naissance à cette idée, généralement admise aux xv^e et xvi^e siècles, que Mehun et sa véhérie étaient lieu d'asile. Pour Concressault, la même opinion semble reposer sur une même origine. Quant à la ville de Vierzon, était-elle réellement lieu d'asile ? C'est douteux, en l'absence d'autres titres que l'article précité de la Coutume de Berry.

Cette question des lieux d'asile nous a fait sortir du cadre de ce chapitre, puisque l'existence de ce privilège, dès le xii^e siècle, est démontrée au profit de la seule ville de Bourges. Il nous paraît cependant préférable, ce problème ayant été soulevé, d'en avoir dès maintenant terminé l'examen.

Le serf, possédant la personnalité juridique, pouvait contracter un mariage légitime, et l'Église qui avait acquis la juridiction matrimoniale reconnaissait pleinement son droit à cet égard. Au xii^e siècle, le mariage contracté par un serf, en l'absence ou même en cas de refus du consentement de son seigneur, était valable, même lorsque l'autre partie était franche ou noble. La Coutume séculière se montrait plus sévère. En principe, le consentement du seigneur était nécessaire. Cependant, étant donnés les motifs de cette exigence, cette règle ne fut

point maintenue, et en droit commun, il y avait lieu de demander l'autorisation du maître seulement si le serf voulait épouser une personne d'une autre condition ou d'une autre seigneurie que la sienne. De tels mariages portaient nécessairement préjudice au seigneur. Comme nous le verrons plus loin, les enfants de deux conjoints, serfs de terres différentes, se partageaient habituellement par moitié entre les seigneurs intéressés, et généralement, au cas où l'un des conjoints était libre et l'autre serf, une partie des enfants échappait à la servitude¹. Aussi le consentement du maître était-il obligatoire. Cette règle n'avait pas pour sanction la nullité du mariage, car la connaissance de cette matière appartenait uniquement à l'Église, c'était la confiscation des biens du serf au profit du seigneur, ou une amende, quelquefois fixée par la Coutume et le plus souvent arbitraire. D'après La Thaumassière, « si sans le consentement des seigneurs, les serfs se marioient à personnes d'autres servitude et seigneurie, ils étoient amandables de soixante sols un denier ; et outre condamnables en l'indemnité des seigneurs, laquelle se régloit ordinairement au tiers des biens meubles et immeubles des serfs² ». En général, lorsqu'un seigneur accordait une autorisation semblable, il la faisait payer. Quelquefois

1. Voir plus loin p. 64 et suivantes.

2. LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 23.

les mariages pouvaient se faire librement, entre serfs de domaines voisins, par suite d'accords intervenus entre les seigneurs, et réglant en tant que besoin le partage des enfants et des biens des conjoints. De semblables conventions furent passées par les religieux de Saint-Laumer de Blois et de Chezal-Benoît en Berry, en 1185, et par le Comte de Sancerre et les religieux de Saint-Satur en 1219¹.

Le servage entraînait une autre incapacité que l'on peut, à certains égards, rapprocher du formariage. Cette incapacité concernait l'entrée dans les ordres, et La Thaumassière la définit ainsi : « Ils (les serfs) ne peuvent prendre les ordres, ny l'habit de religion sans le congé de leur seigneur² ». La législation séculière n'était pas seule à exiger des serfs qu'ils se fussent pourvu de l'autorisation du seigneur avant de recevoir les ordres. L'Église elle-même ne consentait à conférer la cléricature à un serf qu'à la condition qu'il fût préalablement affranchi, sans doute pour lui éviter de se trouver astreint à des obligations incompatibles avec sa nouvelle dignité. Or, dans ce cas, la permission donnée par le seigneur valait affranchissement. Aussi les canons ecclésiastiques prescrivaient-ils qu'elle fût demandée et obtenue par l'intéressé avant collation d'aucun ordre.

1. LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 23.

2. *Ibid.*, p. 8.

D'après les principes qui régissent les affranchissements, non seulement le consentement du seigneur direct, mais encore celui du suzerain ou du roi eût été nécessaire. En pratique on n'alla jamais jusque là.

Si, en fait, un serf pénétrait dans le clergé sans s'être pourvu des autorisations nécessaires, une dégradation n'était pas possible quand il avait reçu les ordres majeurs, et même s'il s'était élevé jusqu'au sacerdoce, d'après l'opinion générale, cette dignité lui donnait la franchise¹. En ce qui concerne le Berry, on peut douter que tel ait été l'usage habituel. Il paraît au moins certain que les redevances pécuniaires devaient être encore fournies au seigneur par le clerc lui-même, ou quelqu'un en son nom. En effet, dans un partage, fait en 1480, des enfants de deux serfs, dont l'un appartenait à Antoine Leclerc « escuier, seigneur de Muhen », et l'autre à la commanderie du Temple de Châteauroux, un prêtre est au nombre des individus partagés². Vers la même époque, un autre prêtre figure sur un rôle des tailles serves de la seigneurie d'Orval³.

1. Voir BEAUMANOIR, XLV, 17 et 28.

2. « Sont escheus au dict escuier et à ses comparsonniers lesdits Jehan Cathelinot, Martin Cathelinot et messire Jehan Cathelinot prestre avec leurs postérités et séquences .. » Archives de l'Indre, H., 697.

3. « Jehan Rousset fils de feu Pierre Rosset. Il est prestre... et sans le consentement de ma dicte Damoysselle.... V sols. »

(Rôle des hommes et femmes serfs taillables une fois l'an

Quoi qu'il en soit, dans le cas (qui très probablement ne s'est jamais présenté) où un serf serait parvenu jusqu'à l'épiscopat, cette dignité lui eût assurément conféré une liberté complète. Il est d'ailleurs évident qu'au moyen âge l'entrée d'un serf dans les ordres, sans qu'il se fût préalablement pourvu du congé de son seigneur, n'a été qu'un fait exceptionnel.

A l'origine, les serfs étaient encore incapables de témoigner en justice. Contre un homme libre leur témoignage n'était pas reçu. Comme conséquence, on doit admettre qu'ils ne pouvaient défendre leurs droits, ni plaider contre qui que ce soit, sauf peut-être contre leurs égaux en servitude. La preuve de ce fait est fournie par une ordonnance de Louis le Gros, rendue en 1118 en faveur des serfs de l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés, pour les affranchir de cette incapacité : ... « Moi donc, Louis, par la clémence de Dieu, roi des Français, par le conseil unanime et le consentement de nos évêques et de nos grands, par le décret de l'autorité royale, j'établis et j'ordonne que les serfs de la Sainte Église des Fossés aient la licence pleine et entière de témoigner et combattre contre tous hommes, tant libres que serfs, dans toutes les causes, plaids et affaires ; et que personne leur opposant le fait de leur servitude, n'ose jamais

à la volonté du seigneur d'Orval. Année 1478.) Archives du Cher, E 171.

calomnier aucunement leur témoignage¹... ». Des faveurs semblables ont été assez fréquemment accordées aux hommes de couvents et d'abbayes, et certains auteurs en ont conclu que si les serfs n'étaient pas admis à témoigner en justice, c'était surtout dans la crainte que leur seigneur n'abusât de son autorité sur eux au point de leur dicter leurs témoignages. Si des exceptions étaient faites en faveur des serfs des couvents ou des abbayes, c'est que les seigneurs ecclésiastiques n'inspiraient pas la même défiance. Nous croyons plutôt qu'il n'y avait là qu'une conséquence de la condition servile et de l'incapacité générale qui frappait les serfs. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'au XII^e siècle cette règle rigoureuse n'avait pas encore fléchi, sauf, ainsi que nous l'avons signalé, à titre de faveur spéciale.

Les incapacités des serfs ne consistaient pas seulement en des obligations négatives, en des défenses d'accomplir tels ou tels actes. Les hommes de corps étaient encore astreints à fournir certaines prestations à leur seigneur. Parmi ces redevances, le chevage doit être mentionné comme une charge inhérente à la servitude personnelle. Le chevage, appelé encore quelquefois corsage, se présente sous la forme d'une capitation payable chaque année. « C'était

1. Ordonnance de Louis le Gros, 1118, dans GUIZOT, *Histoire de la civilisation en France*. Paris 1840, tome IV, p. 16

une somme peu importante, ordinairement deux ou quatre deniers, ou quelques livres de cire, et, comme le *census* dans la censive, ce *census capitis* était surtout reconnaîtif : c'était la reconnaissance périodique et solennelle de la servitude par le serf¹. » En principe le chevage était donc dû par tous les serfs, et cependant, en Berry, il ne paraît pas avoir été au nombre des prestations habituellement fournies par eux. Toutefois dans la charte de franchise de Saint-Palais, en 1279, Guy de Sully, archevêque de Bourges et Pierre de Saint-Palais déclarent affranchir leurs hommes de toute servitude ou service quelconque, de toute taille, mortaille, chevage, etc². On voit aussi dans d'autres seigneuries des serfs contraints dans certains cas de s'acquitter envers leur maître d'une redevance fixe désignée sous le nom de commande, qui semble offrir avec le chevage beaucoup de points de relation. Un aveu de servitude fait à l'abbaye de la Prée en 1499 par un aubain qui était venu s'installer sur la terre de Bois-Dabert, dépendance de cette abbaye et fief de la seigneurie du Châtelet, montre le nouveau serf « payant en signe dudit ad-

1. ESMEIN, *op. cit.*, p. 235.

2. Quittamus ab omnimodo iugo servitutis, servitii, talliæ, mortalliæ Chevalligio, exactionis, angariæ, perangariæ, consuetudinis cujuslibet et costume. (Affranchissement de Saint-Palais. LA THAUMASSIÈRE, *Les coutumes locales de Berry et de Lorris*, *op. cit.*, p. 111.)

veu quatre deniers tournoys de commande¹ ». Dans les mêmes conditions un autre aubain, en 1481, « eu signe dudict adveu a baillé audit frère Jehan Bourjon (le procureur des religieux de la Prée) quatre parisis par possession de servitude² ». Enfin dans un autre aveu de servitude de deux époux au même couvent, en 1397, « ont promis lesdits mari et ladite femme de la manière que dessus servir lesdits religieux de tailhe, commande et autres devoirs que font et doivent leurs autres hommes et femmes de ladite terre³ ». Faut-il complètement assimiler la commande au chevage ? C'est une question qu'il sera préférable de trancher par la suite à l'aide de renseignements qui font actuellement défaut⁴.

En vertu de la dépendance dans laquelle ils se trouvaient placés par rapport à leur seigneur, les serfs devaient encore fournir à celui-ci le service militaire. Si, dès la fin du moyen âge, cette charge était quelque peu allégée, il n'en avait pas été de même au début de la féodalité avec les guerres continuelles des seigneurs les uns contre les autres. L'armée d'un baron féodal se composait non seulement de tous ses vassaux, mais aussi de tous ses hommes et de tous les hommes de ses vassaux, quelle que fût leur condition. En cela, les serfs n'étaient donc point affectés d'une obligation qui leur fut spé-

1, 2, 3. Archives de l'Indre. H 361.

4. Voir plus loin p. 162.

ciale, mais les chartes de franchise des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, en dispensant, pour la plupart, les affranchis d'une partie des charges qu'ils avaient précédemment à supporter à cet égard, montrent que les serfs devaient suivre à toute réquisition leur seigneur à la guerre et l'accompagner aussi longtemps et aussi loin qu'il le jugeait bon. Il est permis de croire qu'à moins de nécessité pressante, celui-ci ne faisait pas de levée générale afin de conserver des bras à la culture, mais il en avait le droit, et il y a eu certainement des cas où tous les hommes valides d'une seigneurie ont été appelés sous les armes. Et bien que, sous l'influence de l'Eglise et de la royauté, les guerres privées soient, au ^{xiii}^e siècle, moins nombreuses et moins fréquentes qu'au paravant, il faudra attendre longtemps encore leur suppression complète pour que les obligations militaires des serfs soient tombées en désuétude.

Au même ordre d'idées se rattache le droit de guet, en vertu duquel le seigneur faisait participer tous ses hommes, serfs ou bourgeois, à la garde et à la défense de son château. Avec la disparition des guerres privées, le guet, devenu sans objet, cessa d'être exigé en nature et fut remplacé (en dehors des époques de troubles) par une prestation pécuniaire connue sous le nom d'arrière-guet, qui consistait dans le verse-

ment annuel d'une somme fixe et peu importante, habituellement quelques sous par feu.

II

INCAPACITÉS RELATIVES AUX BIENS

Il a été dit à plusieurs reprises que le serf jouissait dans une certaine mesure du droit de propriété. Nous avons vu, en étudiant l'attache des serfs au territoire de leur seigneurie, qu'ils ne pouvaient être donnés ou vendus sans leurs biens. Il nous reste cependant encore à déterminer l'étendue de leurs droits patrimoniaux, et pour cela nous examinerons tout d'abord les restrictions dont ils étaient l'objet.

A l'exception des tenures nobles, dont la détention lui était interdite, le serf pouvait, en vertu de sa personnalité juridique, acquérir librement non seulement des meubles, mais aussi des immeubles, tenures serviles ou roturières, et de toutes personnes, quelle que fût leur condition. Il est vrai qu'un article de la coutume de Châteaumeillant se trouve en contradiction avec ce que nous avançons, mais ce n'est là qu'une faveur accordée aux bourgeois de Châteaumeillant et une exception purement locale¹. Les

1. Si aucun homme serf a acquis aucun héritage de ladite bourgeoisie, il est permis ausdicts bourgeois de contraindre ledict homme serf à délaisser et vider ses mains de l'héritage acquis par luy en bourgeoisie en luy restituant les deniers de

acquisitions des serfs pouvaient être faites à titre onéreux, comme à titre gratuit¹. Toutes les incapacités dont étaient frappés les serfs avaient pour but de les empêcher de diminuer par leur fait l'étendue des droits du seigneur sur eux-mêmes ou sur leurs biens. Aucun motif ne justifierait donc les obstacles apportés à l'exécution d'actes susceptibles d'accroître ces droits, tels que le fait de recueillir une succession provenant de parents bourgeois, ou même l'achat appelé à substituer un immeuble à de l'argent toujours facile à dissimuler. En résumé, les serfs jouissaient d'une assez grande liberté lorsqu'il s'agissait pour eux d'acquérir. Il n'en était pas de même lorsqu'ils voulaient aliéner leurs biens.

En principe, le serf était incapable de transmettre à cause de mort et ne pouvait, par conséquent, faire de testament valable. Il n'avait pas non plus de successeurs ab intestat, pas même ses enfants, et à son décès tous ses biens meubles et immeubles revenaient au seigneur, son seul héritier. « La coutume lui permettait seulement de faire quelques-uns de ces legs pieux que l'Église exigeait souvent au moyen âge, pour accorder aux défunts la sépulture ecclésiast-

l'acquisition dudit héritage, avec les loyaux frais ; car par la coutume le franch et le serf ne peuvent acquérir l'un sur l'autre combien qu'ils soient parents. (*Coutume de Châteaumeillant*, article 8.)

1. Les serfs peuvent succéder à leurs parents bourgeois. (*Coutume de Linières*, article 3.)

tique ¹ » ; et encore ne devaient-ils point être considérables puisque, dit Beaumanoir, « li sers ne puet laisser par son testament plus grande somme que cinq sous ». C'était donc en réalité une incapacité absolue. On la désigne habituellement sous le nom de mainmorte ou mortaille. Elle constitue le caractère véritablement distinctif de la condition servile, si bien que les mots de mainmortable et de mortailable sont fréquemment employés comme synonymes de serf. Par voie de conséquence et pour sauvegarder les droits du seigneur sur la succession de ses serfs, il était interdit à ceux-ci d'en distraire aucune partie de leur vivant par donation ou tout autre disposition à titre gratuit, sans qu'il y ait de distinction à faire entre les meubles et les immeubles.

Tel était dans toute sa rigueur le droit de mainmorte, mais « le plus souvent le seigneur laissait aux proches parents du serf la manse servile et les autres biens possédés par lui, à condition que l'on rachèterait la mainmorte par une somme d'argent qu'il fixait ² ». De cette habitude et, surtout, des conditions économiques dans lesquelles se trouvaient la plupart des serfs, prit naissance pour eux une sorte de droit de succession. Beaucoup de familles vivaient dans une communauté de fait. Les enfants devenus

1. ESMEIN, *op. cit.*, p. 241.

2. ESMEIN, *op. cit.*, p. 242.

adultes, et même mariés, restaient auprès de leur père, partageant ses travaux, vivant sous le même toit et à la même table, « au même chateau et feu », suivant l'expression usitée en Berry. Après la mort du père, les frères continuaient à vivre de la même manière, ne formant qu'un seul ménage et constituant une de ces communautés taisibles qui se formaient sans contrat et ont été si fréquentes au moyen âge. De cette communauté de vie, on conclut à la communauté des biens. La coutume reconnut que ces associés de fait, ces parçonniers contractaient tacitement entre eux une société universelle, que chacun d'eux était copropriétaire des biens de la collectivité. En cas de prédécès de l'un d'eux, la communauté n'était point dissoute et la part du prédécédé, restant confondue dans la masse, accroissait à celle des survivants. Le droit de mainmorte du seigneur, n'ayant plus d'objet particulier auquel il pût s'appliquer était ainsi écarté. Il y avait là l'origine d'un véritable droit de succession, et ce fut bientôt une règle que les enfants d'un serf héritaient de lui, s'ils vivaient en communauté avec le défunt au jour de son décès et étaient serfs du même seigneur. La communauté taisible formait la base de ce système ; mais c'était une base fragile, car il suffisait du départ d'un seul de ses membres pour qu'elle fût dissoute à l'égard de tous, et l'autorisation du seigneur devenait nécessaire pour la

reconstituer entre ceux qui continuaient la vie commune. Si l'un des enfants avait abandonné la maison paternelle, ce fait seul suffisait pour donner ouverture au droit de mainmorte, lors du décès du père de famille. Quoi qu'il en soit, ce droit de succession était un progrès considérable sur la situation antérieure des serfs. Pour en comprendre tout le prix, il est utile de se souvenir qu'à l'origine du régime féodal, les bénéfices avaient été purement viagers. Si, dans la suite, le vassal noble avait conquis l'hérédité du fief à lui concédé par son suzerain, le serf obtenait en même temps, et par le moyen de la communauté taisible, la possibilité de transmettre sa tenure à ses enfants. Il faut admettre que, dès le douzième siècle, ce droit de succession était généralement reconnu aux serfs, tout au moins au profit des descendants par rapport à leurs auteurs¹. Cette restriction du droit de mainmorte présentait d'ailleurs certains avantages pour le seigneur, qui retenait ainsi sur son domaine des familles entières de serfs plus sûrement que par des moyens coercitifs. Mais là s'arrêtent les concessions et les serfs sont encore frappés d'une incapacité absolue de disposer à titre gratuit, même par contrat de mariage.

1. Retinemus... quod-existent in dicta Libertate non possint emere vel acquirere a dictis hominibus nostris de tallia vel mortallia attificia vel immobilia quæ ad ipsos homines *jure hereditario devenerunt*. (Affranchissement de Châteauneuf. LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 157.)

Quant aux aliénations à titre onéreux, elles sont soumises à une réglementation étroite, qui part toujours de ce principe que nous avons déjà énoncé : l'impossibilité pour les serfs de porter atteinte aux droits du seigneur sur eux-mêmes ou sur leurs biens. Il ne leur est pas absolument interdit de disposer de leurs immeubles par vente ou par échange, mais ils ne peuvent le faire qu'au profit de serfs appartenant à la même seigneurie, à moins d'une autorisation spéciale¹. La sanction était le droit appartenant au seigneur de s'emparer purement et simplement de l'immeuble irrégulièrement aliéné.

Telles étaient les conditions qui seules permettaient au serf d'acquérir et de transmettre ses biens. De plus, la possession de ces mêmes biens lui imposait, ainsi que nous le verrons, l'obligation d'acquitter différentes prestations en argent ou en nature ; mais dans les limites ainsi tracées, les droits du serf étaient opposables aux prétentions du seigneur. Il y avait là, sans doute, d'importantes restrictions au droit de propriété, mais toutes ne constituent pas au même degré des dérogations à la loi commune.

1. Retinemus quod existentes in dicta libertate non possint emere vel acquirere a dictis hominibus nostris de tallia vel mortallia attificia vel immobilia quæ ad ipsos homines jure hereditario devenerunt vel devenient in futurum ; verumtamen liceat eis emere vel acquirere a prædictis hominibus attificia vel immobilia acquisita. (Charte de Châteauneuf donnée en l'année 1258.)
LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.* p. 157.

En effet, la propriété absolument libre, telle que la définit le droit romain, n'a eu sous le régime féodal qu'une existence exceptionnelle, et en principe, tout détenteur d'une terre était tenu de certaines redevances au profit du détenteur d'une autre terre, auquel il se trouvait relié par des liens de vassalité. Si l'on compare la situation du serf à celle de l'esclave, qui ne possédait rien en propre, on devra reconnaître l'importance du progrès accompli.

Parmi les redevances qui pesaient sur les serfs, les principales sont la taille et la corvée.

La taille constituait une des charges les plus lourdes du servage. Ce n'est pas qu'elle en fût un signe absolu ; des roturiers libres pouvaient être astreints à l'acquitter et tous les serfs ne la payaient pas nécessairement, mais presque toujours, elle avait été commuée pour les affranchis en un cens fixe ou tout au moins en une taille abonée et, d'une façon générale, il est permis de dire qu'elle fournissait contre ceux qui en étaient redevables une présomption de servitude.

On distinguait la taille personnelle et la taille réelle. La taille réelle, conséquence de la servitude réelle, portait seulement sur le revenu de la tenure servile et l'obligation au paiement cessait lorsque le serf abandonnait sa tenure. Quant à la taille personnelle, c'était un véritable impôt direct qui frappait les revenus et les économies

du serf et, d'une façon générale, toutes les ressources qu'il possédait. Impôt de répartition, le chiffre total en était fixé par le seigneur, le plus souvent d'après ses besoins, et cette somme se divisait ensuite entre tous les serfs de la seigneurie proportionnellement à leurs facultés. Le soin de faire ce travail appartenait aux officiers du seigneur qui dressaient un rôle indiquant la taxe de chacun. L'habitude s'était introduite de prendre dans chaque seigneurie l'avis de quelques hommes de condition servile connaissant les ressources des autres taillables. Il est difficile de préciser à quelle époque cet usage prit naissance, mais on peut affirmer, s'il était en vigueur au moyen âge, que les serfs ainsi consultés n'avaient d'autre mission que celle de fournir des renseignements.

A l'origine, la taille n'était soumise à aucune règle fixe et dépendait entièrement de la volonté du seigneur, qui pouvait exiger de ses serfs telle somme qu'il fixait lui-même et aussi souvent que bon lui semblait. Ses prétentions à cet égard n'avaient d'autres limites que celles imposées par sa conscience. Le sentiment de son intérêt bien entendu aurait dû aussi lui montrer les avantages, même matériels, destinés à résulter pour lui de plus de modération et d'équité, par suite de la meilleure exploitation des terres et de la prospérité plus grande de sa seigneurie, qui en eussent été la conséquence nécessaire. S'il est vrai que

ce pouvoir sans limites était un vestige de la puissance absolue du maître sur l'esclave antique, la taille personnelle du moyen âge reposait encore sur un autre principe. La plupart des serfs exerçaient la profession de cultivateur et possédaient une maison et quelques pièces de terre dont le seigneur leur avait concédé la jouissance avec réserve de certains droits. Lors de cette concession, il avait été bien entendu qu'en échange de l'abandon de jouissance, le seigneur percevrait certaines redevances, et, en particulier, une prestation périodique soit en argent, soit en nature. En cela, la taille était absolument légitime, mais on ne peut nier que dans la pratique de graves abus aient été commis.

Peu à peu des tempéraments furent apportés aux rigueurs de cet état d'arbitraire absolu. La plupart des coutumes exigent que la taille soit raisonnable, mais au XII^e siècle, ce progrès n'est pas encore réalisé. Dans la charte d'affranchissement de la Chapelle-Dam-Gilon, Archambaud de Sully, en 1212, renonce en faveur de tous les habitants à la taille qu'il levait jusque-là sur eux, et dont le taux était remis à sa volonté¹. Les chartes de franchise des XII^e et XIII^e siècles, en nous faisant connaître les droits abandonnés par les seigneurs,

1. In primis volui et concessi quod omnes homines dicti castelli et in dicta castellania, in quibus talliam ad libitum meæ voluntatis habebam, ab omni tallia et gravamine de cetero penitus liberi remaneant et immunes. (Charte d'affranchissement de la Chapelle-d'Angillon.) LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 78.

n'indiquent jamais que la taille serve ait été soumise à des règles restrictives. Sur quelques points une fixité relative commençait cependant à s'établir. En principe, le seigneur avait encore le droit de lever la taille aussi souvent que bon lui semblait, mais en fait, ses pouvoirs se trouvaient, dans une certaine mesure, limités par les usages et les habitudes antérieurs. Assurément ces usages encore vagues et confus n'offraient aux serfs qu'une faible protection, mais ils étaient destinés à se fixer, tout en se perfectionnant davantage, pour devenir tels que les coutumes nous le font connaître.

La taille était-elle due par tête comme une véritable capitation, ou, au contraire, par feu ? La Coutume de Châteauneuf se prononce nettement pour la seconde alternative ¹, mais, en outre de ce qu'elle statue pour une époque postérieure à celle que nous étudions actuellement, on ne peut, bien que la même pratique ait été suivie ailleurs, donner à une coutume purement locale une portée générale et l'étendre à toute une province. Nous estimons cependant qu'en général, les serfs tenant feu et lieu, c'est-à-dire ayant un domicile propre, étaient seuls soumis à

1. Là où plusieurs serfs mâles ou femelles demeurent ensemble en communauté, ne faisant qu'un même pot et feu, quand même ils seraient cent, toute leur communauté ne doit payer chaque année qu'une seule taille servile, un Bian, douze charrois et une géline. (*Coutume de Châteauneuf*, titre I, article 6.) LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*

la taille; mais lorsqu'ils formaient une communauté, vivant plusieurs ensemble, à frais communs, le chef de famille était taxé pour tous à une somme évidemment plus forte, calculée sur l'ensemble des ressources de la communauté et le nombre de ses membres.

De même que la taille, la corvée ne fournissait pas contre celui qui était tenu de l'exécuter, une preuve péremptoire de servitude, et il semble même qu'elle ait généralement survécu aux affranchissements. Dans la plupart des provinces où depuis longtemps le servage n'existait plus, les paysans, à la veille de la Révolution, devaient encore certaines corvées. Cependant, en principe, tous les serfs étaient soumis à cette redevance et dans les cas où elle continua à être exigible postérieurement à la concession de chartes de franchise, ce fut avec des atténuations considérables.

Les corvées, appelées aussi bians ou arbans, consistaient en journées de travail fournies au seigneur pour ses besoins personnels et sans aucune rétribution en échange. Ceux qui en étaient tenus devaient non seulement le travail de leurs personnes, mais aussi celui de leurs bêtes de somme ou de trait, s'ils en possédaient. « Les courvéables doivent servir leur seigneur depuis le soleil levant jusques au couchant, ce que l'on doit entendre sainement, en leur laissant tems suffisant pour prendre leurs repas et pour faire

manger leurs bêtes, en sorte qu'ils puissent estre en leur maison au soleil couchant et se doivent les courvéables nourrir à leurs dépens et leurs bêtes¹. » Faucher les prés du seigneur, vendanger ses vignes, moissonner, nettoyer les douves du château, en réparer les murailles, entretenir les routes, transporter la pierre, le vin, les récoltes : tels étaient les travaux exécutés par les serfs à titre de corvées. Le seigneur faisait ainsi cultiver la portion de son domaine dont il avait conservé la propriété directe (le *mansus indominicatus*). Il s'était en effet réservé le droit, lorsqu'il avait concédé des tenures à ses serfs, de les employer à l'exploitation de ses propres terres. En même temps, il leur faisait exécuter des travaux d'un intérêt plus général, comme l'entretien des chemins et des murs du château. La corvée repose donc sur des principes analogues à ceux de la taille. De même que pour cet autre droit seigneurial, dans les premiers temps du régime féodal, aucune règle restrictive n'en tempérait l'arbitraire ; la volonté du seigneur faisait loi. Et si, au XII^e siècle, certains progrès commençaient à se réaliser, ils n'en étaient encore qu'à leurs débuts, et il faudra attendre une époque plus récente pour les étudier.

Habituellement, les serfs devaient encore

1. LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 12.

chaque année fournir à leur maître la poule de coutume, qui semble n'être qu'une taille accessoire, payable en nature ¹.

En plus des redevances qui viennent d'être énumérées, les serfs étaient en outre tenus d'autres prestations ne présentant pas pour la plupart le même caractère spécial, et obligatoires pour tous les habitants de chaque seigneurie, serfs ou bourgeois.

Tout d'abord, il leur fallait acquitter la taille aux quatre cas lorsqu'elle était exigible. Ce droit seigneurial, souvent mentionné en Berry dans les chartes de franchise, pour spécifier que les bourgeois n'en sont point déchargés, était une imposition extraordinaire levée dans quatre circonstances : 1° quand le seigneur était armé chevalier ; 2° quand il était fait prisonnier de guerre, pour le paiement de sa rançon ; 3° lorsqu'il s'embarquait pour la Terre-Sainte ; 4° quand il mariait sa fille aînée ². Telles sont en principe les causes qui donnaient lieu à la perception de la taille aux quatre cas. Certaines chartes contiennent cependant quelques variantes dans leur

1. L'homme serf tenant feu et lieu, doit payer à son seigneur par chascun an, au terme convenu, une geline de coutume. LA THAUMASSIÈRE. *Les coutumes locales, op. cit.*, p. 13.

2. LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 33.

« Scilicet quando dominus Castri-novi, quicumque fuerit, factus fuerit novus miles, vel maritaverit filiam suam primogenitam, seu ad partes transmarinas peregrinationis causa transfretaverit, sive captus fuerit de guerra et redemptus. (Charte de Châteauneuf, *ibid.*, p. 155.)

énumération. A Lury, à Mennetou-sur-Cher et aux Aix, le premier cas, la réception du seigneur au rang de chevalier, est remplacé par celui de la destruction de l'un de ses châteaux au cours d'une guerre ¹. Ailleurs la taille est due au seigneur, non pas lorsqu'il est lui-même fait chevalier, mais lorsque son fils aîné, ou même quelquefois aussi tous ses fils reçoivent cette dignité ². A Buxières-d'Aillac, trois cas seulement sont signalés et présentent certaines particularités. (Notamment l'assistance pécuniaire due au seigneur lors du mariage de sa fille aînée est étendue à celui de toutes ses filles ³.)

Une dernière remarque reste à faire au sujet de la taille aux quatre cas : pour les bourgeois, le chiffre de l'imposition éventuellement due par eux était généralement connu d'avance (souvent le double du cens), ou tout au moins réglé dans une certaine mesure ; pour les serfs, rien de

1. Vel aliquid castellorum meorum per guerram funditus dirutum fuerit. (Franchise de Lury, *ibid.*, p. 79. — Franchise de Menetou-sur-Cher, p. 94. — Franchise des Aix-d'Angillon, p. 122.)

2. Je ne puis rien quérir en ladite franchise ne en la ville, fors que pour quatre choses : C'est assavoir, quant mes filz sera faitz chevalliers nouveaux. (Charte de Vesdun, *ibid.*, p. 103.)

3. Et insuper salva et retenta nobis et heredibus nostris questa nostra in tribus casibus tantummodo ; videlicet quotiescumque contigerit heredes nostros et heredes heredum nostrorum, milites fore novos ; quotiescumque contigerit filias nostras maritari ; et quotiescumque contigerit nos et heredes nostros recedere a regno Franciæ prout ire ad partes transmarinas, vel alibi ratione guerræ contra persecutores et inimicos Fidei. (Affranchissement de Gournay et Buxières-d'Aillac, *ibid.*, p. 108.)

semblable. Là encore ils se trouvaient soumis à l'arbitraire.

Une autre obligation pesait encore sur les serfs, c'est le crédit forcé. Ce droit, en vertu duquel le seigneur pouvait exiger à crédit les denrées dont il avait besoin, semble n'être « qu'une restriction du *jus prisicæ* pur et simple¹ ». Il est fréquemment mentionné aux XII^e et XIII^e siècles dans les chartes de franchise du Berry, soit qu'elles le suppriment, soit qu'elles apportent à son exercice des tempéraments. En général ce droit ne s'appliquait qu'aux aliments, bien que, d'après certaines chartes et notamment celles de Saint-Chartier et de Graçay, il semble qu'il pût aussi porter sur d'autres objets². Les réglementations de ce *jus creditionis* spécifient : 1^o au profit de quelles personnes le droit de crédit pourra être exercé, et le plus souvent c'est au seigneur et à sa femme, quelquefois au seigneur seul, qu'en appartient le bénéfice ; 2^o la quantité d'aliments exigible, qui est déterminée par les

1. E. CHÉNON. *Notes archéologiques et historiques sur le Bas-Berry*, 4^e série. *Etude sur les droits seigneuriaux reldtifs aux vignes et au vin, d'après les chartes et coutumes. Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre*, XXVII^e volume, Bourges, Tardy-Pigelet, p. 284 à 287.

2. Ego vero vel præpositi mei, vel servientes mei nihil capiemus per vim in dicta villa, neque victualia neque alia. (Charte de Saint-Chartier.) LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 90.

Nos autem et heredes nostri Graciaci domini, creditionem habebimus in prædicta villa ad opus nostrum, tantum in cibis et aliis necessariis, quæ in eadem villa exponentur. (Charte de Graçay, *ibid.*, p. 87.

besoins du seigneur ou du seigneur et de sa femme, suivant les cas ; 3° enfin, quel délai est imparti au seigneur pour le paiement. Toutes ces règles protectrices sont applicables aux seuls affranchis et ne concernent pas les serfs. Il est cependant certain que le seigneur n'avait le droit de se faire délivrer par eux des aliments et des denrées quelconques qu'à la charge d'en rembourser le prix. Pour cela il jouissait, il est vrai, d'un délai indéterminé, mais il ne pouvait rien exiger de nouveau qu'après paiement de ce qui lui avait été précédemment livré. Ce fut le temps qui, en faisant tomber ce droit en désuétude, améliora la condition des serfs.

Telles étaient, sans doute encore avec quelques autres redevances accessoires, peu importantes et variables suivant les localités, les incapacités et les charges de la servitude. Nous n'avons pas en effet à tenir compte ici des banalités et des divers impôts indirects (tonlieu, boutage, forage) qui frappaient les serfs, car ceux-ci se trouvaient en cela soumis à la loi commune, et non pas à un régime particulier.

Les notions acquises au cours de cette étude permettent actuellement d'envisager le servage dans son ensemble, et il faut bien reconnaître que, malgré les progrès réalisés, on ne peut porter

sur la servitude pratiquée au moyen âge un jugement favorable. La mainmorte, le formariage, les partages d'enfants de serfs appartenant à des seigneuries différentes, les ventes de serfs doivent être considérés comme des usages barbares. Enfin, il ne faut pas se dissimuler que les droits évidemment exagérés que la Coutume conférait aux seigneurs sur la personne et les biens de leurs serfs, recevaient trop souvent une extension abusive de la part de maîtres peu scrupuleux. La lecture de certaines chartes de franchise en fournit la preuve¹. Ce serait cependant une erreur de juger le servage uniquement avec nos idées modernes, en faisant abstraction de l'état social au milieu duquel il s'est développé. Il faut aussi ne pas oublier que, dès le XII^e siècle, le pouvoir presque absolu des seigneurs se trouvait limité par l'influence de la civilisation chrétienne, et les progrès de la puissance royale qui, pour étendre son autorité,

1. Prædictam nostram villam de Graciaco, et omnes ad dominium nostrum pertinentes, in eadem villa, et infra metas ejusdem villæ positas, de cetero manentes... in perpetuum manumittimus, et ab omni jugo servitutis, et ab omni servitio, tallia, consuetudine seu quacumque alia exactione indebita, ipsos penibus quittamus et absolvimus. (Affranchissement de Graçay.) LA THAUMASSIÈRE. *Coutumes locales*, op. cit., p. 86.

Itaque, nec parvus nec magnus, dives vel pauper, vel bonorum a me vel a successoribus meis aliqua occasione capiantur, nec capi permittentur, quamdiu eorum quislibet in jus vocatus, pro modo et quantitate litis sive controversiæ potuerit vel voluerit stare juri; exceptis his tribus causis scilicet Proditiōe, Homicidio et Furto. (Franchise de Château-Meillant, *ibid.*, p. 184.)

s'appuyait sur le peuple. Les partages et les ventes de serfs, qui semblent particulièrement odieux, étaient le partage et la vente des droits des seigneurs sur les personnes plutôt que des personnes elles-mêmes.

D'une façon générale, et tout particulièrement en Berry, région essentiellement agricole, tout serf possédait une maison et un peu de terre. A la vérité, il n'était pas propriétaire, et sa jouissance lui imposait l'acquit de certaines redevances ; mais au moyen âge la propriété parfaite n'existait pas et le droit du serf sur sa tenure présentait infiniment plus de solidité que celui du locataire d'aujourd'hui sur la chose louée. Il détenait en effet sa terre pour tout le temps de sa vie, en vertu d'un droit réel transmissible à ses enfants, sous la seule condition de la communauté de vie avec eux au jour de son décès. Et si la taille et la corvée ont donné lieu à des abus impossibles à nier, ces redevances, maintenues dans de justes limites, n'étaient pas contraires à l'équité, puisqu'elles représentaient en somme le prix de la jouissance de la tenure servile. Enfin les serfs pouvaient posséder des tenures roturières chargées d'un simple cens. Il est vrai que ces biens eux-mêmes faisaient retour au seigneur lors du décès des détenteurs sans enfants communs et demeurant avec eux, et le droit de mainmorte devenait plus rigoureux

lorsqu'il cessait de s'appliquer uniquement à la tenure servile.

Ce droit de mainmorte, malgré son injustice, a contribué dans une grande mesure à la création des communautés taisibles, fondées d'abord entre parents et enfants, et continuées, après le décès des parents, entre frères et sœurs. Quels qu'aient été les inconvénients de ces sociétés, les difficultés que présentait leur liquidation et les nombreux procès qu'elle occasionnait, on ne peut nier leurs excellents effets. « Ainsi se maintenait l'attachement des paysans pour la terre qu'ils avaient cultivée de père en fils : ainsi s'édifiaient peu à peu des fortunes solides. Les inconvénients de ces sociétés à plusieurs têtes étaient donc largement compensés par les nombreux avantages que procurait un semblable régime. Peut-être, si elles avaient persisté dans notre droit, aurions-nous moins à déplorer l'exode des paysans vers les grandes cités¹. »

Il y a eu certainement des serfs très misérables, injustement pressurés par leurs seigneurs, mais tous n'ont pas été aussi malheureux. La meilleure preuve en est donnée par les affranchissements des XII^e et XIII^e siècles, souvent achetés par leurs bénéficiaires pour des sommes importantes. Pour que ces serfs aient amassé de semblables

1. Henri MALLARD. *Étude sur le droit des gens mariés d'après les coutumes de Berry*. Saint-Amand, Pivoteau, 1905, p. 107.

économies, il fallait que leur condition ne fût pas aussi dure qu'on se l'imagine communément, et c'est là un fait qu'il importe de ne pas négliger lorsque l'on étudie le servage.

CHAPITRE III

LES SOURCES DU SERVAGE ET LES SOURCES DE LA LIBERTÉ

Après avoir étudié le servage avec ses charges et ses incapacités, il reste à examiner comment on devenait serf et comment on sortait de la servitude.

I

SOURCES DU SERVAGE

A l'origine, tout prisonnier de guerre pouvait être réduit en esclavage par son vainqueur, mais au moyen âge, ce principe des temps barbares n'était plus en vigueur, sauf peut-être contre les infidèles. Quoi qu'il en soit, les cas d'application en étaient assurément peu fréquents en Berry et nous ne nous y arrêterons pas davantage.

Dans la société féodale définitivement constituée, la source la plus féconde du servage était la naissance. Tout enfant issu du mariage d'un père et d'une mère serfs naissait serf comme

eux. Mais comment se déterminait le sort de l'enfant dont les auteurs appartenaient à des conditions différentes ? Sur ce point, pas de règle uniforme et les Coutumes sont loin d'être d'accord. Cependant trois solutions principales ont généralement prévalu. La première, qui semble avoir ses racines dans le droit germanique et le droit gallo-romain, décidait que les enfants nés du mariage d'un père serf et d'une mère franche, ou d'une mère serve et d'un père franc, seraient serfs. Ce principe était ainsi formulé dans l'*Interpretatio wisigothique* du code de Théodose : « *Ad inferiorem partem vadit origo*¹ ». Les Coutumes du Bourbonnais et du Nivernais l'avaient adopté, et son expression moderne était : « En formariage le pire emporte le bon ». En Orléanais, dès les XI^e et XII^e siècles, la Coutume déterminait d'une façon plus libérale le sort des enfants issus de ces mariages mixtes. Elle décidait en effet qu'ils suivaient la condition de leur mère, s'inspirant en cela du droit romain classique². C'était d'ailleurs, semble-t-il, une application erronée des principes. Si le droit romain faisait dépendre de la condition de la mère celle de l'enfant, né de deux personnes dont l'une était libre et l'autre esclave, c'est qu'il

1. VIOLLET. *Histoire du droit civil français*, op. cit., p. 319.

2. VIOLLET. *Les Etablissements de Saint-Louis. Société de l'histoire de France*. Paris, Renouard, 1881. Tome I, p. 41 à 46 et 175.

refusait à tout esclave la possibilité de contracter un mariage valable et tenait l'enfant pour naturel. Au moyen âge au contraire, où l'on considérait le mariage du serf comme légitime, c'est à la condition du père que l'on aurait dû s'en rapporter. Cette troisième solution avait prévalu en Bourgogne¹.

Si nous avons ainsi examiné comment était le plus souvent déterminée la condition des enfants nés de mariages mixtes, c'est qu'en Berry « nos Coutumes locales ne décident pas cette difficulté² », ou plutôt ne la tranchent pas toute. Dans les seigneuries de Linières, du Châtelet et de Châteauneuf, il s'était introduit un usage singulier par lequel l'enfant d'un serf et d'une bourgeoise ou d'un bourgeois et d'une serve participait à la condition de ses deux auteurs et appartenait moitié à la liberté, moitié à la servitude. Si son père était à demi serf et sa mère entièrement libre, il avait la qualité de serf pour un quart seulement. Et dans le cas où plusieurs enfants naissaient de ces unions, chacun d'eux était libre et serf pour partie. On constate d'une manière certaine la pratique de cet usage aux xvi^e et xvii^e siècles³ et d'après La Thaumassière

1. BEAUNE, *op. cit.*, p. 229.

2. LA THAUMASSIÈRE. *Les coutumes locales de Berry et de Lorris*, *op. cit.*, p. II.

3. *Aveux de servitudes de 1542*. Archives de l'Indre, H 361. *Terrier de la Seigneurie de Linières* (1604). Archives du Cher, E. 863.

il faudrait lui reconnaître une origine très ancienne¹.

La Coutume de Châteaumeillant s'était ralliée à l'une des doctrines plus générales, exposées précédemment, en décidant que « les enfans desdicts hommes serfs suivent la nature et condition du père et non de la mère² » ; mais là encore, il faut faire remarquer que si au xvi^e siècle, il y avait en ce sens une pratique constante, on n'a pas la preuve certaine qu'il en fût de même au xii^e siècle. Le sort des enfans se trouvait d'ailleurs réglé différemment sous l'empire de quelques coutumes qui supprimaient toute difficulté en donnant à la femme la condition de son mari. La question est ainsi tranchée en Berry par celle de Thevé³. Quant aux autres Coutumes de la province, il ne semble pas qu'elles se soient inquiétées de ce problème. En l'absence de toute décision prise par elles et de témoignages certains, il paraît imprudent d'émettre une opinion quelconque. Toutefois, d'après un

1. « L'usage constant des seigneuries de Linières, Châteauneuf et autres voisines est que les enfans issus de père libre et mère serve, ou de père serf et mère libre, sont serfs par moitié, et comme tels, sujets par moitié aux droits de servitude, ce qui s'est toujours pratiqué, comme il paroît par les Terriers de ces seigneuries. LA THAUMASSIÈRE, *ibid.*, p. 11.

2. *Coutume de Châteaumeillant*, article 20.

3. Par la coustume, homme marié rend et fait sa femme de son estat et condition, en sorte que s'il est franch, rend sa dicte femme franche et de sa condition, et gagne le corps et biens, combien qu'auparavant elle fut serve, et au contraire sauf du chef de Linières et de la suite. (*Coutume de Thevé*, article 5.)

terrier de la baronnie de Graçay, datant du xv^e siècle, lorsqu'un serf de cette terre avait épousé une femme franche, ou quand une serve de Graçay s'était unie à un bourgeois d'un autre domaine, les enfants étaient partagés entre les deux seigneurs intéressés, comme s'ils eussent été serfs, mais ceux que le partage faisait échoir au seigneur du parent de condition libre jouissaient eux-mêmes du privilège de la bourgeoisie, tandis que les autres demeuraient serfs¹. Ne devrait-on pas faire dériver cette coutume d'une pratique que fait connaître l'Usage d'Orléonais? Nous avons vu que, d'après le droit Orléonais, les enfants d'une « franche fame le roi » (cette expression est ici synonyme de femme libre) étaient toujours libres, quelle que fût la condition de leur père. Mais à ce principe il y avait une exception ; elle se présentait lorsque le père était serf de Sainte-Croix ou de Saint-Aignan. Dans ce cas il se faisait un partage entre la liberté et la servitude : une moitié des enfants étaient serve et l'autre libre². L'usage suivi à Graçay est absolument conforme à cette décision, et il semble même que la règle établie par les Coutumes de Linières, du Châtelet et de Châteauneuf, pour déterminer la condition des enfants nés de parents de différentes conditions,

1. Archives du Cher. Sainte Chapelle, G 98³.

2. VIOLLET. *Les établissements de Saint-Louis*, op. cit., p. 41.
Ibid. Usage d'Orléonais, p. 513, 514.

puisse se rattacher à la même origine orléanaise. Cette influence avait dû se faire sentir en Berry dès le douzième siècle et il ne paraît pas impossible de faire remonter jusqu'à cette époque la naissance, dans les seigneuries de Lignières, du Châtelet et de Châteauneuf, de cet usage en vertu duquel chaque enfant participait à la condition de ses deux auteurs. C'était une sorte de compromis entre le principe germanique conservé en Nivernais et en Bourbonnais, et la doctrine plus libérale qui fixait l'état de l'enfant, soit d'après celui de son père, soit d'après celui de sa mère.

Il n'a pas été dit, à propos du formariage, comment se réglaient les droits respectifs des seigneurs sur les enfants nés de serfs de seigneuries différentes. Cette question se rattache assez intimement à la précédente pour pouvoir être traitée ici.

D'après les Coutumes du Châtelet et de Linières, chaque enfant devenait pour partie le serf de chacun des seigneurs intéressés : « Par ladicte coustume de servitude tenue et gardée en ladicte terre et chastellenie du Chastellet, quand un homme et une femme de diverses conditions et seigneuries sont conjoints par mariage, les enfans dudict mariage descendans ne sont point partis par leurs seigneurs, mais se exploitent des devoirs dessus déclarés par quotité et portion que chascun desdicts seigneurs avait

esdicts père et mère¹.... » Deux partages de serfs faits au xv^e siècle entre le seigneur du Châtelet et les religieux de la Prée, pour leur terre de Bois-Dabert, ne sont pas absolument conformes aux prescriptions de la coutume précitée. Faut-il en conclure que cette coutume, dont la rédaction ne date que du xvi^e siècle, a créé sur ce point un régime nouveau ? Nous ne le pensons pas, car les infractions contenues dans les actes de partage semblent répondre uniquement à un but de simplification, et le texte général des deux documents se réfère par ailleurs aux principes consacrés par la Coutume². C'était là d'ailleurs un régime évidemment exceptionnel. En général on procédait à un partage réel des enfants lors du décès de leurs auteurs. L'un des seigneurs (habituellement celui du père) choisissait d'abord l'un des enfants, puis c'était ensuite à l'autre d'exercer son droit d'option. Le partage se poursuivait ainsi jusqu'à ce qu'il fût terminé. S'il n'y avait qu'un enfant, ou s'ils étaient plusieurs formant nombre impair, le profit en appartenait au seigneur premier à choisir. C'est à lui, en effet,

1. *Coutume du Châtelet en Berry*, article 23.

« Les enfans nés et procréés du mariage de personnes serfs et de serves conditions et seigneuries se partent et divisent entre les seigneurs pour telles parts, quantités et portions qu'ils sont des seigneuries : et en suite l'héritage d'eux, de la nature et condition de la seigneurie à qui ils adviennent. » *Coutume de Linières*, article 2.

2. Voir pièces justificatives, nos v et vi.

que revenait l'unique enfant dans le premier cas et le dernier dans le second cas ¹.

Nous ne nous sommes inquiétés jusqu'ici que de connaître la condition de l'enfant légitime, soit de deux serfs, soit de parents dont l'un appartenait à la servitude, l'autre à la liberté. Il reste maintenant à déterminer celle du bâtard, expression qui, dans notre ancien droit, désignait à la fois l'enfant naturel simple et l'enfant adultérin ou incestueux. Il est certain que, « dans la plupart des pays coutumiers, on tenait pour serfs tous les bâtards non seulement des serfs, mais aussi des roturiers. C'était la règle véritablement générale, sinon universelle ² ». Il semble très probable qu'il en fut ainsi en Berry, à l'origine tout au moins. Cependant, de bonne heure, les enfants naturels n'étaient plus, dans quelques villes, considérés comme serfs par le fait seul de l'illégitimité de leur naissance. En

1. Item par lequel partaige lesdicts seigneurs de la seigneurie desquels estoit le père desdicts enfans ont leur choix et élection de cheoisir et prandre en premier lieu celluy desdicts enfans qu'ils voudront choisir et eslire et conséquemment le seigneur de ladicte mère prandra et eslira l'autre desdicts enfans et s'ils sont plusieurs enfans doibvent partir en la manière qui dict est.

Item et s'il y a nombre impar desdicts enfans, lesdicts seigneurs du cousté paternel auront l'enfant qui demeure et faict l'impareté. *Coutume de Graçay* (1534). Archives du Cher, Sainte Chapelle, G. 119.

Voir aussi *Coutume d'Issoudun*, article 8.

Partage de serfs entre les seigneurs de Levroux et de Bouge, d'une part, et le commandeur de Lormetiault d'autre part (1457) Archives de l'Indre. H 698.

2. BEAUNE, *op. cit.*, p. 119.

effet, la condition primitive du bâtard se traduisait entre autres incapacités par celle de tester et même de transmettre par succession. Or, l'ancienne Coutume de Berry démontre qu'à Bourges et à Dun il en était autrement ¹. Il faut d'ailleurs noter ici que le texte qui pose ce principe paraît le présenter comme exceptionnel. A Mehun et à Issoudun, au xv^e siècle, les enfants naturels avaient la permission de tester et de disposer de leurs biens soit entre vifs, soit à cause de mort ², mais on ne sait à quelle époque cette modification à leur capacité s'était introduite. Quant aux autres Coutumes du Berry, elles sont muettes sur cette question. Si la bâtardise n'entraînait plus nécessairement la servitude (il ne s'agit pas ici des bâtards nobles soumis à un autre régime), comment était déterminée la condition des enfants naturels ? Il semble qu'on aurait dû suivre le principe romain : *partus ventrem sequitur*. D'après cette règle, l'enfant illégitime d'une serve eût été serf, tan-

1. Les habitans à Bourges et à Dun ont privilège que le roy ne prend rien des biens de bastards meurent sans hoirs ou non, ainçois demourront à leurs hoirs, se hoirs ont, ou seront donnés pour Dieu. (Les coutumes de la ville ce septene de Bourges, de Dun le roy et du pays de Berry.) LA THAUMASSIÈRE, *Coutumes locales*, op. cit., p. 272.

2. Et s'aucun bastard va de vie à trespas sans hoirs descendans de son corps et sans faire testament ne ordonnance de ses biens, le fisque luy succede et non autres, selon la coustume, mais pourtant n'est prohibé ne deffendu, ains est permis aux bastards et illégitimes de tester et disposer de leurs biens, tam inter vivos quam in ultima voluntate, par ladicte coustume. *Coutume d'Issoudun*, titre XI, article 7, Mehun, titre X, article 7.

dis que celui d'une femme libre eût été libre. L'influence exercée par le droit romain sur les Coutumes de la province permet de supposer que l'on s'arrêta généralement à cette solution, mais nous ne possédons sur ce point aucun témoignage concluant et sommes tenus de nous en borner aux conjectures.

Si la naissance est le mode de recrutement principal du servage, celui qui a permis à cette institution de se perpétuer jusqu'au xviii^e siècle, il n'est pas le seul. Dans certaines provinces, quiconque, homme ou femme, s'unit par mariage à un serf devient serf comme lui. Il ne semble pas qu'en Berry ce principe ait été appliqué. Nous avons vu cependant qu'à Thevé la femme suivait la condition de son mari. Sous l'empire de cette coutume, la servitude du mari entraînait celle de sa femme ; mais, par contre, son état de franchise rendait son épouse libre.

On devenait encore serf, si l'on fixait son domicile dans un lieu de mainmorte, après une résidence d'un an et un jour. On constate en Berry l'application générale de cette règle¹. Dans la rigueur du droit primitif et à moins de privilège spécial, elle s'appliquait non seulement aux aubains, mais aussi aux bourgeois, qui, sans quitter leur seigneurie, se seraient établis hors des bornes de leur franchise.

1. Coutumes de Linières, article 1^{er}, du Châtelet, article 1^{er}, de Châteauneuf, article 10, de Graçay.

Habituellement, quand un étranger s'établissait dans une châtelainie, il pouvait à son gré devenir le serf soit du seigneur châtelain, soit de l'un de ses vassaux. Pour cela il suffisait que, dans l'année de son arrivée, il fît aveu de servitude au seigneur choisi par lui. A défaut de cet acte, et le délai d'un an et un jour étant écoulé, il appartenait au seigneur du lieu de son domicile. Ce droit, qui permettait aux seigneurs d'acquérir, en vertu d'un aveu de servitude, les aubains qui s'établissaient dans une circonscription donnée, s'appelait droit de nouveaux aveux¹. Il s'étendait quelquefois à tout le territoire sur lequel un seigneur avait droit de suite.

Au début du moyen âge, tout aubain devenait nécessairement serf par suite de son séjour en un lieu de servage, mais plus tard, d'après quelques coutumes, il lui fut possible d'échapper à la servitude s'il faisait aveu de bourgeoisie dans l'année de son arrivée². S'il est difficile

1. Et ont tous les nobles de laditte terre du Chastellet, tenans chef de fief de madicte danie en ladicte terre en foy et hommage droit de recevoir nouveaux adveux; et les peuvent recevoir à leur profit tous aulbins et aulbines venant d'autrui terre en icelle terre dudit Chastellet, en faisant adveu de servitude à eulx et non autrement. (Coutume du Châtelet en-Berry, art. II.)

2. Tous ceux qui viennent demeurer dans les terres de Châteauneuf, Beauvoir et Saint-Jullien. sont acquis comme serfs au seigneur s'ils ne font aveu de bourgeoisie dans l'an : ceux qui s'établissent en dedans des croix de la ville de Châteauneuf aux bourgeois de ladicte ville, et les autres au seigneur des terres de Châteauneuf, Beauvoir et Saint-Jullien. (Coutume de Châteauneuf, art. X.)

de dire d'une façon précise à quelle époque ce progrès s'est réalisé, il semble cependant que l'on puisse le faire dater des dernières années du XIII^e siècle. C'est alors que voyant leurs terres dépeuplées par suite des « mauvaises coutumes », ainsi que l'on disait en ce temps-là, les seigneurs ont jugé nécessaire d'accorder par les affranchissements une condition meilleure à une partie de leurs sujets. N'est-il point permis d'admettre qu'ils furent en même temps désireux d'attirer des étrangers sur leurs domaines, même en dehors des villes franches ? Ce serait dans ce but qu'ils leur accordèrent la facilité d'y jouir du bénéfice de la bourgeoisie.

Quoi qu'il en soit, la réduction en servitude par suite de la prise de domicile en un lieu de main-morte est une des principales sources du servage, la plus importante peut-être après l'hérédité. On en constate encore des cas d'application en Berry aux XV^e, XVI^e et même XVII^e siècles.

Dans le haut moyen âge, la servitude se recrutait encore par convention, par oblation volontaire. Fréquemment, des habitants de la campagne réduits à la misère, allaient se mettre sous la protection d'un seigneur voisin, et en échange de cette sécurité matérielle, aliénaient leur liberté. Si, par la suite, de semblables contrats deviennent exceptionnels au profit de seigneurs laïques, on voit encore, aux XII^e et XIII^e siècles,

des hommes libres se donner corps et biens à un couvent ou une abbaye. Ils agissaient en cela sous l'empire de leurs convictions religieuses, soit pour expier quelque crime, soit simplement dans l'espoir d'assurer ainsi le salut de leur âme. Il faut ajouter que les serfs des couvents et des abbayes étaient en général mieux traités que ceux des laïques. Le contrat par lequel un homme libre se faisait le serf soit d'une abbaye, soit d'un seigneur quelconque, restait sans effet par rapport à ses enfants déjà nés, mais entraînait dans la servitude ses enfants à naître et toute leur descendance.

Il faut indiquer un dernier mode d'acquisition de la condition servile : la prescription. Tout individu, qui pendant trente années avait été soumis, sans protestation de sa part, aux charges et aux incapacités des serfs, était au bout de ce laps de temps considéré comme tel. Si les coutumes du Berry ne mentionnent pas la prescription parmi les sources du servage, c'est sans doute à cause de sa faible importance pratique. Comment supposer en effet, alors que les serfs réclamaient leur affranchissement, que des hommes libres eussent consenti à se laisser frapper de redevances qu'ils ne devaient point ?

Si la prescription a joué un rôle considérable dans la constitution de la classe serve, ce ne peut être qu'à l'origine du régime féodal.

II

SOURCES DE LA LIBERTÉ

Après avoir énuméré les sources du servage, il reste à voir comment un serf pouvait acquérir la liberté.

La servitude, il ne s'agit ici que de la servitude personnelle, cessait de diverses manières et tout d'abord par l'affranchissement consenti par le seigneur. Il pouvait être individuel ou collectif, s'appliquer soit à un ou plusieurs serfs déterminés, soit indistinctement à tous les habitants d'une ville ou d'un village. Si les seigneurs conféraient assez souvent la franchise à titre purement gratuit, soit dans un but pieux, soit pour témoigner leur reconnaissance d'un service rendu, fréquemment aussi, la liberté qu'ils accordaient n'était donnée qu'à prix d'argent. Il ne semble pas qu'au moyen âge l'affranchissement ait été soumis à des formes solennelles. Cependant on remarque encore quelquefois l'emploi de certains procédés usités dans le droit barbare, et à raison de son importance, l'affranchissement est toujours constaté dans une charte seigneuriale. Pour que cet acte fût valable, le consentement du seigneur dont le serf dépendait n'était pas suffisant. En effet, l'affranchissement d'un serf apportait une dimi-

nution de valeur du fief, un « abrègement », comme on disait alors. D'où nécessité d'obtenir le consentement du suzerain, sinon le serf, au lieu d'être affranchi, passait de son maître direct au seigneur de ce dernier. Il semble même que, régulièrement, il aurait fallu l'autorisation de tous ceux qui, dans la hiérarchie féodale, étaient placés au-dessus du seigneur immédiat. « On n'alla jamais jusque-là. Dans la pure société féodale, on s'arrêta au chef seigneur (capitalis dominus), c'est-à-dire à celui, baron, comte, duc ou roi, qui représentait la souveraineté régionale. Plus tard, la royauté, faite de la hiérarchie féodale, interviendra toujours pour autoriser l'affranchissement, c'est-à-dire, en réalité, pour percevoir un droit pécuniaire, mais le droit des seigneurs intermédiaires disparaîtra. Autoriser et confirmer les affranchissements, sera alors un droit strictement régalien ¹. » En Berry, les chartes de franchise du moyen âge recevaient la confirmation de l'autorité royale, mais en pratique cette confirmation n'intervenait, croyons-nous, que lorsqu'il s'agissait d'un acte important par le nombre de ses bénéficiaires et non pas lorsque la liberté était conférée seulement à un individu isolé.

L'affranchissement a été la source la plus féconde de la liberté.

1. ESMEIN, op. cit. p. 247.

Le mariage pouvait aussi mettre fin au servage, puisque d'après certaines coutumes la femme suivait la condition de son mari. La femme serve qui épousait un bourgeois devenait donc libre ¹.

Le servage cessait encore lorsque le serf quittait le lieu de la mainmorte et fixait son domicile dans un lieu d'asile, où les seigneurs ne pouvaient exercer leur droit de suite. Le serf fugitif acquérait alors la franchise. Sans être un mode d'extinction de la servitude aussi important que l'affranchissement, l'établissement de domicile en un lieu d'asile présente un intérêt tout particulier, à raison du privilège dont jouissait la ville de Bourges, depuis la première moitié du XII^e siècle.

La liberté s'obtenait enfin par prescription. Lorsqu'un serf avait abandonné son domicile et s'était fixé en un lieu franc, ce fait ne suffisait pas pour le soustraire au joug de la servitude. Il demeurait soumis au droit de suite de son seigneur, qui pouvait le contraindre soit à retourner à la glèbe, soit à s'acquitter, tout en conservant sa nouvelle demeure, de toutes les obligations dont il était auparavant tenu. Mais si un laps de temps, plus ou moins long, suivant les exigences des différentes coutumes, s'était écoulé sans qu'aucun acte fût intervenu de la part

1. Voir précédemment p. 66 et 72.

du seigneur pour la conservation de ses droits, le serf avait acquis la franchise par prescription. C'est ce qu'on lit dans La Thaumassière: « Il ne faut pas aussi douter que si les particuliers sujets à la servitude quittent le lieu de leur demeure, et ne sont suivis par leur seigneur, aprez trente ans, ils n'acquièrent la liberté ¹ ». En Berry, c'était donc la prescription de trente ans que l'on exigeait. Il faut cependant noter une exception qui résulta de la concession faite à un certain nombre de localités de la charte de Lorris. On a vu en effet que la franchise de Lorris limitait à un an le droit de suite sur les territoires auxquels elle avait été accordée ².

Il semble que si un serf, sans quitter son domicile, avait vécu pendant trente années sans payer la taille, sans exécuter aucune corvée, en se comportant, en un mot, comme un homme libre, et sans que son seigneur ait élevé contradiction, la liberté aurait dû lui être acquise. Le silence prolongé du seigneur ne constituait-il pas une sorte d'affranchissement tacite ? Ce mode d'extinction de la servitude n'était cependant point reconnu en Berry, tout au moins à titre individuel. « Les droits de servitude, de taille, mortaille et de bourgeoisie, qui ont succédé aux droits de servitude, dit La Thaumassière, ne sont pas sujets à prescription, quoiqu'il par

1. LA THAUMASSIÈRE, *Coutumes locales*, op. cit. page 44.

2. Voir plus haut p. 33.

la coutume générale de Berry, tit. des prescript. art. 1., tous noms, droits, raisons et actions soient éteints et prescrits par le laps et espace de trente ans ; parce que ce sont droits généraux et universels, qui se lèvent en territoire certain et circonscrit, il sont exemts de prescription : et quoyque quelques particuliers, demeurans dans l'étendue de la terre où la servitude a lieu, ou dans les limites de la bourgeoisie, se soient dispensés de la taille serve ou bourgeoisie, ils n'ont néanmoins pas prescrit leur liberté, le droit se conservant en son entier par les payemens et reconnoissances que font les autres hommes de même qualité¹. » Un serf ne pouvait donc point acquérir la liberté s'il avait cessé, pendant trente années, d'exécuter ses devoirs serviles sans quitter son domicile, mais il n'en était pas de même pour tous les serfs d'une seigneurie considérés collectivement. Dans le cas où un seigneur aurait renoncé pendant le même temps et dans toute l'étendue de sa terre à se prévaloir des droits de servitude qui lui appartenaient, la liberté eût été acquise par prescription à tous les hommes de cette seigneurie². La franchise, il est vrai, aurait été ainsi accordée à la terre plutôt qu'aux serfs, mais pratiquement le résultat était le même pour ceux-ci.

1. LA THAUMASSIÈRE, *Coutumes locales*, op. cit. p. 44.

2. LA THAUMASSIÈRE, *Coutumes locales*, op. cit. p. 44.

En résumé, l'affranchissement est le principal mode d'extinction de la servitude, mais son importance ne se manifeste réellement qu'après la seconde moitié du douzième siècle. Auparavant, les seigneurs n'ont accordé la franchise qu'à titre individuel et, en conséquence, peu de serfs ont pu jouir de ce bénéfice. Quant aux autres sources d'acquisition de la liberté, elles n'ont joué qu'un rôle effacé à l'époque que nous étudions en ce moment. Pour leur permettre de se développer, il fallait, sinon la bonne volonté des seigneurs, tout au moins une certaine négligence apportée par eux dans l'exercice de leurs droits. Au douzième siècle, le servage est encore une institution trop vivante pour que cette sorte de relâchement dans les rapports des serfs avec leurs maîtres puisse se produire.

CHAPITRE IV

LES CHARTES DE FRANCHISE EN BERRY

De tout temps des seigneurs ont donné la liberté à des serfs, soit pour les récompenser d'un service rendu, soit pour accomplir une œuvre pieuse ; mais les affranchissements ainsi concédés s'appliquaient seulement à un individu, ou encore à une famille. Bien que les hommes libres n'aient jamais disparu complètement de la classe populaire, spécialement dans les villes, pendant longtemps on a pu dire avec vérité que, d'une façon générale, tout le peuple était soumis à la servitude. Au cours du douzième siècle, la concession des premières chartes de franchise, accordées à des villes ou des villages entiers, vient changer cette situation. C'est alors que prend naissance une nouvelle classe sociale qui se développera par la suite et deviendra le tiers état.

Si les affranchissements collectifs n'ont fait tout d'abord que diminuer le nombre des serfs,

n'apportant, même indirectement, aucune modification à la condition des hommes demeurés sous le joug de la servitude, c'est une raison suffisante pour en justifier l'étude dans une histoire du servage!

Les chartes de franchise contiennent en général deux ordres de dispositions : elles confèrent aux serfs libérés la jouissance plus ou moins étendue des droits civils, puis règlent l'administration de leurs intérêts communs. Si dans le nord et le midi de la France, les chartes d'affranchissement ont touché en certains points au droit public, il n'en a pas été de même dans le Centre et particulièrement en Berry, où les concessions accordées par elles se sont appliquées uniquement aux droits privés de leurs bénéficiaires.

Diverses théories ont été soutenues sur la détermination des causes de ce mouvement qui a donné la liberté à tant de serfs. Il semble qu'elles soient trop exclusives. « On risque également de s'abuser, en attribuant l'établissement des bourgeoisies et des franchises à la royauté toute seule et à son intervention tutélaire, à la puissance des idées chrétiennes et de l'Église, à une sorte de vaste conspiration et aux révoltes partielles des villes et des bourgs contre les seigneurs, à la libéralité de ces derniers ou du moins à une intelligence plus saine de leurs intérêts, enfin aux traditions

toujours vivantes du système municipal romain. Aucune de ces causes ne suffirait, isolée, à tout expliquer ; mais chacune d'elles a eu sa part d'influence, plus large ou plus restreinte, suivant les localités, le temps et les hommes¹. » Assurément le pouvoir royal est un des auteurs de l'émancipation des serfs. Son influence s'est exercée dans ce sens, afin d'accroître son autorité qu'il appuyait sur le peuple, en même temps qu'il cherchait à ébranler la puissance des grands vassaux ; mais il ne faudrait pas exagérer l'importance de son action. Les rois n'ont pas toujours renoncé à leurs prérogatives aussi facilement qu'on semble le croire. « En 1265, Saint Louis, dont les sentiments d'humanité sont incontestables, ne donnait cependant son adhésion à la franchise de Châteauneuf qu'à la condition que les bourgeois lui livreraient chaque année six chantiers de vin bon et recevable, qui seraient conduits à Bourges, en son logis, à leurs frais ; chaque chantier contenait trois muids, mesure de Châteauneuf². » De même, l'idée chrétienne a eu sa part dans la concession des chartes d'affranchissement, mais beaucoup de couvents et de monastères ont donné tardivement la liberté à leurs serfs. Quant à une sorte de conspiration des habitants des villes et des villages, il ne semble pas qu'elle se soit produite en Berry.

1. RAYNAL, op. cit., tome II, p. 170.

2. Ibid., p. 191.

Les idées d'émancipation s'étaient, là comme ailleurs, répandues parmi les populations serves, mais l'histoire locale n'a pas conservé mémoire de ces luttes violentes dont d'autres parties de la France ont été le théâtre, et qui avaient pour but d'arracher aux seigneurs les concessions si désirées. Si quelques villes, sous l'influence toujours vivante du droit municipal romain, avaient conservé, à travers les troubles des premiers temps féodaux, quelques vestiges de liberté civile en même temps qu'une certaine indépendance politique, la ville de Bourges devrait être rangée au nombre de ces cités privilégiées. Il semble que les faveurs accordées par les rois de France à ses habitants constituaient plutôt le développement d'un état de choses ancien que l'établissement d'un régime entièrement nouveau, mais cette situation spéciale à Bourges ne peut être étendue à toute la province. En résumé, il faut attribuer l'origine des affranchissements collectifs en Berry à l'ensemble des causes qui viennent d'être énumérées plutôt qu'à l'une d'entre elles, prise en particulier.

La série de nos chartes de franchise commence au ^{xii}^e siècle, pour ne se terminer qu'au ^{xvii}^e et même au ^{xviii}^e siècle. En réalité, le ^{xv}^e siècle est l'extrême limite de la concession d'actes importants. Les affranchissements postérieurs sont rares et ne s'appliquent qu'à des villa-

ges ou plutôt même des hameaux, toutes les agglomérations considérables ayant précédemment reçu le privilège de la liberté.

Beaucoup de chartes d'affranchissement de villes et de villages du Berry ont été publiées par La Thaumassière dans ses Coutumes locales. M. de Raynal, dans son Histoire du Berry, a donné la liste de cinquante-sept franchises dont les dates s'échelonnent de 1136 à 1536. Les affranchissements, ainsi qu'il résulte de l'examen de ce travail, ont été peu nombreux au XII^e siècle, tandis que le plus grand nombre en fut concédé au siècle suivant. Les documents conservés aux archives de l'Indre et du Cher ont permis depuis d'ajouter quelques noms à l'énumération faite par M. de Raynal.

Nous donnons ici une liste des localités du Berry affranchies par leurs seigneurs, avec la date de la concession des chartes et l'indication des sources où ces renseignements ont été puisés :

Le bourg de Chezal-	
Benoît affranchi en..	1104 MAZIÈRES, page 276 ¹ .
Givaudins, ville fran-	
che établie en.....	1113 <i>Ibid.</i> , page 278.
Villefranche-en-Bour-	
bonnais.....	1136 RAYNAL, page 210 ² .

1. DE MAZIÈRES, *Histoire du régime municipal en Berry*. Paris, 1093.

2. RAYNAL, *Histoire du Berry*, op. cit., T. II.

Montermoyen.....	1137	MAZIÈRES, page 282.
Monterrie (Indre)	1150	RAYNAL, page 210.
La Perche, ville fran- che, milieu du XII ^e siècle.		MAZIÈRES, page 279.
Limoise (érection en paroisse).....	1151	RAYNAL, page 210.
Ville et Septaine de Bourges..... avant	1175	CHARLEMAGNE, p. 45 ¹ .
Ville et Septaine de Dun-le-Roy.....	1175	<i>Ibid.</i>
Preuilly	1177	RAYNAL, page 210.
Ménétréol-sous-San- cerre, entre	1182 et	1190 MAZIÈRES, page 281.
Beaulieu et Santranges	1178	RAYNAL, page 210.
Sancerre.....	1190	<i>Ibid.</i>
Barlieu.....	1190	<i>Ibid.</i>
Issoudun (confirmation)	1190	<i>Ibid.</i>
Chârost.....	1194	<i>Ibid.</i> , page 211.
L'Etang-le-Comte.....	1199	<i>Ibid.</i>
St-Germain-des-Bois..	1202	<i>Ibid.</i>
Sancoins.....	1202 ou	1203 MAZIÈRES, page 289.
Le Châtelet	1203	RAYNAL, page 211.
Nondray (aujourd'hui Saint-Aoustrille-lès- Graçay)	1203	MAZIÈRES, page 284.
Châteauroux ... avant	1209	<i>Ibid.</i> , page 43.
Mehun	1209	RAYNAL, page 211.
Linerols	1209	<i>Ibid.</i>
Saint-Brisson.....	1210	<i>Ibid.</i>
Lenay.....	1210	MAZIÈRES, page 280.
Meillant (ville franche)	1211	<i>Ibid.</i> , page 281.
La Chapelle-Dam-Gi- lon	1212	RAYNAL, page 211.

1. Edmond CHARLEMAGNE, *Les anciennes institutions municipales de Bourges*, Bourges, 1889.

Lury	1213	RAYNAL, page 211.
Cluys	1215	<i>Ibid.</i>
Celles-sur-Cher	1216	<i>Ibid.</i>
La Châtre	1217	<i>Ibid.</i>
Déols	1220	<i>Ibid.</i>
Châteaumeillant.....	1220	<i>Ibid.</i>
Etablissement de Vil-		
lefranche.....	1223	<i>Ibid.</i>
Bois-Raoul.....	1226	<i>Ibid.</i>
Charenton.....	1226	<i>Ibid.</i>
Ides.....	1227	<i>Ibid.</i>
Châteauroux (confir-		
mation).....	1228	<i>Ibid.</i>
Saint-Laurent-sur-Ba-		
rangeon	1234	<i>Ibid.</i>
Orsenne.....	1236	<i>Ibid.</i>
Boesses.....	1239	<i>Ibid.</i>
Graçay	1246	<i>Ibid.</i>
Vierzon..... avant	1248	<i>Ibid.</i>
Saint-Chartier	1251	<i>Ibid.</i>
Massay..... avant	1253	MAZIÈRES, page 281.
Bengy.....	1257	RAYNAL, page 212.
Levroux.....	1258	MAZIÈRES, page 292.
Châteauneuf-sur Cher	1258	RAYNAL, p. 212.
La Peyrouse	1260	<i>Ibid.</i>
Saint-Amand (confir-		
mation	1266	<i>Ibid.</i>
Lignières et St-Hilaire.	1268	<i>Ibid.</i>
Mennetou-sur-Cher...	1269	<i>Ibid.</i>
Vatan	1269	MAZIÈRES, page 290.
Aubigny..... avant	1270	<i>Ibid.</i> , page 272.
Culan	1270	RAYNAL, p. 212.
Le Pondy.....	1270	<i>Ibid.</i>
Vesdun.....	1275	<i>Ibid.</i>

Gournay et Buxières-		
d'Aillac.....	1278	RAYNAL, page 212.
Bannerois.....	1278	MAZIÈRES, page 272.
Montfaucon.....	12...	<i>Ibid.</i> , page 282.
Saint-Palais.....	1279	RAYNAL, page 212.
Sainte-Sévère.. avant	1280	E. CHÉNON, page 49 ¹ .
Le Pin, Gargillesse....	1281	RAYNAL, page 212.
St-Marcel-lès-Argenton	1290	<i>Ibid.</i>
Boistier (paroisse de		
Cerbois).....	12...	MAZIÈRES, page 273.
Les Aix-Dam-Gilon...	1301	RAYNAL, page 212.
Montchevrier... avant	1304	MAZIÈRES, page 282.
L'Age Bernard de Fer		
(près Montchevrier).		
avant	1304	<i>Ibid.</i> , page 271.
Les Marches (près Mont-		
chevrier)..... avant	1304	<i>Ibid.</i> , page 280.
Courtaillet.....	1304	<i>Ibid.</i> , page 277.
La Messille (paroisse		
de Montchevrier)...	1304	<i>Ibid.</i> , page 282.
La Penatte.....	1304	<i>Ibid.</i> , page 284.
Charon.....	1305	<i>Ibid.</i> , page 275.
Le Fresne (près Maillet)	1305	<i>Ibid.</i> , page 278.
Rinjart (paroisse de		
Maillet).....	1305	<i>Ibid.</i> , page 285.
Saint-Gildás.....	1315	RAYNAL, page 212.
Saint-Benoît-du-Sault.	1318	<i>Ibid.</i>
Sancergues avant	1324	MAZIÈRES, page 289.
Jussy.....	13...	<i>Ibid.</i> , page 279.
Mareuil.....	13...	MAZIÈRES, page 281.
Blancafort.....	1386	<i>Ibid.</i> , page 273.
Prély-le-Chétif.....	1391	RAYNAL, page 212.
Vignoux-sous-les-Aix.	1440	MAZIÈRES, page 291.

1. Emile CHÉNON, *Histoire de Sainte-Sévère-en-Berry*.

Méobecq.....	1461	Arch. del'Ind., H 282.
Neuvy-sur-Barangeon.	1468	RAYNAL, page 212.
Nançay..... avant	1500	MAZIÈRES, page 54.
La Berthenoux.....	1536	RAYNAL, page 212.
Thevet-Saint-Julien, av.	1539	MAZIÈRES, page 289.
Brinon	1542	<i>Ibid.</i> , page 274.
La Châtre au Vicomte.		
(La Châtre-Langlin).	1562	<i>Ibid.</i> , page 279.
Mouhet.....	1562	<i>Ibid.</i> , page 283.
Roussines.....	1562	<i>Ibid.</i> , page 286.
Sacierges (près Saint-		
Benoît).....	1562	<i>Ibid.</i> , page 289.
Le Châtelier... avant	1740	<i>Ibid.</i> , page 275.
Baratte-en-Brenne....	1752	<i>Ibid.</i> , page 272.
Borbure-en-Brenne.	1752	<i>Ibid.</i> , page 274.
Les Caillenets (com-		
mune de Méobecq)..	1752	<i>Ibid.</i> , page 275.
Collin-en-Brenne.....	1752	<i>Ibid.</i> , page 276.
Moret.....	1752	<i>Ibid.</i> , page 283.
Houlines (paroisse de		
Neuilly).....	1752	<i>Ibid.</i> , page 278.
Douçay..... avant	1756	<i>Ibid.</i> , page 277.

Parmi les affranchissements collectifs, c'est-à-dire ceux qui confèrent la liberté à une pluralité d'individus, il faut distinguer les affranchissements *ut singuli*, et les affranchissements *ut universi*.

L'affranchissement *ut singuli* n'est accordé qu'à un groupe de personnes, une ou plusieurs familles, habitant le même lieu, à leurs héritiers et ayant cause. C'est un privilège spécial qui ne se transmet qu'à ceux qui sont reconnus être les

représentants des auteurs qui l'ont obtenu. Cet affranchissement suppose la désignation complète et limitative des bénéficiaires.

L'affranchissement d'une pluralité *ut universi* ne s'adresse pas aux bénéficiaires considérés individuellement, mais comme faisant partie d'un tout ; il est accordé à l'ensemble des habitants de tel village ; c'est le corps lui-même, et non seulement l'individu, qui reçoit le privilège : tous ceux qui en feront partie sont appelés à en jouir. Aussi n'est-il pas nécessaire de mentionner dans l'acte les noms de tous les membres ; la désignation qui peut en être faite n'est qu'énonciative et n'exclut pas ceux qui n'y sont pas compris¹.

La distinction peut être, dans certains cas, assez délicate. Une charte, que La Thaumassière intitule affranchissement des habitants de la Berthenoux, mais qui en réalité ne s'applique qu'à vingt-trois de ces derniers spécialement désignés, et la remise de la mortaille faite en 1224 par le chapitre Saint-Etienne de Bourges à tous ses hommes alors fixés dans la ville et les faux-bourgs, mais non à ceux qui viendraient s'y établir par la suite, nous offrent des exemples d'affranchissements collectifs *ut singuli*. D'ailleurs, en ce qui concerne les droits privés, les effets de ces deux genres d'affranchissements collectifs étaient les mêmes pour leurs bénéficiaires.

1. Maurice CLÉMENT, Etude sur les communautés d'habitants dans la province de Berry. Châteauroux, 1893, p. 19.

D'une façon générale, il est permis de dire que les chartes de franchise conféraient la jouissance des droits civils et même de quelques droits politiques. Bien que la question des libertés publiques doive demeurer étrangère à une histoire du servage, il est nécessaire de remarquer, comme nous l'avons d'ailleurs déjà dit, que l'œuvre des affranchissements, en Berry tout au moins, ne réside pas en cette matière. La plupart des chartes, y compris même la célèbre franchise de Lorris, ne contiennent aucune disposition relative à cet ordre de faits. De plus, ce serait une erreur de croire que les actes, qui se sont inquiétés de régler quelques points de droit public, ont établis des privilèges considérables. Le véritable but des affranchissements a été de soustraire au servage un groupe déterminé d'individus, c'est-à-dire d'améliorer la condition de ceux-ci par la suppression des charges et des incapacités spéciales aux serfs, et surtout par la réglementation des pouvoirs arbitraires du seigneur. Avant d'entrer dans plus de détails, il faut encore remarquer que toutes les chartes d'affranchissement ne se sont pas montrées libérales au même degré. Elles présentent au contraire des divergences, tant au point de vue de l'étendue du territoire appelé à jouir du bénéfice de la franchise, qu'à celui des droits concédés à leurs bénéficiaires. Tandis que certains seigneurs accordaient à leurs affranchis une liberté

privée très large, d'autres établissaient un régime plus voisin d'une servitude abonnée que d'une bourgeoisie véritable. Ce fait explique d'ailleurs comment des chartes successives ont pu intervenir au profit d'une même ville ou d'un même village.

Cependant, avant d'établir des distinctions parmi les chartes de franchise du Berry, il est possible d'indiquer certaines réformes générales que toutes ont consacrées.

Tout d'abord, les seigneurs déclarent affranchir les personnes et les biens et renoncent pour toujours à imposer à leurs hommes le paiement de la taille et autres exactions arbitraires qu'ils remplacent par le cens ¹. Cette contribution, souvent appelée *droit de bourgeoisie*, et qui frappait à la fois la personne et les biens précédemment soumis à la taille, diffère essentiellement de celle-ci par sa fixité. L'auteur de la charte de franchise établissait soit un cens fixe pour la personne et un autre pour les biens ; soit un cens unique calculé sur l'ensemble des ressources de

1. Prædictam nostram villam de Graciaco; et omnes ad Dominum nostrum pertinentes in eadem villa, et infra metas ejusdem villæ positas, de cetero manentes, et res eorum, ubicumque sint, quas in præsentī possident, vel in futurum poterint adipisci, in perpetuum manumittimus, et ab omni jugo servitutis, et ab omni tallia, consuetudine, seu quacumque alia exactione indebita, ipsos penitus quittamus et absolvimus; volentes et concedentes, quod omnes in prædicta libertate manentes, quantum ad nos et heredes nostros Graciaci dominos, amodo liberi permaneant et immunes. (Franchise de Graçay, LA THAUMASSIÈRE, *Coutumes locales*, op. cit., p. 86.)

chacun et frappant à la fois la personne et les biens ; mais dans tous les cas, le chiffre en était établi, à titre perpétuel, lors de la confection de l'acte d'affranchissement. Cette détermination se faisait de diverses manières. Quelquefois la charte taxait l'ensemble du village affranchi à une somme totale, qu'un conseil de prud'hommes devait répartir tous les ans entre tous les habitants. Il en était ainsi à Bengy. Le chapitre de Bourges avait imposé à cette paroisse le paiement de soixante-quinze livres tournois de cens par an ¹. Dans d'autres actes, la franchise de Mennetou-sur-Cher par exemple, le seigneur fixait une somme, toujours la même, due annuellement par la personne, et une autre due sur chaque immeuble ², ou bien établissait un cens maximum pour le plus riche et un cens minimum pour le plus pauvre, laissant à des prud'hommes élus par leurs concitoyens le soin de déterminer d'après ces bases la taxe de chacun des bourgeois ³. Le cens pouvait consister dans la

1. Affranchissement de Bengy. LA THAUMASSIÈRE. *Coutumes locales*, op. cit., p. 91.

2. Omnes quidem homines mei et feminæ meæ in castellum vel intra banleucam manentes, pro uno quoque suo hebergagio, dabunt mihi singulis annis quinque solidos monetæ currentis per terram, et pro una quoque domo quam præter hebergagia sua habebunt, similiter quinque solidos. (Franchise de Mennetou-sur-Cher. LA THAUMASSIÈRE, *ibid.*, p. 94.)

3. Salvis et retentis nobis et heredibus nostris in perpetuum viginti solidis turonensibus annuæ pensionis, habendis et percipiendis annis singulis a nobis et nostris heredibus, super meliores et ditiores in dictis parochiis existentes, et una mina fru-

préstation soit d'une somme d'argent, soit de denrées, généralement du blé ou de l'avoine, soit à la fois d'argent et de denrées. Nous ne donnons ici que des exemples et n'entendons pas énumérer tous les modes différents qui régissaient l'imposition du cens ; mais ce qu'il faut noter, c'est que le chiffre en était toujours déterminé par la charte de franchise et non seulement pour le présent, mais encore pour l'avenir.

Les serfs, outre leur tenure servile, pouvaient posséder des terres en vertu d'un contrat d'acensement. L'affranchissement ne les dispensait pas d'acquitter la redevance stipulée lors de la conclusion de ce contrat¹.

Il est superflu de faire ressortir ici l'avantage qu'apportait aux serfs affranchis la substitution d'une imposition fixe et généralement modérée à la taille arbitraire. De plus, le chiffre en étant invariable, il arriva par la suite, avec la diminution progressive de la valeur de l'argent, que cette redevance était devenue tout à fait minime

menti, et una quarta avenæ, ad mensuram de Closis, sicuti ementem et vendentem : et super deterio rem seu pauperiorem, duobus solidis turonensibus, et una quarta frumenti, ad mensuram prædictam : Alii vero mediocriter se habentes, secundum facultates bonorum suorum solvent et reddent nobis et nostris heredibus, secundum quod ipsi poterunt. Et hoc taxabitur quolibet anno per quatuor probos viros... (Franchise de Gournay et Buxières-d'Aillac. LA THAUMASSIÈRE. *Coutumes locales*, op. cit., p. 108.)

1. Censas et redibitiones terrarum et teneurarum suarum quas habent infra franchisiam, reddent sicut solent et debent. (Franchise de Mennetou-sur-Cher, *ibid.*, p. 94.)

et constituait pour le seigneur la reconnaissance d'un droit de souveraineté plutôt qu'un véritable profit pécuniaire.

Parmi les différentes charges et obligations imposées aux serfs, la plus importante peut-être, après la taille, était la corvée. Les chartes de franchise s'occupent de cette redevance, soit pour la supprimer, soit pour la réduire. Il semble notamment qu'à Charost, à Châteauneuf, à Châteaumeillant, au Châtelet, à Linières, aux Aix-d'Angillon et à Graçay, les seigneurs, en accordant la liberté à leurs hommes, avaient entièrement renoncé au droit d'exiger d'eux l'exécution de corvées, même peu nombreuses¹. Ce sont là des concessions particulièrement larges, car plus fréquemment les chartes de franchise, tout en supprimant la corvée arbitraire, ont maintenu l'obligation de fournir chaque année au seigneur quelques journées de travail en nombre limité. Dans ce cas, la corvée, qui était précédemment à merci, fut donc réduite et organisée d'une façon fixe pour tous ceux qui profitaient des affranchissements. Même lorsque les seigneurs ne renonçaient pas complètement à cette

1. Nullus eorum reddet nobis vel heredibus, seu successoribus nobis dominis Castri-novi biegnium seu corvatam. (Franchise de Châteauneuf. LA THAUMASSIÈRE. *Coutumes locales*, op. cit., p. 155.)

Voir aussi affranchissements de Chârost, *ibid.*, p. 75 ; Châteaumeillant, p. 184 ; Linières, p. 195 ; le Châtelet, p. 143 ; les Aix-d'Angillon, p. 122 ; Graçay, p. 87.

redevance, le régime établi par les chartes de franchise constituait un progrès notable sur la situation antérieure.

La vinade est une des corvées que les affranchissements ont le plus souvent maintenue. Elle consistait, une fois les vendanges faites, dans l'obligation d'amener le vin du seigneur dans son cellier, ou de le conduire à un endroit déterminé. Elle se faisait avec bêtes de somme et charrettes. Le roi, dans la charte de Lorris, en Gâtinais, renonçait à toutes les corvées, sauf la vinade ; et dans beaucoup de localités du Berry, ce droit servile a persisté jusqu'à la Révolution. Mais, suivant la règle générale que nous avons énoncée, lorsque la vinade avait été réservée par les chartes de franchise, c'était à l'état de corvée abonnée et non plus arbitraire.

A Sancerre, Barlieu, Celles-en-Berry, Mehun-sur-Yèvre, Saint-Laurent-sur-Barangeon, localités ayant reçu des chartes calquées sur celle de Lorris, la vinade est seule maintenue par les seigneurs. Elle n'a lieu qu'une fois l'an, uniquement pour ceux qui possèdent des chevaux ou des charrettes ; ils doivent être semons (*submoniti*) au préalable et ne vont qu'à une certaine distance (déterminée d'une façon variable dans chaque affranchissement) ¹.

1. CHÉNON. *Notes historiques et archéologiques sur le Bas-Berry*, *op. cit.*, p. 249, 250, 251. LA THAUMASSIÈRE. *Coutumes locales*, *op. cit.* Chartes de Sancerre, p. 241 ; de Celles, p. 84 ; de

A Menetou-sur-Cher, la charte de franchise réserve également la vinade, mais en la réglant d'une façon un peu différente¹.

A Vesdun, le seigneur impose à ses affranchis des obligations plus considérables. Il n'est plus question seulement de la vinade, mais encore du transport de ses foin, et des charrois nécessaires aux besoins de son château et de ses maisons de Vesdun². D'après la charte de Lury, les bourgeois étaient tenus, pour toute corvée, d'apporter au seigneur ou à son épouse, lorsqu'ils résidaient dans la ville, le bois nécessaire à leur chauffage³.

Il serait trop long de citer toutes les redevances retenues à titre de corvée ; mais il suffit de dire que, quand les chartes n'ont point aboli purement et simplement ce droit servile, elles ont du moins mis fin au régime de la corvée arbitraire et réduit les obligations antérieures des affranchis. Elles ont opéré une réforme analogue

Barlieu, p. 415 ; de Mehun, p. 426 ; de Saint-Laurent, p. 427.

1. CHÉNON. *Ibid.*, p. 252. Charte de Menetou. LA THAUMASSIÈRE. *Ibid.*, p. 94.

2. Je quite tout arban aux hommes et aux femmes de ladite franchise, fors que tant que je retien mon charroi entièrement au besogne de mon chastel et de mes maisons de Veydun, et de vins et de foingz tant seulement ; et je ne les puis fourcer, de nul arban ne de charroy aller fors la parroche de Veydun por ne sun besoin. (Charte de Vesdun. LA THAUMASSIÈRE, p. 103.)

3. Quandocumque ego vel uxor mea erimus apud Luriacum, homines de Franchisia adducent boscum ad calefaciendum nos. (Charte de Lury. *Ibid.*, p. 79.)

à celle que nous avons étudiée précédemment : le remplacement de la taille arbitraire par un cens fixe.

Si tous les affranchissements consacrent la suppression de la taille serve, ils maintiennent au contraire la taille aux quatre cas. Mais, là encore, les affranchis jouissent d'un privilège, car souvent les seigneurs imposent par avance des limites à leurs exigences¹. A Graçay notamment, l'aide due au seigneur ne pouvait jamais dépasser vingt-cinq sous tournois pour le plus riche des bourgeois ; les autres devaient être taxés proportionnellement à leurs facultés, d'après cette indication². Dans les localités où le taux de la taille aux quatre cas n'avait pas été déterminé par les chartes d'affranchissement, la Coutume se chargea dans la suite d'établir en face des prétentions des seigneurs quelques règles

1. « Je ne puis rien quérir en ladicte franchise ne en la ville, fors que pour quatre choses. C'est assavoir, quant mes filz sera faitz chevalliers nouveaux, et quand je marieray ma fille, ou se je aloye Outre-Mer, ou si je estoye pris de guerre, dont Dieu me gard, et pour chacune de ces quatre choses, chacuns qui sera de la franchise m'est tenu d'amende autant de deniers comment il doit de sa franchise, segon qu'il en doit. (Franchise de Vesdun. LA THAUMASSIÈRE. *Ibid.*)

« Si autem in guerra captus fuero, vel aliquod castrorum meorum disruptum fuerit, vel filiam meam maritavero, vel cruce sigatus fuero ad transfretandum, unum quodque dictorum quatuor, ab ipsis burgensibus auxilium impetrabo et requiram, et mihi, secundum facultates suas sponte sua, tenebuntur auxiliari ; ita tamen quod in uno eadem anno potero nobis ab ipso petere auxilium pro quatuor supra dictis. (Charte des Aix-d'Augillon. LA THAUMASSIÈRE. *Ibid.*, p. 122.)

2. Franchise de Graçay. LA THAUMASSIÈRE. *Ibid.*, p. 86.

restrictives. Et c'est ainsi que généralement cette imposition était fixée au double du cens. La réserve de la taille aux quatre cas était une clause tellement générale des chartes du moyen âge, qu'elle pouvait même être tacite. C'est du moins ce qu'il faut admettre si l'on s'en rapporte aux démêlés des bourgeois de Bourges avec la royauté. Les privilèges très larges accordés à la ville de Bourges par les rois de France, ses seigneurs, ne mentionnaient aucun droit pour eux à la perception de subsides extraordinaires et exemptaient les habitants de toute tolte, taille ou boutage. Or, vers la fin du règne de saint Louis, on exigea des bourgeois une taille ou aide pour la chevalerie du fils aîné de France, Philippe, et une autre pour le mariage de sa sœur Elisabeth, qui épousait Thibaud, roi de Navarre. « Les habitants soutinrent que jamais ils n'avaient rien payé de semblable et qu'ils avaient un privilège formel. Les gens du roi répondaient que les termes de la charte ne pouvaient être invoqués ; car on leur demandait, non pas la tolte, la taille ou le boutage, mais un certain droit dû au roi en vertu de la coutume générale du royaume ; qu'il ne suffisait pas de dire qu'on n'avait jamais payé ; qu'il fallait une exemption spéciale ¹. » La question fut tranchée par le parlement, qui soumit les habitants à l'aide qu'on leur demandait.

1. RAYNAL, *Op. cit.*, tome II, p. 179.

Il est un autre droit que les chartes de franchise ont quelquefois supprimé comme à Saint-Chartier et à Villefranche, mais plus généralement maintenu, c'est le crédit forcé. Cependant, comme nous l'avons déjà remarqué, si les seigneurs ont entendu conserver le droit de se faire délivrer à crédit des denrées alimentaires, ils ont du moins introduit, en faveur des affranchis, une réglementation destinée à rendre cette redevance moins onéreuse. En étudiant la condition des serfs au douzième siècle, nous avons déjà abordé cette question, et il nous semble inutile d'y revenir encore ici.

Les chartes de franchise se sont occupées de définir les obligations des bourgeois relatives au service militaire. Si toutes ont tenu à déterminer d'une façon définitive les devoirs de ceux-ci, rien n'est plus variable que les dispositions prises par elles en cette matière.

Quelquefois, très rarement il est vrai, les affranchis sont entièrement dispensés de tout service armé¹ ; plus souvent, ils ne sont obligés à suivre leur seigneur que pendant un jour entier, de sorte que le lendemain ils puissent revenir en leur maison². D'autres fois, ils sont astreints à

1. *Ipsi homines terræ semper erunt in pace... nec in exercitum ibunt vel expeditionem.* (Charte de Saint-Germain-des-Bois. LA THAUMASSIÈRE, p. 77.)

2. *Item volumus quod nullus eorum in expeditionem vel equitatum eat tam longe quod ad domum suam si velit non*

des services plus étendus, à Saint-Chartier, Charost et Mennetou-sur-Cher, par exemple¹. Les habitants de Bourges et de Dun-lé-Roy, eux-mêmes, qui ont reçu des faveurs spéciales, étaient seulement dispensés d'aller à la guerre hors du Berry².

Les seigneurs se réservent aussi le droit de guet, qui se rattache intimement au service militaire puisqu'il n'est en somme que le concours apporté par les bourgeois à la défense du château ou de la ville dont ils dépendent directement. Dans la suite, ce droit fut remplacé par l'arrière-guet, imposition pécunière assez minime, qui frappait tous les bourgeois tenant feu et lieu.

Les chartes de franchise n'ont pas seulement supprimé ou considérablement allégé les charges qui pesaient sur leurs bénéficiaires, alors qu'ils

possit reverti infra subsequens crastinum. (Charte de Château-neuf. Ibid. p. 156.)

1, Salvis mihi exercitibus et calvagariis meis, in quibus me sequentur per tres dies tantum, ad expensas suas; et ultra tres dies sicut et alii. (Charte de Saint-Chartier. LA THAUMASSIÈRE, Ibid., p. 90.)

Omnes expeditionem ibunt aut clientem idoneum pro se mittunt; sed si negotium tam propinquum fuerit quod clamor aut visus a castro percipiatur, omnes pariter tam clientes quam domini in auxilium et tuitionem patriæ properabunt. (Charte de Charost. Ibid., p. 75.)

Mecum vel cum mandato in exercitum meum vel in equitationem meam venient ubicumque voluero, quotiens submoniti fuerint. (Charte de Mennetou-sur-Cher. Ibid., p. 94.)

2. In exercitum vel expeditionem extra Bituriam non ibunt. (Privilèges donnés aux habitants de la ville de Dun-le-Roy, conjointement avec les habitants de la ville de Bourges, par le roy Philippe-Auguste en 1118. Ibid., p. 68.)

étaient encore soumis au servage. Elles ont aussi, d'une manière inégale, il est vrai, soustrait ceux-ci aux incapacités dont ils étaient précédemment frappés.

Tout d'abord, les bourgeois des deux sexes peuvent se marier librement avec des personnes d'une condition différente de la leur¹. C'est la suppression, au profit des affranchis, de l'incapacité de formariage. Avaient-ils le droit d'entrer dans les Ordres sans en obtenir la permission préalable ? Cette question n'a été que très rarement tranchée par les chartes, et, la prêtrise entraînant dispense du paiement de la taille bourgeoise², il semble bien qu'en l'absence d'une clause contraire de l'acte constitutif de la bourgeoisie, le seigneur eût dû être consulté. Il est vrai que c'était peut-être seulement lorsqu'il avait été autorisé à recevoir les Ordres, que le prêtre cessait d'être redevable du cens. Dans l'affranchissement de Méobecq, il est expressément stipulé que « ne pourront lesdits manans et

1. Homines decani et capituli in dicta parrochia Bengiaci commorantes poterunt se et suos maritare ubicumque voluerunt, et cum quibuscumque personnis, cujuscumque Domini. (Charte de Bengy. LA THAUMASSIÈRE, *Op. cit.*, p. 91.)

Licebit dictis hominibus de villa et Dominio Sancti Paladii... filios et filias suas maritare ubicumque, voluerint. (Charte de Saint-Palais. Ibid., p. 111.)

Filias autem suas, tam ipsi manumissi, quam eorum heredes, in perpetuum, ubicumque, et quibuscumque personis voluerint, poterunt maritare. (Charte de Saint-Marcel-les-Argenton. Ibid., p. 1118.)

2. LA THAUMASSIÈRE, *Cout. loc.*, op. cit., p. 23.

habitants ne lesdits hoirs demeurans auedans desdits foussés, et ne leur est permis de donner, ne faire donner couronne à leurs enfans sans congé desdicts religieux, abbé et couvent, ou de leurs successeurs¹ ».

Les affranchis possèdent, relativement au patrimoine, des droits beaucoup plus étendus que les serfs. Ils jouissent en principe de la faculté de disposer de leurs biens, tant meubles qu'immeubles, entre vifs comme à cause de mort ; et s'ils meurent intestat, leurs enfans et même, à défaut d'enfans, leurs collatéraux les plus proches recueillent leur succession. Les bourgeois ne sont pas cependant dans une situation identique à celle des propriétaires actuels ; leurs immeubles sont détenus en censive, c'est-à-dire à charge de certaines redevances. Ce régime n'est pas la propriété parfaite, mais au point de vue pratique il s'en rapproche singulièrement. On a donc pu dire avec vérité, que les affranchissemens avaient libéré à la fois les personnes et les terres, et mis fin au régime de la main-morte par l'établissement d'un droit successoral. Toutefois, ce serait une erreur de s'exprimer d'une manière absolue, car certaines chartes d'affranchissement ont maintenu, pour le profit des seigneurs, des restrictions importantes aux droits de propriété des bourgeois. Bien qu'en

1. Affranchissement de Méobecq (1461). Archives de l'Indre, H 282.

général la faculté pour les affranchis de disposer de leurs biens et de les transmettre par succession soit la règle, il est peu de matières sur lesquelles on constate autant de divergences. A Bourges, les rois de France avaient renoncé à toute mortaille, et rétabli le droit de succession en ligne collatérale, sans limitation de degré, aussi bien qu'en ligne directe. Ils se dépouillaient même du droit de déshérence¹. C'était là un régime exceptionnellement favorable et cependant les franchises des Aix, de Saint-Palais et de Saint-Marcel se montrent, à part le droit de déshérence, aussi généreuses². A Châteauneuf, les seigneurs avaient également fait preuve d'un esprit très libéral³. Par contre, des règles toutes différentes

1. RAYNAL, *Histoire du Berry*, op. cit., t. II, p. 175.

2. Volentes et concedentes, quod ipsi manumissi; et eorum heredes, in perpetuum, de omnibus et singulis bonis suis et rebus mobilibus et immobilibus et se moventibus, tam in vita quam in morte, suam possint facere plenariam voluntatem, et quibuscumque personis cujuscumque conditionis existant, et ubicumque voluerint dare, vendere, et legare. Si vero dicti manumissi et eorum heredes, vel aliquis eorundem ab intestato decesserint, res et bona eorundem mobilia et immobilia, ad proximiores seu proximiores de genere devenient; salva tamen donatione seu ordinatione, si quam fecerint de iisdem ante decessum eorum. (Charte de Saint-Marcel. LA THAUMASSIÈRE, *Coutumes locales*, op. cit., p. 118.) Voir aussi chartes des Aix, p. 122, de Saint-Palais, p. 111.

3. Quilibet eorum de seipso et omnibus bonis suis mobilibus et immobilibus ubicumque sint et quæcumque ordinet, disponat et suam faciat plenariam voluntatem in vita pariter et in morte; ita tamen quod si forte decederet intestatus, bona sua remanerent propinquiiori heredi; et si forte non extarent heredes, dicti quatuor jurati dicta bona saisirent, tenerent et custodirent usque ad annum et diem; et si tunc non appareret heres, ipsi quatuor mobilia et quintam partem immobilium ad pios usus

sont établies par la franchise de Bouesses. Les bourgeois, pendant leur vie, n'ont le droit de disposer que de leurs meubles en toute liberté, et de leurs immeubles par vente seulement. Encore faut-il que la vente soit conclue entre hommes de la franchise. Quant aux dispositions testamentaires, elles sont limitées au tiers des meubles. De plus, le seigneur, après avoir retenu à titre de mortaille quinze sous payables à la mort de chacun de ses hommes ou de ses femmes de Bouesses, décide que, si des pères ou des parents séparés les uns des autres meurent sans laisser de fils ou de fille, leur succession toute entière, y compris la tierce partie des meubles qu'ils auraient négligé de transmettre par testament, lui reviendra sans contestation¹. Il est inutile de faire ressortir la différence profonde qui sépare cette réglementation étroite des régimes précédents. Elle est d'ailleurs particulièrement sévère. Entre ces deux extrêmes se placent de nombreuses chartes, qui limitent au quatrième² ou même au troisième degré³, le droit de succéder en ligne collatérale.

converterent, residua vero immobilia, domino castri-novi... remanebunt, donec appareat heres... (Charte de Châteauneuf, LA THAUMASSIÈRE, *ibid.*, p. 155.)

1. Charte de Bouesses. LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 85.

2. En sur que tout je quite toute mortaille et tous héritages du plus près que il se pourra alignagier jusques au quart degré, et se il passe le quart degré, ce me reviendra et aux miens. (Charte de Vesdun, *ibid.*, p. 103.)

3. Charte de Gournay et Buxières-d'Aillac. *Ibid.*, p. 108.

Souvent en outre, les bourgeois ne peuvent disposer de leurs biens immeubles par vente, échange, donation entre vifs ou testament, qu'au profit de personnes faisant partie de la même franchise, ou relevant du même seigneur¹. La même condition est exigée de l'héritier ab intestat, pour recueillir la succession de l'un d'eux, ou tout au moins faut-il que cet héritier consente à se fixer dans la franchise². Quelquefois même, les seigneurs retiennent encore un léger droit de mortaille³. Toutes ces règles restrictives, destinées à empêcher les bourgeois de mettre leurs immeubles hors de la dépendance du seigneur local, nous semblent évidemment beaucoup plus lourdes actuellement qu'elles ne l'étaient en réalité aux XII^e et XIII^e siècles. Les hommes du moyen âge, qui ne possédaient pas nos moyens de communication, n'avaient pas non plus nos mœurs ; les relations étaient peu fréquentes entre habitants de villes différentes, et la liberté d'opérer sur place et entre eux les ventes, échanges et donations d'immeubles

1. Concessi etiam quod quilibet ipsorum, possit vendere, permutare, donare et legare bona sua, mobilia et immobilia, suâ voluntate cuilibet alii qui de eadem libertate consistat. (Charte de Chateau-Meillan. *Ibid.*, p. 184.)

2. Charte de Bois-Raoul. LA THAUMASSIÈRE. *Coutumes locales*, *op. cit.*, p. 82.

3. Concessi etiam quod dicti homines ad mei dominium pertinentes et eorum heredes a manu mortua... liberi sint de cetero et immunes : sed cum decesserit quislibet illorum qui commode poterit, ad plus quinque solidos mihi vel heredibus meis dabit in recognitione domini. (Charte de Chateameillant.)

suffisait très probablement à leurs besoins.

Les affranchis jouissent aussi en principe de la faculté de fixer leur domicile où bon leur semble. Cependant, les seigneurs ayant intérêt à les retenir sur leurs domaines, des vestiges de servitude subsistent encore assez fréquemment sur ce point. Nulle part il n'a été formellement interdit aux bourgeois de quitter leur franchise, mais souvent leur départ permettra au seigneur de s'emparer des biens laissés par eux à leur ancien domicile, c'est-à-dire pratiquement de leurs immeubles¹. D'autres fois, ils étaient l'objet d'une sorte de droit de suite, au moyen duquel le paiement de la taille bourgeoise pouvait leur être imposé en dehors de leur seigneurie². Il est d'ailleurs nécessaire de remarquer que des affranchissements assez nombreux, parmi lesquels ceux qui se rattachent à la charte de Lorris, laissaient aux affranchis toute liberté de sortir de leur ville ou de leur seigneurie, tout en conservant la propriété de tous leurs biens³. La faculté

1. Si aliquis sine forifacto de franchisia, vel de tota terra mea... exire vel recedere voluerit, si ad me, vel ad mandatum meum venerit, per tres dies teneor conducere eum per totum posse meum, sed omnes res suæ quæ post illos tres dies in terra mea remanebunt, erunt meæ, vel domini sui, illius scilicet qui eum de me tenebat. (Charte de Lury. LA THAUMASSIÈRE. *Coutumes locales*, op. cit., p. 79.)

2. Coutume de Châteaumeillant, article 29.

3. Quilibet eorum, si res suas voluerit vendere, vendat, et redditus venditionibus suis, si a villa recedere voluerit, liber et quictus recedat, nisi in villa forisfactum fecerit. (Charte de Saint-Laurent-sur-Barangeon. LA THAUMASSIÈRE. p. 426.) Voir aussi chartes de Mehun-sur-Yèvre, p. 425 ; de Sancerre, p. 421.

pour les bourgeois de quitter leur franchise cessait lorsqu'ils avaient commis quelque délit, et tant qu'un jugement n'était pas intervenu sur leur cas.

Il faut encore compter au nombre des réformes importantes accomplies par les affranchissements, certaines dispositions relatives à la prison préventive et à la saisie des biens des accusés. Les chartes de Celles-en-Berry, Mehun-sur-Yèvre, Sancerre ¹, et en général toutes celles qui ont été calquées sur la Coutume de Lorris, avaient décidé qu'aucun bourgeois ne serait emprisonné préventivement, ni ses biens saisis, s'il s'engageait à répondre devant la justice du délit dont il était accusé et fournissait une caution pour garantir l'exécution de cette promesse. Un grand nombre de nos chartes se sont appropriées ces règles, mais en faisant exception pour certains crimes particulièrement odieux, tels que ceux de trahison, vol, rapt ou homicide ².

1. Nullus eorum captus teneatur; si Plegium ad jus veniendi dederit. (Chartes de Sancerre. LA THAUMASSIÈRE, p. 421; Barlieu, p. 415; Ménétréol-sous-Sancerre, p. 419; Mehun, p. 425; Saint-Laurent-sur-Barengéon, p. 427; Celles-en-Berry, p. 83.)

2. Nullus habitans infra libertatem, dum tamen sit de libertate, capietur pro forifacto, dum habuerit in mobilibus, sive in immobilibus, unde possit emendare, nisi pro furto, raptu, homicidio et murtro, heresi vel alio turpi et enormi forifacto, aut pro excommunicatione, si ecclesia mandet, compelli excommunicationem ad satisfactionem venire... (Charte de Saint-Chartier. *Ibid.*, p. 90.)

Nec parvus nec magnus, dives vel pauper, vel bona eorum a me vel successoribus meis aliqua occasione capiantur, nec capi

Les affranchissements collectifs s'appliquaient à un territoire, châtelainie, ville ou bourg, dont tous les habitants présents et futurs recevaient la liberté, plutôt qu'aux individus considérés en eux-mêmes. La révision rapide, qui vient d'être faite, des clauses principales et les plus fréquentes des chartes du Berry, permet d'apprécier les améliorations apportées par elles à la condition de leurs bénéficiaires ; mais pour juger de leur effet général, il faut encore connaître l'étendue territoriale des franchises. Une remarque s'impose tout d'abord, c'est que tous les affranchissements sont loin de présenter la même ampleur. Il est tout à fait exceptionnel que des seigneurs aient accordé simultanément la liberté à tous leurs serfs ; mais quelquefois, rarement il est vrai, une châtelainie entière a été affranchie. Cette dernière hypothèse a été réalisée en Berry. Et c'est ainsi que Louis VII, en 1175, concéda la franchise aux habitants de la ville et châtelainie de Dun-le-Roi² ; Archambaud de Sully, en 1212,

permittentur, quamdiu eorum quislibet in jus vocatus, pro modo et quantitate motæ litis sive controversiæ potuerit vel voluerit stare juri : exceptis his tribus causis, scilicet proditiōe, homicidio et furto, et tunc corpus ejus poterit capi, si non habuerit tantum in facultatibus et possessionibus quod illud jus possit facere vel etiam dare fidejussores. (Charte de Châteaumeillant. *Ibid.*, p. 184.)

1. Pour tout ce qui concerne l'étendue territoriale des franchises, voir CHÉNON : Les croix de franchise en Berry dans *Notes historiques et archéologiques sur le Bas-Berry*, 4^e série, op. cit.

2. CHÉNON *ibid.* et LA THAUMASSIÈRE, *Coutumes locales*, p. 67.

à ceux de son *castellum* de la Chapelle-Dam-Gilon et de la châteltenie qui en dépendait¹ ; et que Robert de Courtenay et Mahaud, sa femme, donnèrent, en 1219, les coutumes de Lorris à leurs hommes et femmes de la ville et *voirie* de Mehun-sur-Yèvre². Il faut encore citer la Septaine de Bourges, très probablement affranchie par Louis VII et « qui ne comprenait pas moins de vingt-sept paroisses en totalité ou en partie³ », et aussi la ville, terre et *dominium* de Saint-Palais, dont les habitants reçurent la liberté en 1280, de leurs coseigneurs Guy de Sully, archevêque de Bourges, et Pierre de Saint-Palais⁴. On peut rapprocher de ces affranchissements étendus, celui qui fut donné par l'abbé de Saint-Gildas à tous les hommes du prieuré de Saint-Marcel-lès-Argenton, quel que fût le lieu de leur résidence⁵. Plus souvent, sans que ce fait cependant soit fréquent, la franchise est accordée à une paroisse. C'est le cas de Celles-en-Berry⁶, Ménétréols-sous-Sancerre⁷, Bengy⁸, Gournay et Buxières d'Aillac⁹, Vesdun¹⁰, Beaulieu et Santranges¹¹,

1. CHÉNON, *ibid.* et LA THAUMASSIÈRE, p. 78.

2. CHÉNON, *ibid.* et LA THAUMASSIÈRE, p. 425.

3. CHÉNON, *ibid.*, p. 221.

4. LA THAUMASSIÈRE, p. 111.

5. Omnes homines et feminas habitantes, et in perpetuum habituros in villa sancti Marcelli de Argentonio, seu in castellania dicti loci, vel extra, dum tamen ad prioratum sancti Marcelli pertineant, a quacumque parte seu loco devenierint seu fuerint, et eorum heredes utriusque sexus in infinitum manumittimus. (Charte de Saint-Marcel, LA THAUMASSIÈRE, p. 118.)

6, 7, 8, 9, 10, 11, LA THAUMASSIÈRE, p. 83, 419, 91, 108, 103, 139.

Boussac¹. D'ordinaire, les affranchissements n'opèrent que sur des territoires encore plus restreints et déterminés de diverses manières. A Lury, Charost, Barlieu et Issoudun, ils ne dépassaient point l'enceinte fortifiée². D'autres étaient donnés à une ville, évidemment fermée d'une façon quelconque, bien que les chartes ne le spécifient pas, et n'avaient que l'étendue de la ville elle-même. C'est le cas de Givaudins, Saint-Germain-des-Bois, Bouesses, la Pérouse, Villefranche, Saint-Laurent-sur-Barangeon, Linerolles³. A Sancerre et Mennetou-sur-Cher, l'affranchissement s'appliquait en plus de la ville à une banlieue, dont les dimensions ne sont point indiquées par les chartes, mais qui n'était ni toute la châtelainie, ni même toute la paroisse. Enfin certains seigneurs, au lieu de renfermer les franchises créées par eux dans des limites pour ainsi dire naturelles, telles que la circonscription d'une paroisse ou les murailles d'une cité, leur assignaient des *bornes* ou *mettes* fixées arbitrairement. Les chartes de Saint-Chartier et du Châtelet signalent l'existence de *mettes*, mais sans les préciser⁴. Pour fixer des limites de ce genre, deux

1. LA THAUMASSIÈRE, p. 124.

2. Ego Herveus dominus Virsionis notum facio presentibus et futuris, quod Herveus pater meus quondam dominus Virsionis, franchisiavit castrum Luriaci. (Charte de Lury, LA THAUMASSIÈRE, p. 79. Voir aussi chartes de Chârost, p. 75, Barlieu, p. 415, Issoudun, p. 354.)

3. LA THAUMASSIÈRE, *ibid.*, p. 698, 77, 85, 97, 226, 426, 714.

4. « Manentes infra libertatem vel metas libertatis sancti

procédés pouvaient être employés. Dans le premier cas, la franchise s'arrêtait à une ligne circulaire, déterminée par des maisons, des ruisseaux, des arbres, etc., c'est-à-dire des points de repère simplement choisis sur le terrain, et non créés pour les besoins de la cause. On les désignait plus particulièrement sous le nom de bornes ou mètes, et les chartes en contenaient généralement la description. Il en était ainsi aux Aix-d'Angillon, à Graçay, à Châteauneuf-sur-Cher¹, à Levroux². Dans le second cas, les seigneurs plaçaient spécialement des bornes formant les sommets d'un polygone, dont le périmètre limitait l'étendue de l'affranchissement. Il était alors d'usage en Berry de planter des croix, dites *Croix de franchise*. Au XII^e siècle, « Eudes de Déols, cédant à l'abbaye dudit lieu ses droits de justice sur le bourg de Sainte-Marie, borne

Karterii. » (Charte de Saint-Chartier, LA THAUMASSIÈRE, p. 90.) « In villa de Castelleto et infra metas a nobis vel a mandato nostro positas. » (Charte du Châtelet, ibid., p. 143. Voir aussi CHÉNON, p. 223.)

1. Dictæ vero metæ se extendunt et sunt, et imperpetuum permanebunt a muris dicti castri usque ad fontem de Prællis et usque ad calceam stagni de Profereol, recta linea ab ipso fonte et a dicta calcea usque ad ulmum qui dicitur ulmus de Nantolio recta linea ; et a dicto ulmo usque ad caput vineæ de Prateasitæ retro domum sancti Lazari de Castronovo, quæ dicitur vinea de furchis recta linea ; et ab ipsa vinea usque ad fontem qui vulgariter dicitur fons de Chatnoir recta linea ; et ab ipso fonte usque ad crucem Sansonis recta linea ; et ab ipsa cruce usque ad dictum fontem de Prællis recta linea. (Charte de Châteauneuf, LA THAUMASSIÈRE, p. 155.) Voir aussi les Aix. Ibid., p. 122. Graçay. p. 86.

2. MAZIÈRES, *Le régime municipal en Berry*. Op. cit., p. 292.

de cette façon la franchise du bourg¹ ». On constate de même l'existence de croix, entre lesquelles il était nécessaire d'habiter pour jouir des privilèges de la bourgeoisie, à la Chapelle-Aude², à Maillet³, Preuilly⁴, Châteaumeillant⁵, Boisroux⁶, au Pin⁷, à Orsennes⁸, à Sainte-Sevère⁹.

Il semble inutile de décrire ici les procédés, souvent d'ailleurs curieux et intéressants, qu'employaient les seigneurs pour déterminer l'emplacement des croix de franchise, mais il est nécessaire d'insister sur ce fait que les affranchissements ont toujours eu une étendue limitée. Plus restreints en général dans le Bas-Berry que dans le Haut-Berry, ils s'appliquaient partout à un territoire nettement circonscrit et dans lequel, à moins d'un privilège spécial rarement accordé à l'origine, il fallait résider effectivement pour jouir des privilèges conférés par eux. Et ce serait même une erreur de croire que dans chaque territoire franc tous les habitants étaient nécessairement libres. La liberté était la règle générale, mais cette règle comme toute autre comportait des exceptions. Si, lors de l'affranchissement d'une châtellenie, d'une paroisse ou d'une ville, au nombre des serfs qui en composaient la

1. CHÉNON, op. cit., p. 225.

2 et 3. Ibid.

4. 5. 6. 7. 8. LA THAUMASSIÈRE. Ibid., p. 72, 184, 82, 701, 699.

9. CHÉNON, Ibid., p. 227.

population, se trouvaient des hommes appartenant à quelque autre seigneur que l'auteur de la charte, à l'un de ses vassaux par exemple, cet acte, quelque absolu qu'en semblent les termes, ne pouvait leur conférer la liberté. L'histoire de Bourges en fournit un exemple. Louis VII avait en effet renoncé, vers 1175, à tous ses droits de servitude sur les hommes de cette ville ; et cependant le chapitre de Saint-Etienne possédait encore des serfs à Bourges en 1224, puisque, au mois de mai de la même année, il déchargeait ceux-ci au nombre d'environ soixante-douze de tout droit de mortaille¹.

Malgré les termes dans lesquels étaient rédigées les chartes d'affranchissement, il ne faudrait pas croire leurs auteurs uniquement inspirés par des sentiments philanthropiques. Quelquefois les habitants de la ville ou du territoire affranchi ont acheté leur liberté. On peut citer comme exemple ceux de Boussac qui versèrent à Jean de Brosse, leur seigneur, la somme de mille écus d'or². De plus, l'établissement d'une franchise était souvent une opération avantageuse. Lorsqu'un seigneur déclarait libre une localité presque inhabitée et promettait la bourgeoisie à tous ceux qui viendraient y fixer leur domicile ; non seulement il comptait sur un accroissement de population de nature à

1. RAYNAL, *op. cit.*, tome II, p. 576.

2. Charte de Boussac. LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 124.

l'indemniser promptement des pertes subies par lui du fait de l'abandon de ses droits de servitude, mais il espérait même par ce moyen réaliser dans l'avenir des bénéfices. Pour cela cependant, il lui fallait attirer sur le territoire franc des étrangers et non ses propres serfs. Lorsqu'il était créé dans une seigneurie une franchise d'étendue restreinte, limitée par l'enceinte d'une ville, par des mettes ou des croix, on pouvait prévoir que tous les serfs des environs, désireux d'acquérir la liberté, viendraient y fixer leur domicile. Aussi, dans un grand nombre de chartes, les seigneurs ont soin de spécifier qu'aucun de ceux-ci ne pourra faire partie de la nouvelle bourgeoisie sans une permission spéciale, accordée par eux¹. De cette manière, l'établissement d'une franchise ne modifiait en rien la condition de la population serve qui l'avoisinait.

Les nombreux affranchissements collectifs des XII^e et XIII^e siècles n'ont donc point aboli le servage en Berry. Ils ont créé des franchises

1. Homines nostri, nec homines domini graciaci, extra castrum nostrum, et extra dictam libertatem manentes non poterunt venire in dicta libertate, nec ejusdem libertatis privilegio gaudere, nisi per nos et heredes nostros graciaci dominos. (Charte de Graçay. LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 86.)

Homines manentes extra libertatem si venerint mansuri infra metas libertatis, non gaudebunt hujusmodi libertate, nisi de assensu dominorum suorum, et illorum scilicet qui sequelam habent in castellania sancti karterii, et maxime homines domini archiepiscopi, monasterii dolensis, et prioratuum dicti monasterii. (Charte de Saint-Chartier. LA THAUMASSIÈRE. *Ibidem.*, p. 90.)

dont les habitants devenus bourgeois jouissaient d'une capacité civile à peu près complète, mais en dehors de ces sortes d'îlots généralement plus vastes dans le Haut-Berry que dans le Bas-Berry, le territoire environnant restait pour longtemps encore pays de servitude. L'œuvre des chartes du moyen âge ne se borne pas cependant à l'affranchissement de quelques localités privilégiées. Leur influence a dépassé leurs réformes positives et par elles a été ouverte la voie qui devait finalement apporter aux populations asservies une libération complète.

CHAPITRE V

LE SERVAGE AUX XIV^e ET XV^e SIECLES

Au xiv^e siècle, la classe populaire dans la province de Berry pouvait se diviser en deux catégories. La première était formée par les habitants des territoires affranchis, tous en principe francs-bourgeois et de franche condition. La seconde, plus nombreuse que la catégorie précédente, se composait des hommes domiciliés hors des franchises. Ceux-ci étaient tous serfs et de serve condition, à moins que quelques-uns d'entre eux, ou leurs auteurs, eussent fait l'objet d'affranchissements à titre particulier. Le pays, si l'on en excepte les châtelainies, villes ou bourgs, en un mot toutes les localités affranchies, quelle que fût l'étendue et la nature de leurs limites, était si bien demeuré pays de servitude, que tout étranger, venant y fixer son domicile, devenait en principe le serf du seigneur sur la terre duquel il s'était établi.

Le servage se présentait encore sous la forme

d'une institution vivante, mais un examen approfondi démontrera combien il s'était modifié. Il avait en effet perdu de son étendue et même aussi de sa rigueur primitives.

I

AFFAIBLISSEMENT NUMÉRIQUE DU SERVAGE

Tandis qu'au début du moyen âge presque tout le peuple, même celui des villes, était soumis à la servitude, les affranchissements collectifs des XII^e et XIII^e siècles avaient procuré la liberté non seulement aux habitants de villes telles que Bourges, Issoudun et Châteauroux, mais aussi à ceux d'agglomérations beaucoup moins importantes. D'une façon générale, chacune des principales seigneuries du Berry possédait alors au moins une ville libre. L'énumération des chartes de franchise contenue au chapitre précédent est d'ailleurs le meilleur renseignement que nous puissions donner à cet égard. En résumé, c'était spécialement sur la classe rurale que le servage exerçait encore son empire au XIV^e siècle. Et cependant, même sur cette partie de la population, l'œuvre des affranchissements collectifs avait marqué son empreinte. Nous avons vu que, dans le Haut-Berry notamment, des affranchissements, en petit nombre il est vrai, avaient été étendus à une paroisse, quelques-uns même

à une châteltenie entière. Il en résulte que non seulement des citadins, habitants d'un *castellum* ou d'une villa, avaient acquis le privilège de la bourgeoisie, mais aussi des paysans.

De plus, postérieurement au XIII^e siècle, les affranchissements individuels deviennent plus fréquents. Les bénéficiaires de ces actes sont en général des habitants des campagnes, puisque la classe urbaine dans sa très grande majorité possédait par avance la liberté civile. Enfin, il est certain, qu'aux XIII^e et surtout XIV^e et XV^e siècles, la servitude elle-même s'adoucit. Nous aurons à revenir sur cette amélioration de la condition servile, mais il importe d'abord de mettre en lumière quelques-unes de ses conséquences. Il est spécialement intéressant de signaler que ce relâchement des liens du servage, coïncidant avec l'existence de territoires francs en somme nombreux, a rendu praticables pour les serfs certains moyens d'acquérir la liberté, jusque-là plutôt théoriques que pratiques.

En faisant abstraction des obstacles de fait, souvent d'ailleurs presque insurmontables, tout seigneur d'un serf fugitif pouvait primitivement le suivre partout et le revendiquer contre tous pour le contraindre à revenir à la glèbe. Cette règle ne souffrait exception que si son homme avait pris refuge dans un lieu d'asile. Or, d'après certains actes des XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, le droit de suite avait perdu ce caractère de généralité.

Citons tout d'abord la charte de Saint-Chartier (1251). Elle spécifie que les hommes des seigneurs ayant suite dans la châtellenie de Saint-Chartier ne pourront faire partie de la franchise dudit lieu sans le consentement préalable de leurs maîtres¹. Il semble bien résulter de cette clause que seuls quelques seigneurs limitativement désignés avaient droit de suite sur cette terre. Un terrier de la seigneurie de Graçay, plus récent il est vrai (première moitié du xv^e siècle), s'exprime dans des termes qui ne laissent aucun doute : « Item, mesdisseigneurs ont suyte de leurs hommes et femmes frachs et serfs, franchises et serves, ès terres justices et seigneuries de Maçay, Ruilly, la Ferté-Rully par delà la rivière de Rully du cousté dudit Graçay, à Vastan, Buxeuil et Chabris. Et mesdisseigneurs n'y ont point de nouveaux adveus. Et avec ce Monseigneur de Vastan n'a point de suyte à cause dudict Vastan en la terre de Graçay et mesdisseigneurs ont en la dicte terre de Vastan la dicte suyte de leursdiz hommes et femmes ainsi comme dict est².... » Une autre mention du même terrier confirme la précédente. Elle est contenue dans une récapitulation des redevances

1. Homines manentes extra libertatem si venerint mansuri infra metas libertatis, non gaudebunt hujusmodi libertate, nisi de assensu dominorum suorum et illorum scilicet qui sequelam habent in castellania sancti karterii. (Charte de Saint-Chartier. LA THAUMASSIÈRE. *Coutumes locales*, op. cit., p. 90)

2. Archives du Cher. Sainte-Chapelle, G 98¹.

en deniers, dues par les habitants du village de Coulon, compris dans la seigneurie de Graçay : « De Guillaume Chaigne, pour une pièce de vigne contenant ung quartier ou environ assise ou Cloux de Coulon, advenue..... à mesdisseigneurs, à cause de Michelette.... fille feu.... bruz à Jacquelin de Veu, demourant en ladicte terre de Veu et Vouet, où mesdisseigneurs n'ont point de suïcte et pour ce que ladicte Michelette estoit femme de corps de mesdisseigneurs, laquelle ils ont perdue en ladicte terre de Veu et Vouhet ¹. » L'article III de la coutume d'Issoudun (imprimée en l'an 1520) achève de démontrer que le droit de suite ne pouvait plus être indistinctement exercé en tous lieux par tout intéressé². Il apparaît au contraire nettement de la lecture de ces textes que dans chacune des châtellemies de la province, ce droit appartenait seulement aux titulaires de certaines seigneuries, en nombre plus ou moins considérable, mais toujours spécialement déterminées. Exposer comment cet

1. Archives du Cher. Sainte-Chapelle, G 98 ¹.

2. Le roy a droict de suyr et poursuyvir ses hommes quant ils se départent de la terre et justice d'Yssouldun et ilz s'en vont demourer en aucune justice ou chastellenie selon qu'il est dessus déclaré; et semblablement les seigneurs desdictes seigneuries qui sont en ladicte chastellenie d'Yssouldun... ont droit de suir et poursuyr leur ditz hommes et femmes serfz, en la ville, chastel et justice dudict Yssouldun et ne les perdent point; mais les autres seigneurs qui sont demourans hors ladicte chastellenie, n'ont point de suïcte en icelle de leurs hommes et femmes de serve condition sinon que ce soit par privilège. (*Coutumes d'Issoudun*, titre des Servitudes, article 3. LA THAUMASSIÈRE, *op. cit.*, p. 369.)

usage a pris naissance semble difficile ; peut-être cependant peut-on former quelques conjectures. Ainsi que nous l'avons déjà constaté, il est certain qu'au moyen âge des seigneurs voisins, pour se garantir de leurs vexations mutuelles, ont fréquemment passé des contrats par lesquels ils se donnaient réciproquement le droit de suite sur leurs terres. Quelquefois aussi le bienfaiteur d'une abbaye ou d'un couvent stipulait que les moines de cet établissement pourraient suivre leurs serfs sur son propre domaine et, dans ce cas, il apparaît que la concession était unilatérale, ou, tout au moins, n'impliquait pas nécessairement réciprocité. C'est ainsi qu'en 1223 Guillaume de Châuvigny accordait aux religieux de Déols le droit de suite de leurs hommes et femmes dans Châteauroux, Saint-Gildas et toute l'étendue de sa terre, sauf la ville d'Aigurande ¹.

Au moyen de ces conventions, les seigneurs étaient assurés dans la plupart des cas de se maintenir aisément en possession de leurs serfs. Ces derniers en effet ne quittaient en général leur domicile que pour se fixer dans une seigneurie du voisinage, et si quelques-uns d'entre eux allaient au loin, c'était là un fait exceptionnel. N'est-il point permis d'admettre qu'en présence de cette situation et surtout des difficultés pratiques que la chose présentait, le

1. Inventaire des titres du Duché de Châteauroux. *Revue du Berry*, 1862-1863, p. 216.

droit de suite cessa peu à peu d'être exercé par les intéressés sur des territoires où un contrat spécial ne leur en avait pas confirmé la jouissance ? Dans un temps où la Coutume faisait loi, ce non-usage suffisait pour créer la situation que révèlent les textes cités plus haut. Si cette explication de la transformation du droit de suite n'est pas certaine, elle est tout au moins vraisemblable. En tout cas, cette transformation était accomplie aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, et donnait aux serfs un moyen de sortir de leur condition. Avec l'établissement des franchises, dont le nombre n'a jamais cessé de s'accroître, il devenait possible sinon facile à un serf de transporter son domicile dans une ville franche située sur une châellenie où son seigneur n'avait pas droit de le suivre. Au moyen d'un aveu de bourgeoisie fait dans l'année de son arrivée soit aux bourgeois de la ville, soit au seigneur du lieu, d'après les Coutumes particulières de chaque localité, il devenait lui-même franc-bourgeois. Il est vrai qu'en agissant ainsi, il s'exposait à perdre tous les biens délaissés par lui dans son ancienne seigneurie, mais c'était la rançon de sa liberté. Il n'était même pas toujours nécessaire que le serf fugitif prît domicile dans un lieu franc. Tandis que, d'après les Coutumes du Châtelet, de Linières et de Châteaumeillant, l'aubain qui s'établissait dans ces seigneuries et hors des franchises limitées

par des bornes ou des croix devenait ou demeurerait nécessairement serf, il en était différemment dans la baronnie de Châteauneuf et les seigneuries de Rezay, Nançay et Graçay¹. L'aubain qui transportait son domicile sur ces terres pouvait, en faisant dans l'année de son arrivée aveu de bourgeoisie au seigneur du lieu, acquérir la franchise. Nous ne saurions préciser à quelle époque cet usage a pris naissance ; mais puisqu'il est constaté par des Coutumes rédigées au xvi^e siècle, on peut admettre qu'il leur était antérieur. Il semble d'ailleurs résulter du terrier de la seigneurie de Graçay, mentionné ci-dessus, qu'au xv^e siècle des aubains étaient ainsi fréquemment admis à prendre la qualité de bourgeois.

Dès le quatorzième siècle, même dans la campagne où il régnait encore, le servage

1. Par la coustume, tout homme et femme qui viennent demourer en ladicte terre et chastellenie, et y demourent par an et jour tenant feu et lieu sans faire adveu de bourgeoisie, est acquis en default de ce faire, homme et femme serf ou dict seigneur. *Coutumes de Nançay*, article 5. LA THAUMASSIÈRE, p. 223. Voir aussi *coutumes de Châteauneuf*, article 10, titre I, de Rezay, article 2.

« Les coustumes de la terre, justice et baronnie de Graçay sont telles que tous gens demourans en ladicte terre, justice et baronnie sont tenuz, censez et reputez serfz des vénérables trésoriers, chanoines et chappitre de la Sainte-Chappelle du Palais de Bourges, seigneurs et barons de ladicte baronnie de Graçay... sauf et excepté les bourgeois et leur postérité qui ont faict adveux ausdicts seigneurs et aultres seigneurs ayant droict de recevoir adveux en ladicte terre, justice et baronnie dudit Graçay. (*Coutumes de la Baronnie de Graçay*, article 1^{er}. Archives du Cher, Sainte-Chapelle, G 119.)

tendait donc à diminuer d'étendue. Soit par les affranchissements individuels, soit par l'émigration, il se restreignait, mais d'une façon lente seulement.

Ce serait en effet une erreur de s'imaginer que ces faits opéraient sur un grand nombre de serfs à la fois. Ils agissaient au contraire d'une manière presque insensible, et s'ils donnèrent d'importants résultats, ce ne fut qu'avec le concours du temps.

Dans la seigneurie d'« Orval, Bruyères-sur-Cher et Espineuil », le chiffre total d'imposition de la taille serve s'élevait en 1479 à soixante-quatre livres cinq sous quatre deniers. Cette imposition était établie au moyen de trois rôles, qui se montaient respectivement à vingt-neuf livres huit sous deux deniers, vingt-six livres onze sous huit deniers, huit livres six sous trois deniers¹. Le dernier de ces rôles avait produit l'année précédente (1478) dix livres dix sous sept deniers répartis sur environ quatre-vingt-dix imposés. Si l'on considère que plusieurs d'entre eux étaient des chefs de famille, que de plus ce chiffre de 90 serfs ou familles serves était loin de représenter le tiers de la population de la seigneurie, puisque chacun des deux autres rôles

1. Rôles des hommes et femmes serfs taillables tous les ans à N.-D. d'Août, à la volonté du sire d'Orval, dans les paroisses de Valon, Saint-Vitte, Saulzais-le-Potier, etc. (1478-1497). Archives du Cher, E 171.

fournissait un produit très supérieur, on obtient ainsi la preuve évidente que les seigneurs d'Orval possédaient encore de nombreux serfs à la fin du ^{xv}^e siècle. Il semble que dans toute cette partie du Berry formée par les seigneuries du Châtelet, de Châteauneuf, Linières, Culan, Châteaumeillant, et qui avoisine le Bourbonnais, le servage avait persisté d'une façon plus complète qu'ailleurs.

Au ^{xiv}^e siècle, on constate la présence de nombreux serfs dans la seigneurie de Beauché, près Vendœuvres ¹ ; et à la fin du ^{xv}^e siècle, la commanderie du Temple de Châteauroux jouissait du droit de servitude sur environ soixante-dix-sept individus ou familles domiciliés dans les paroisses d'Ardenes, Arthon, Brion, Buxière, Bouesses, Chézelles, Diors, Etrechet, la Champenoise, Lourouer, Mehun, Montierchaume, Niherne, Saint-Denis, Sainte-Fauste, Saint-Gildas, Sainte-Marie, Saint-Maur, Saint-Pierre-de-Notz, Velles, Villers, Villiers, Vineuil, Villedieu, et même dans le bourg de Déols et la ville de Châteauroux ².

Dans tout le Bas-Berry, le servage était encore général, mais il faut reconnaître que la présence d'hommes libres dans la campagne avait cessé d'être un fait exceptionnel. Le ter-

1. Archives du Cher. Aveu de 1386 inscrit dans un aveu de 1548. Fonds de l'abbaye de Saint-Genou.

2. Archives de l'Indre, H 697.

rier, plusieurs fois mentionné, de la baronnie de Graçay démontre que dans la première moitié de ce siècle, les tenanciers libres de cette seigneurie étaient à peu près aussi nombreux que les serfs¹.

Dans le Haut-Berry, la décadence du servage s'accroissait plus rapidement. Dans plusieurs seigneuries, la servitude, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, et spécialement à la fin de cette période, n'était plus seulement en voie de diminution mais de disparition. Ce résultat provenait de deux causes spéciales à cette partie de la province. La première est l'étendue considérable de certaines franchises, fait signalé à trop de reprises au cours de cette étude pour qu'il soit nécessaire d'y revenir encore². Il semble même inutile de donner à nouveau les noms de ces territoires affranchis. La seconde cause, qui n'a point encore été indiquée, tenait à la propagation de la coutume de Lorris au nord et à l'est du Haut-Berry.

On ne peut nier que la charte de Lorris ait exercé, dans le Haut-Berry, une influence considérable sur les affranchissements collectifs des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles. Non seulement on trouve reproduites un peu partout quelques-unes de ses dispositions, mais certaines franchises ont été entièrement calquées sur elle. Ce sont no-

1. Archives du Cher. Sainte-Chapelle, G 98^{1,2,3}.

2. Voir ci-dessus, pages 100 et suivantes.

tamment celles de Sancerre, Ménétréol-sous-Sancerre, Barlieu, Aubigny, Mehun-sur-Yèvre, Saint-Laurent-sur-Barangeon, Celles-en-Berry. Il en résultait tout d'abord que les serfs, venus dans ces localités pour y établir leur domicile, ne pouvaient être utilement suivis par leurs seigneurs que pendant une année seulement¹. Il n'est pas douteux que bon nombre de serfs appartenant à des seigneuries situées à proximité durent profiter de cette règle exceptionnelle pour acquérir la liberté. De plus, en même temps que les privilèges de Lorris, et en quelque sorte sous leur couvert, les coutumes de cette ville, c'est-à-dire les usages du Gâtinais, s'introduisaient en Berry². Au lieu de demeurer enfermés dans les limites de localités affranchies, ces usages s'étendaient à des seigneuries entières.

Il est démontré par les procès-verbaux dressés à l'occasion de la rédaction des Coutumes de Lorris, en 1444, que le comté de Sancerre, la baronnie de Montfaucon, les châtelainies d'Aubigny, Argent, la Chapelle-d'Angillon, Concressault, Blancafort et même pour certaines

1. Quicumque in hac franchisia anno et die manserit, nullo clamore eum sequente, neque per me, neque per Præpositum meum rectitudinem prohibuerit, liber et quictus deinceps maneat. (Chartes de Sancerre. LA THAUMASSIÈRE, p. 421 ; Ménétréol-sous-Sancerre, p. 419 ; Barlieu, p. 415 ; Mehun, p. 425 ; Saint-Laurent, p. 426 ; Celles, p. 83.)

2. Maurice PROU, *Les coutumes de Lorris et leur propagation aux XII^e et XIII^e siècles*.

matières celle des Aix-d'Angillon étaient régies, au xv^e siècle, par la coutume de Lorris¹. Postérieurement à la révision générale des coutumes de France faite au xvi^e siècle, toutes ces seigneuries, sauf le comté de Sancerre et la baronnie de Montfaucon, furent classées dans le ressort de la coutume de Berry², mais on ne saurait douter que les mœurs eussent conservé l'empreinte des usages de Lorris. Or, le texte de cette Coutume rédigé en 1444 ne renferme aucune disposition relative au servage. Si l'on rapproche de cette preuve négative un article de la coutume de 1531³, il semble permis d'en conclure qu'au xv^e siècle déjà, la servitude avait disparu, ou du moins était tout près de disparaître sur les territoires soumis à cette législation et, par conséquent, sur toute une partie du Haut-Berry.

Il est difficile de déterminer d'une façon précise, autrement que nous ne l'avons fait, c'est-à-dire par l'énumération des seigneuries privilégiées, cette région où, soit par suite d'affranchis-

1. LA THAUMASSIÈRE, *Coutumes locales*, op. cit., p. 440, 441, 442 et 643 à 675.

2. *Ibid.*, p. 676 et suivantes.

3. Toutes personnes demeurans et sujets à ladicte coutume, sont francz et de condition libre, sans servitude : Et si gens de servile condition y venoient demeurer, et ils sont résidens eux et leurs enfans, vingt ans, sans réclamation de leurs seigneurs, ils acquièrent plus ample liberté de leurs personnes et biens acquis et possédés au pays de ladicte coutume, sans plus pouvoir estre inquiétés en personnié ny en biens. (*Coutumes de Lorris*, chapitre VII, article 1. LA THAUMASSIÈRE. *Ibid.*, p. 553.)

sements collectifs étendus, soit sous l'influence des coutumes de Lorris, le servage était en pleine décroissance. En tracer les limites générales serait s'exposer à de graves erreurs, car il faut tenir compte d'enclaves assez nombreuses. C'est ainsi que Vignoux, localité située entre Bourges et Sancerre, fut affranchi seulement en 1440, par l'abbaye de Saint-Ambroix de Bourges¹.

Nous n'essaierons donc point de partager au moyen d'une ligne imaginaire le Haut-Berry en deux parties, l'une demeurée pays de servitude, l'autre devenue au contraire pays franc. La situation géographique des seigneuries que nous avons mentionnées est assez connue, pour permettre de constater, qu'outre la châtellenie de Dun et la Septaine de Bourges, c'était spécialement dans la région située à l'est et au nord-est de cette dernière ville, que le servage avait, sinon complètement, du moins à peu près disparu.

En résumé, si l'on considère le Berry dans son ensemble, il faut reconnaître qu'aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles le plus grand nombre des habitants de la campagne étaient encore serfs, mais d'une manière bien moins générale que deux cents ans plus tôt, et on ne saurait nier que sous le rapport de son étendue le servage fût alors entré dans une période de décadence. Ce fait, quelque im-

1. Archives du Cher. Titres de l'abbaye Saint-Ambroix de Bourges, 7^e liasse, cote 9.

portant qu'il soit, ne doit point d'ailleurs retenir seul notre attention, et il faut encore, après avoir constaté cet affaiblissement numérique du servage, rechercher si parallèlement la condition des hommes soumis à la servitude ne s'était pas améliorée.

II

CARACTÈRES DU SERVAGE AUX XIV^e ET XV^e SIÈCLES

En principe, il semble bien que les caractères essentiels du servage ne s'étaient pas modifiés. Comme au XII^e siècle, le serf des XIV^e et XV^e siècles est encore taillable et corvéable, assujéti à la mainmorte, au formariage et en un mot aux mêmes charges et incapacités. Théoriquement les seigneurs avaient conservé sur leurs hommes des droits très étendus. Il reste maintenant à examiner si, dans la pratique, ces règles n'avaient pas perdu de leur rigueur.

En ce qui concerne le droit de suite, il est certain que des progrès avaient été réalisés. Sans revenir longuement sur ce sujet, il faut cependant rappeler la faculté que possédait à l'origine tout seigneur de suivre partout son serf, pour le contraindre, par la force au besoin, à réintégrer son ancien domicile. Nous avons vu au début de ce chapitre comment ce droit avait peu à peu cessé de pouvoir être exercé en tous lieux,

mais cette modification n'est pas la seule qu'il ait subie. Au ^{xii}^e siècle déjà, le droit de suite avait tendance à devenir moins rigoureux. Sous sa nouvelle forme, il permettait seulement au seigneur de suivre un serf hors de son domaine, non plus pour le ramener à la glèbe, mais pour lui imposer au lieu de sa résidence l'acquit des obligations dont il demeurerait toujours tenu par suite de sa conditon servile. Or il semble bien qu'aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, cette réforme était accomplie. En 1236, trois serfs du chapitre de Levroux, qui s'étaient établis à Déols, reconnaissent appartenir audit chapitre, et n'avoir jamais eu d'autres maîtres, même depuis qu'ils habitent le bourg de Déols. Ils s'engagent de plus à ne rien faire pour passer sous une autre domination ¹. Cet acte démontre que, dans ce cas particulier tout au moins, les chanoines de Levroux s'efforçaient de maintenir leurs droits sur leurs hommes demeurant hors de leur terre, sans pour cela les contraindre à regagner leur résidence primitive. Il est bon de remarquer que ce fait remonte au ^{xiii}^e siècle. Le terrier de Graçay, déjà mentionné à plusieurs reprises, fournit un exemple encore plus probant de la transformation du droit de suite. Dans la première moitié du ^{xv}^e siècle, les chanoines de la Sainte-Chapelle de Bourges, barons de Graçay,

1. Archives de l'Indre. Cartulaire de Saint-Sylvain de Levroux, f^o 23, v^o.

entretenaient à Vatan, où ils avaient droit de suite, un sergent chargé de lever la taille sur leurs serfs qui résidaient dans cette seigneurie¹.

Ces modifications apportées peu à peu au droit de suite primitif démontrent que le servage lui-même s'était adouci, et que, de servitude de « corps et de poursuite » qu'il était tout d'abord, le temps l'avait rendu servitude simplement personnelle. Si la liberté de se déplacer, de se choisir un domicile hors de leur seigneurie d'origine n'était pas formellement reconnue aux serfs, ils pouvaient cependant, à la condition de ne pas se mettre « hors la suite », se transporter sur une autre terre, sans rien perdre de leurs biens. On constate donc un véritable relâchement de ce lien si étroit qui faisait des serfs de véritables esclaves de la glèbe.

Les « Coustumes locales de la ville, terre et châstellenie et justice de Mehung-sur-Evre, rédigées et mises par escript en 1481 », fournissent des renseignements intéressants sur la condition des serfs à cette époque². Qu'on ne

1. Et mesdisseigneurs ont en ladicte terre de Vastan ladicte suyte de leurdiz hommes et femmes ainsi comme dict est, avec ung sergent faict et présenté audict seigneur de Vasten. Et doit faire le serment devant les juges de Vasten ainsi que au cas appartient. Lequel sergent doit lever aux despens des mesdisseigneurs les tailles et franchises des hommes et femmes de mesdisseigneurs qu'ils ont en ladicte terre de Vastan. Archives du Cher. Terrier de Graçay. Sainte-Chapelle, G 98¹.

2. Coutumes de Mehun-sur-Yèvre. LA THAUMASSIÈRE. *Les coutumes locales du Berry et de Lorris*, op. cit., p. 375 et suivantes.

s'étonne pas de voir cette Coutume traiter du servage, alors que la ville et la véhérye de Mehun avaient été affranchies en 1219. La châ-tellenie était plus étendue que la véhérie primitive, et de plus, comme nous l'avons déjà fait remarquer, un seigneur ne pouvait affranchir que ses propres serfs et non pas ceux de ses vassaux.

La taille, exigible chaque année et payable à deux termes, le mois de mars et le mois d'août, avait cessé d'être entièrement arbitraire. Si le chiffre en demeurait encore remis à la volonté des seigneurs, cette volonté devait être raisonnable « heu regard à la faculté, puissance et charge de leurs dicts hommes¹ ». Les femmes veuves, dispensées de la taille, étaient seulement assujetties au paiement annuel d'un droit de commande de deux deniers parisis². Quant au droit de mortaille, il présentait un aspect assez particulier. Le seigneur pouvait l'exercer sur une partie seulement du patrimoine de ses serfs, formée de tous leurs biens meubles et conquêts, et des immeubles tenus par eux en servitude³. « Mais, ainsi que s'exprime la Coutume, ez héritages qui ne sont tenuz du dict seigneur à cause de la dicte servitude, les enffants et aultres parens y succedent, ainsi qu'il appartient, comme gens franchs succedent ez successions de leurs pères

1. Rebriche XI, article 1^{er}.

2. Article 11.

3. Article 7.

et prochains parens les ungs avec les aultres ¹ .» Un article suivant semble même démontrer que ces héritages pouvaient faire l'objet de dispositions testamentaires ² . Il faut encore ajouter que l'aptitude à succéder aux biens soumis à la mainmorte n'était pas subordonnée à la communauté de vie et de biens avec le défunt au jour de son décès ; il était seulement exigé des héritiers que ceux-ci fussent serfs du même seigneur que le défunt et demeurés en sa suite ³ . Par contre, on constate une rigueur toute spéciale dans la détermination de cette catégorie d'héritiers. Pouvaient seuls en effet recueillir les meubles et tenures serviles du défunt « les hoirs descendants de son corps ⁴ ». En leur absence, c'était au seigneur que revenait intégralement cette portion de son patrimoine. De plus, même en présence de descendants directs, le droit de mortaille ne se trouvait pas entièrement caduc, et le seigneur avait la faculté de prendre « la tierce partye de tous et chacuns les biens meubles délaissés aprez le trespas dudict deffunct ⁵ ».

1. Article 9.

2. Ne peuvent lesdicts hommes de serve condition faire aucuns lais ou testament de dernière voullonté de leurs meubles ou héritaiges qu'ils tiennent de leur seigneur, oultre la somme de vingt sols tournois, au préjudice de son seigneur contre de son droict, article 10.

3. Article 8.

4. Article 7.

5. Article 5,

La Coutume de Mehun garde un silence complet au sujet de la corvée. Peut-être serait-il imprudent d'en conclure qu'elle avait cessé d'être exigible. La corvée était en effet une des principales obligations des serfs et les seigneurs ont tenu à en conserver la jouissance au point de n'en accorder que rarement décharge complète à leurs affranchis. Nous nous bornerons donc, en l'absence de renseignements plus précis, à signaler cette omission.

Malgré l'incertitude qui subsiste sur ce point, il faut reconnaître que la condition servile, telle que la décrit la Coutume de Mehun, semble relativement douce. Elle était assurément très supérieure à celle du ^{xiii}^e siècle, si bien que, malgré l'absence d'autres textes coutumiers de la même époque relatifs au servage, nous ne pensons pas pouvoir étendre les usages en vigueur dans cette châtellenie au delà de leur circonscription territoriale.

Dans une autre partie du Berry, des serfs de la commanderie du Temple de Châteauroux semblent aussi avoir joui d'une situation en somme très favorable.

Ces hommes devaient chaque année pour la taille soit trois sous tournois, soit une livre de cire « bonne et recevable ». Ils étaient en outre tenus de fournir trois corvées par an avec bœufs, chevaux et charrettes, s'ils en avaient, sinon de leurs personnes, aux mois de mars,

mai et septembre. Les femmes avaient à payer deux deniers de commande.

A la mort des uns et des autres, les seigneurs avaient le droit de prendre à leur choix cinq sous tournois ou le gage du décédé, si celui-ci laissait des descendants directs, et, sinon, la totalité de ses meubles et héritages¹. Bien qu'il ne paraisse pas avoir été exigé que les héritiers eussent vécu en communauté; avec leur auteur, comme on voit par ailleurs un fils verser vingt sous tournois pour recueillir la succession de sa mère², il faut en conclure ou bien qu'elle et lui avaient eu chacun un domicile distinct, et que le droit commun en matière de successions serviles s'appliquait aux hommes du Temple de Château-roux, ou bien que les droits de mortaille étaient plus rigoureux que ne l'indique la note générale que nous avons résumée.

Il n'est pas douteux que, dans tout le Berry, la taille avait cessé d'être exigible plus souvent que ne l'autorisaient les usages de chaque seigneurie (ordinairement une ou deux fois par an) et en dehors des époques fixées par ces mêmes usages, mais il n'était pas admis partout d'une façon certaine que les sommes ainsi réclamées dussent être raisonnables. C'est du moins ce qui semble résulter, entre autres témoignages, des rô-

1. Archives de l'Indre, H 697, fo 14.

2. Archives de l'Indre. *Ibid.* Appointement de la mortaille de feu Thevenon, femme de Mery Venin.

les de taille serve de la seigneurie d'Orval des années 1478 à 1497¹. Un aveu et dénombrement des biens possédés par l'abbaye Saint-Sulpice de Bourges, daté de 1454, fournit des renseignements analogues². Si les seigneurs jouissaient souvent encore d'une liberté très grande pour taxer leurs hommes selon leur gré, il n'est pas démontré cependant que des abus s'en soient nécessairement suivis. Au xv^e siècle, les mœurs, sous l'influence de la civilisation chrétienne, avaient perdu leur brutalité des temps primitifs et même des premières années du moyen âge. Si certains seigneurs pressuraient injustement leurs serfs, il ne faudrait pas voir en ce fait la règle plutôt que l'exception. N'est-il pas préférable d'admettre au contraire que, si ce principe de la taille à volonté raisonnable n'était pas en général passé dans le droit, les mœurs au moins l'avaient adopté ? En 1462, le plus imposé des serfs de la seigneurie de Vierzon devait payer seize sous, et le moins imposé quatre deniers parisis de taille³. La même redevance à Orval

1. Ce sont les noms et surnoms des hommes et femmes serfs taillables une fois l'année à Notre-Dame de my-Aost *a volonté* de très noble et puissante damoysselle, Isabeau de Latour... (Archives du Cher, E 171.)

2. Item les hommes demeurans en la terre de Tilly et Juegny...

Item les coustumes que lesdicts hommes doivent ; seavoir *tailles a la volonté du seigneur dudict lieu*... Archives du Cher. Inventaire des titres de l'abbaye Saint-Sulpice de Bourges, tome I^{er}.

3. Archives du Cher, C-814 f^{os} 41 et suivants.

variait entre quinze sous et douze deniers tournois¹. Il est vrai que pour apprécier s'il y avait ou non abus, nous manquons d'un élément essentiel, la connaissance des ressources des contribuables ; mais à première vue, les chiffres cités plus haut ne paraissent point trop exagérés.

Quoi qu'il en soit et malgré les quelques tempéraments dont nous avons constaté l'existence, la taille serve était encore pour les assujettis une obligation fort étendue et peu limitée, ou du moins limitée d'une manière bien vague. Il semble au contraire que la corvée présentait généralement le caractère d'une redevance fixe. Nous n'entendons pas soutenir qu'au xv^e et surtout au xiv^e siècle, la corvée avait partout cessé d'être à merci, mais on constate dans certains aveux et dénombrements de cette époque que le nombre des journées de travail dues chaque année par les serfs était fixe et non plus arbitraire².

1. Archives du Cher, E 171.

2. « Sur tous les manans et habittans de la parroisse de Thizay et le village de Janvarennnes excepté les hommes de Lospital, les sergens francz et autres franchises personnes sur chascuns deux bians chascun an ung en aoust et ung aultre en mars. » (Aveu et dénombrement de la seigneurie de Jeanvarennnes en 1398. Archives particulières.)

Signification et publication aux habitants de la paroisse de Vignou des Lettres de maintenue accordées par Charles roy de France aux abbé et religieux de Saint-Ambroix sur l'exposé desdits religieux qu'ayant toujours eu la seigneurie domanière avec toute juridiction. — en toute la paroisse de Vignou, et droit de l'exercer, lever et exploicter sur les manans et habitans de ladite paroisse comme étans leurs hommes et femmes de serve condition et iceux habitans tailler une fois l'an, comme de

Quel que fût le progrès ainsi réalisé, la corvée même réglementée restait encore souvent lourde et onéreuse. Très réduit sur quelques domaines féodaux, ce devoir servile demeurait par ailleurs fort étendu. C'est qu'en effet s'il s'était introduit en cette matière une certaine fixité, cette fixité dépendait uniquement d'usages locaux variables d'une seigneurie à l'autre.

Aux ^{xiv} et ^{xv} siècles, de même que par le passé, leur condition n'imposait pas seulement aux serfs l'exécution de certaines obligations ; elle entraînait aussi pour eux des incapacités dont la mainmorte est la plus importante. Le droit du seigneur portait sur tous les biens, meubles et immeubles, des serfs, mais s'exerçait seulement lorsqu'ils mouraient sans enfants vivant en communauté avec eux. Peut-être même était-il généralement admis dès cette époque qu'à défaut d'enfants la présence des parents communs suffisait pour mettre obstacle à la mortaille. Interdiction était faite aux serfs de porter atteinte à ce droit de mainmorte par des aliénations entre vifs. En somme, les serfs se trouvaient encore soumis à une incapacité à peu près analogue à celle qui les frappait au ^{xii} siècle. La mor-

prendre sur eux certains charrois et corvées de leurs voitures, savoir sur ceux qui ont quatre bœufs trois charrois par année, et sur ceux qui n'en ont que deux, deux charrois pour mener les vins desdicts religieux à la ville de Bourges. (30 novembre 1382.) Répertoire des titres de l'abbaye Saint-Sulpice de Bourges. Archives du Cher.

taille est ainsi définie par les coutumes de Châteauneuf, du Châtelet, de Linières, Châteaumeillant, Sainte-Sevère, Nançay et Issoudun, qui donnent en cela l'expression du droit commun généralement suivi en Berry. Il faut cependant reconnaître que cette matière n'était pas uniformément réglée dans toute la province. A cette époque où chaque fief important possédait sa législation particulière, le droit de mainmorte conféré au seigneur présentait quelquefois des particularités. Nous avons vu avec la Coutume de Mehun-sur-Yèvre que les serfs n'étaient pas nécessairement mortuables en tous biens, et celle de la baronnie de Graçay fait aussi connaître des usages contraires au droit commun.

D'après cette Coutume, la mainmorte s'appliquait à tous les biens des serfs et s'exerçait intégralement toutes les fois que ceux-ci mouraient sans descendants directs. Et même lorsqu'un serf laissait des descendants, le seigneur pouvait encore prélever sur la succession un droit que la coutume lui donnait le soin de déterminer dans chaque cas particulier ¹. De plus, les héri-

1. Et après la mort et trespas desdicts gens serfs, inventaire doit estre fait pour la conservation des droicts desdicts seigneurs à la requeste de leur procureur et quand il n'y a enfans ou hoirs délaissés par le deffunct leur serf, les biens appartiennent ausdicts seigneurs et quant il y a hoirs ou héritiers, imposent lesdicts seigneurs pour le droict de mortaille au voulloir d'iceux seigneurs. (Article iv.)

Item ledict sergent général a droict de prendre sur les hoirs ou héritiers dudict deffunct serf, à cause de sondict office de

tiers étaient encore tenus de remettre au sergent général de la baronnie, et au choix de celui-ci, la meilleure robe du décédé ou sa valeur estimée à cinq sous tournois. Toutefois, pour reconnaître aux « hoirs » la capacité de recueillir le patrimoine de leur auteur, la coutume ne leur imposait pas l'obligation d'avoir vécu en communauté avec lui. Et par une faveur plus grande encore, elle ne demandait pas qu'ils fussent de la condition du défunt et hommes du même seigneur. A la vérité, c'était reconnaître aux serfs un véritable droit de succession en ligne directe. Il ne faut pas oublier cependant que, même en présence d'enfants ou de petits-enfants d'un serf décédé, le seigneur ne perdait pas tout son droit de mainmorte. Aussi le libéralisme de quelques-unes des dispositions de la Coutume de Graçay ne doit-il être considéré que comme une juste compensation de la rigueur des autres.

Ce fait de donner aux descendants directs la qualité d'héritiers, sans tenir aucun compte de la communauté de vie et de biens entre eux et leur auteur, mais toujours avec réserve d'une partie de la succession au profit du seigneur, n'est pas absolument spécial à la Coutume de

sergent général la meilleure robe dudict deffunct si la veult accepter ou sinon pour la valleur d'icelle la somme de cinq sols tournois à son choix et eslection laquelle robe ou cinq sols la vefve ou héritiers dudict deffunct serf sont tenus luy tailler ou payer. » (Article v.) *Coutume de Graçay*. Ste-Chapelle G 119. Archives du Cher.

Graçay. Le même principe se retrouve à Mehun, et il semble résulter d'une convention passée en 1449 entre le seigneur de Chézelles et les héritiers d'un de ses serfs, qu'aux environs de Levroux, la mainmorte sur ce point tout au moins était réglée d'une manière analogue. Cet acte contient des dispositions de nature différente. Tout d'abord, Jehan de Breuil, seigneur de Chézelles et de Vineuil, renonce, pour la somme de dix livres tournois, au droit de mortaille qui lui appartenait sur la succession de Perrin de Beauvoir « homme de corps dudict escuier por le temps qu'il vivoit » en faveur de Guillaume Maserolles et Macée sa femme, veuve en premier mariage de Perrin de Beauvoir. Ensuite, il donne à charge de cens, diverses pièces de terre à Guillaume Maserolles, Macée son épouse et Pierre, Guillemette, Laurent et Jehan de Beauvoir, enfants que ladite Macée avait eus de son premier mari¹. La seconde partie de ce contrat fait connaître, et c'est là le seul intérêt qu'elle offre actuellement pour nous, que le de cujus était mort, laissant des enfants. De plus, il paraît évident, si l'on s'en réfère à la teneur générale de l'acte, que ces enfants avaient vécu en communauté avec leurs père et mère, et même que cette communauté avait persisté avec le second mari de la mère. Le droit commun ne s'appliquait donc pas dans les seigneuries de

1. Voir pièces justificatives, page 213.

Chézelles et Vineuil, puisque la présence d'enfants ayant demeuré avec leur père ne mettait pas obstacle à l'exercice de la mainmorte du seigneur. Il faut en conclure à l'existence, en ces localités, d'usages semblables aux coutumes de Mehun ou de Graçay, ou tout au moins s'en rapprochant beaucoup.

Les exemples précités ne peuvent assurément faire connaître toutes les modalités susceptibles d'affecter le droit de mortaille, mais seulement les principales, et encore moins constituer l'énumération complète de toutes les seigneuries du Berry jouissant sous ce rapport d'une réglementation spéciale. Il a été vu que la mainmorte au xv^e siècle ne portait pas toujours sur tous les biens des serfs. Quoique ce cas soit rare, il est le plus intéressant car il indique une tendance réelle vers l'amélioration de la condition servile.

Quant aux incapacités des serfs concernant le mariage, l'entrée dans les ordres et le témoignage en justice, le temps ne les avait pas encore effacées ; à tel point que les religieux de Méobecq en 1461, après avoir consenti aux hommes demeurant au-dedans des fossés dudit lieu décharge d'une partie de leurs obligations, spécifient que ceux-ci ne pourront « donner ne faire donner couronne à leurs enfants sans congé desdicts religieux, abbé et couvent et de leurs successeurs ¹ ». Certains faits prouvent cependant que,

1. Archives de l'Indre, H 282.

si ces incapacités subsistaient intégralement dans le droit, quelque relâchement commençait à s'introduire dans la pratique. Les exemples de serfs devenus prêtres sans s'être pourvus de l'autorisation requise ne sont plus très rares. Les seigneurs ne renoncent pas pour cela à se prévaloir de leurs droits et exigent que les serfs entrés irrégulièrement dans les ordres fournissent au moins des remplaçants capables d'exécuter en leur lieu et place les obligations dont ils demeurent tenus. Il semble cependant que de telles infractions ne se fussent pas produites si la servitude avait conservé toute sa rigueur. Et lorsqu'on voit les serfs de Vignou plaider contre l'Abbaye de Saint-Ambroix de Bourges dont ils dépendaient, on doit reconnaître que les liens du servage s'étaient relâchés¹.

La conséquence nécessaire des restrictions, quelque légères qu'elles fussent, apportées peu à peu aux charges et aux incapacités des serfs, devait être un accroissement parallèle des droits qui leur étaient depuis longtemps reconnus. Il en résultait particulièrement que le droit de propriété, évidemment fort incomplet, dont ils jouissaient déjà au XII^e siècle, s'était déve-

1. Lettre par laquelle appert que les habitans de Vignou ayant imposé et levé deux différentes tailles... etc. pour survenir aux frais du procès qu'ils avoient eu contre lesdicts religieux abbé et couvent de Saint-Ambroix... etc.

(Archives du Cher. Répertoire des titres de l'abbaye Saint-Ambroix de Bourges.)

loppé et consolidé. Ce progrès entraînait un autre : l'amélioration de la situation matérielle des serfs. Quelle qu'ait été l'influence de cet état de choses, la prospérité relative de bon nombre de familles serves des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, est encore due à une autre cause, qui d'ailleurs suppose nécessairement la première et n'est autre que le développement pris à cette époque par le bail à cens. Il est surperflu de faire ressortir ici les services immenses rendus à la population rurale de l'ancienne France par ce contrat qui permettait au paysan à peu près dépourvu de de tout capital, d'acquérir à titre perpétuel une terre dont le prix consistait seulement dans le paiement d'une redevance fixe versée chaque année à l'aliénateur ou à ses ayant cause à titre de reconnaissance de seigneurie directe. Non seulement le bail à cens était accessible aux serfs, mais il était même pour eux d'un usage fréquent. Les exemples de concessions de terre, faites sous cette forme par des seigneurs à leurs hommes de corps, sont assez nombreux pour en fournir la preuve ¹. Et même rien ne s'opposait à ce qu'un contrat de cette nature fût passé entre un

1. « Arrentiment passé de M^e Guillaume Cujat prestre notaire à l'officialité de Bourges le dernier janvier 1471 par M^{rs} du Chapitre de Bourges à Perrette femme de Regnault Poulet de la paroisse d'Alouy, homme serf, d'héritages sis à Groize, paroisse de Berry. » Archives du Cher. Chapitre Saint-Etienne de Bourges, liasse 12, n^o 10. Autre arrentiment au profit de Jean May, homme de corps du chapitre d'héritages sis à Groize. (Même liasse, n^o 5.)

serf et un bailleur quelconque, autre que son seigneur. La communauté dans laquelle vivaient la plupart des familles serves, permettait le plus souvent à celles-ci de soustraire leurs biens à la main-morte et de les conserver pendant plusieurs générations. Par suite de la diminution progressive de la valeur de l'argent, le cens stipulé par le contrat était alors devenu inférieur au prix de la jouissance de la terre assencée qu'il représentait à l'origine, et les serfs profitaient presque complètement de tous les revenus du fonds.

Il était alors loisible aux serfs parvenus à une situation prospère d'améliorer encore leur condition en obtenant de leurs seigneurs la qualité d'abonnés ou même d'hommes libres. Sans insister actuellement sur la servitude abonnée, il est nécessaire d'en signaler l'existence dès le xv^e et peut-être même le xiv^e siècle. Son nom seul suffit pour indiquer qu'elle différait de la servitude ordinaire, en ce que les redevances qu'elle entraînait étaient devenues fixes, par suite d'un contrat d'abonnement¹.

L'allègement de leurs charges, et même la franchise, ont été quelquefois accor-

1. « Item a ledict écuyer le droit de prendre sur Jehan Gaulterrat, son homme abonné, 12 deniers tournois, et cinq sols à la mort dudit Gaulterrat et de ses successeurs. » (Aveu et dénombrement fourni par Jean de Broille, seigneur de Broille et de Fontgoin pour le lieu d'Houstier le 9 juin 1485. Archives de l'Indre, E 26.)

dés à des serfs à titre purement gratuit, soit parce que ces hommes avaient rendu à leur seigneur quelque important service dont il entendait les récompenser, soit parce que ce seigneur était spécialement généreux et libéral, mais le plus souvent ces faveurs devaient être achetées par les intéressés. On comprendra, dès lors, que l'accès de la bourgeoisie était ouvert à tout serf, possesseur d'un petit capital, qui, en en faisant l'abandon à son maître, obtenait à la fois l'affranchissement de sa personne et de sa tenure. De taillable et mortuaire, il devenait censitaire.

Evidemment, quelques privilégiés ont seuls pu parcourir le chemin que nous venons de décrire, et c'est à peine si la grande masse des serfs, grâce au travail et à l'économie de plusieurs générations, avaient acquis une modeste aisance que l'on peut comparer à celle de certains métayers d'aujourd'hui. Il faut voir en cela l'œuvre des qualités et des aptitudes différentes des hommes, en même temps que l'influence d'événements et de faits purement fortuits. Au nombre de ces événements, contraires au développement de la prospérité des serfs, il faut compter les désastres et les ruines causées par la guerre. Ce qu'il importe de remarquer, c'est qu'à l'époque que nous étudions actuellement, la majorité des serfs jouissait d'une condition matérielle supportable et que tous pouvaient

espérer, sinon pour eux-mêmes, aux moins pour
leurs descendants, la liberté civile complète.

CHAPITRE VI

LE SERVAGE AUX XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIECLES

L'examen des Coutumes rédigées au xvi^e siècle démontre que le servage avait alors disparu d'une grande partie de la France et subsistait seulement dans quelques provinces, parmi lesquelles le Berry doit être compté. Les Coutumes locales d'Issoudun, de Châteauneuf, du Châtelet, de Linières, Châteaumeillant, Nançay et Graçay, pour ne citer que les plus importantes, reconnaissaient en effet aux seigneurs de ces diverses localités, la jouissance de droits de servitude très complets.

Au xvi^e siècle, le Haut-Berry en partie et le Bas-Berry en entier, à part les territoires restreints et limités auxquels des chartes de franchise avaient été accordées, étaient encore pays de servage. En d'autres termes, dans toute cette région, la population des villes, et aussi celle de villages favorisés, avait acquis la liberté

civile au moyen des affranchissements collectifs, mais la servitude demeurait la condition normale des paysans. Il ne faudrait pas en conclure que le peuple des campagnes se composait uniquement de serfs. Le nombre des hommes libres se multipliait au contraire sans cesse, mais que ce nombre fût restreint ou considérable, l'état de franchise constituait un fait exceptionnel, ayant une origine nettement déterminée. Ce pouvait être une concession du seigneur, un affranchissement à titre particulier par exemple, ou un acte accompli par l'homme lui-même, ou l'un de ses auteurs, tel que le transfert de domicile hors de la seigneurie d'origine, accompagné d'un aveu de bourgeoisie, lorsque cet acte était autorisé par les usages locaux de sa nouvelle résidence.

Cette situation de droit persista en Berry pendant le cours des trois derniers siècles de la monarchie, et l'abolition de l'ancien régime tout entier fut nécessaire pour en amener la disparition. Il ne s'agit pas là d'une question purement théorique. Au xvi^e siècle, les serfs étaient encore nombreux. Citons entre autres preuves, et en plus des témoignages fournis par les coutumes, un rôle de taille serve dressé en 1585 pour la seigneurie de Culan, qui donne le chiffre considérable d'environ cent soixantedix imposés et dont la somme totale se monte à

quatorze livres dix sous sept deniers ¹. Des aveux de servitude rendus à l'abbaye de la Prée par des hommes attachés à son domaine de Bois-Dabert, fief relevant lui-même du Châtelet, attestent la présence de serfs dans toute l'étendue de cette dernière seigneurie ². Il en était de même dans la terre de Sainte-Sévère ³. Vers la même époque, le chapitre de Saint-Étienne de Bourges possédait des hommes de condition servile à Lury, à Chéry, à Veu et Vouhet, à Vatan ⁴; et l'abbaye de Charenton, dans les paroisses de Charenton et de Saint-Pierre-des-Étieux ⁵. Au ^{xviii}^e siècle on constate d'une façon certaine l'existence de serfs dans les seigneuries de Linières ⁶, Châteauneuf-sur-Cher ⁷, Culan ⁸, la Beuvrière (près Vierzon) ⁹. Les affranchissements des villages du Châtellier, de Baratten-en-Breune, Bordebure-en-Brenne, les Cailletets (aujourd'hui commune de Méobecq), Collin-en-Breune, Moret, Houlines (paroisse de Neuillay) et Douçay datent seulement du

1. Archives du Cher, E 604.

2. Archives de l'Indre, H 361.

3. E. CHÉNON. *Histoire de Sainte-Sévère en Berry*.

4. Archives du Cher. Registre capitulaire de Saint-Étienne de Bourges, f^{os} 22, 57, 180, 186, 223, 329. Années 1517 à 1537.

5. Archives du Cher. Terrier de l'abbaye de Charenton.

6. *Ibid.* E 863. Terrier de la seigneurie de Linières.

7. LA THAUMASSIÈRE. *Coutumes locales*, op. cit., p. 172 à 184.

8. Archives du Cher, E 631 et 637.

9. TAUSSEY. Vierzon et ses environs, voir plus loin, p. 184, note 1.

xviii^e siècle, de 1735 à 1755 ¹. Enfin à la veille de la Révolution, la mention de droits de servitude figure encore, parmi d'autres droits seigneuriaux, dans un certain nombre d'aveux et dénombrements. Citons entre autres celui de la baronnie de Fins en 1773 ².

Cette courte énumération qui n'est nullement limitative, mais doit plutôt être considérée comme une suite d'exemples rapprochés les uns des autres, suffit à démontrer la persistance du servage dans la province de Berry.

Ce fait constaté, une question se pose : c'est celle de savoir si, à une époque aussi récente, la servitude ne s'était pas modifiée au point de devenir plus nominale que réelle.

A s'en rapporter aux Coutumes du Châtelet, de Châteauneuf-sur-Cher, Lignières, Châteaumeillant, Rezay, Nançay et même de Graçay, la condition des serfs du seizième siècle n'était pas aussi éloignée qu'on pourrait le supposer de celle des hommes du douzième siècle. Malgré les progrès réalisés, progrès qui ont été indiqués ou tout au moins annoncés au chapitre précédent, la servitude était encore personnelle. L'abandon de leurs tenures ne pouvait donc être pour les serfs un mode d'acquisition de la liberté

1. DE MAZIÈRES, *op. cit.*, p. 271 à 291.

2. V^{te} D'AVENEL. La propriété foncière de Philippe-Auguste à Napoléon. *Revue des Deux-Mondes*, année 1893, tome 115, p. 108.

qui ne s'obtenait normalement qu'au moyen de l'affranchissement consenti par le seigneur. La principale conséquence de la mainmorte personnelle, le droit de suite, est formellement reconnu aux seigneurs par les coutumes précitées¹. Il ne s'agissait plus, il est vrai, de la poursuite rigoureuse des premiers temps du moyen âge, mais encore du droit de suite tel qu'il se pratiquait aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Il permettait au seigneur, là où celui-ci avait la faculté de s'en prévaloir, d'imposer la taille aux serfs qui avaient quitté son domaine, et même, le cas échéant, de leur succéder par droit de mainmorte. Les biens laissés par ces hommes à leur ancien domicile garantissaient le paiement de la taille, puisque, en cas d'inexécution de cette obligation, le seigneur pouvait se les approprier après l'expiration d'un an et un jour².

1. « Lesquels seigneurs ont droict de suite et peuvent suyvre leurs hommes et femmes serfs et de serve condition pour estre paieiz chascun an de leurs tailles esuelles ils sont imposez, aussi pour les mortailles après leur mort et faire payer à leurs hoirs et héritiers hors leurdictte terre et baronnye et mesmement et ont ledict droict de suite mesmes es parroisses... » (Coutume de Graçay, article VII.) (Coutumes du Châtelet, article x; Châteauneuf, titre I, article XIV; Châteaumeillant, article XXIX; Linières, article x; Nançay, article VIII.)

2. « Et tant que l'homme et femme serfs sont demeurans hors ladicte terre et chastellenie et hors la suite par an et jour, leur seigneur peut prendre leurs héritages, et l'exploicter comme le sien, en deffault de payer les deniers de servitude, tant de la personne que des biens tels qu'ils payoient auparavant qu'ils délaissassent ladicte terre à taille volontaire et raisonnable et n'ont sur ledit homme ou femme serf retournés en ladicte terre, dedans trante ans, ou en ladicte suite de leur seigneur, ils auront et

Comme par le passé, la servitude entraînait des charges et des incapacités. Ces charges étaient la taille, la commande et la corvée.

La taille, qui avait conservé le caractère de redevance personnelle, était remise à la volonté du seigneur, mais avec des restrictions destinées à protéger les serfs contre l'arbitraire de celui-ci. Tout d'abord, la taille ne pouvait être perçue chaque année qu'un certain nombre de fois, déterminé par les coutumes et les usages locaux, et en outre les seigneurs devaient taxer leurs hommes avec modération, en tenant compte des charges comme des ressources de chacun d'eux. C'est à ce dernier principe que se réfèrent les Coutumes lorsqu'elles disent que les serfs sont « taillables à volonté raisonnable¹ », ou encore « selon leurs facultés », comme celle de Châteaumeillant. En général la taille n'était due qu'une fois par an², et souvent pouvait être payée en plusieurs termes. La première de ces règles n'avait d'ailleurs rien d'absolu, et c'est ainsi que les Coutumes de Linières et de Châteaumeillant imposaient respectivement aux

prendront leurdicts héritages, en satisfaisant et payant les indemnités dudit seigneur et réparations nécessaires qui auront été faites audits héritages et autres loyaux frais. » (Coutume du Châtelet, article xviii.)

1. Coutumes du Châtelet, article iii ; Châteauneuf, titre i, article iii ; Linières, article i ; Nançay, article v ; Graçay, article, i.

2. Coutumes du Châtelet, article i ; Châteauneuf, titre i, article iii ; Nançay, article v ; Graçay, article i.

hommes de corps deux et trois tailles par an¹. Ce fait ne suffit pas à démontrer que les serfs de ces deux seigneuries aient eu à supporter des charges plus lourdes que la plupart des autres hommes de mainmorte. Le texte des anciens coutumiers n'est pas d'une précision telle que l'on puisse toujours se contenter d'une interprétation purement littérale. Peut-être faut-il admettre, dans le cas présent, qu'il s'agissait en réalité d'une seule taille annuelle payable en deux ou trois termes plutôt que de deux ou trois tailles distinctes. En ce qui concerne Linières, l'affirmative paraît résulter de reconnaissances contenues dans un terrier du xvii^e siècle. En effet, le 3 juin 1603, « Georges Brunet cardeur et Catherine Sabourin sa femme de luy deue-ment auctorisée pour le faict des présentes et demourant ensemblement au village des Piniers paroysses de Touché..... ont recougneu et confessé estre asscavoir ledict Brunet, homme serf aubin advenu du pays de Lymosin et ladicte Saborin, sa femme estre moictié serve à cause de Philippe Sabourin son père, ung quart serve

1. « Tous manans et demeurans en la terre et baronie dudict Linières et qui ont demeuré par an et jour, tenans feu et lieu sont serfs et de serve condition à Monseigneur taillables deux fois l'an à la volonté raisonnable de Monseigneur aux termes de Noël et Saint-Jean-Baptiste. » (Coutume de Linières, article 1.)

« Tous hommes et femmes serfs demeurans en la terre justice et chastellenie de Chasteau Meillant sont... taillables trois fois l'an, selon leurs facultés. » (Coutume de Château-Meillant, article xvii.)

et ung quart bourgeoysse à cause de Jehanne Bruisé sa mère et à cause desdictes servitudes estre taillables de taille volontaire et raisonnable, payable par moictié ès festes de Saint Jehan Baptiste et Noel, par chascun an, rendu conduit ou chastel dudict Linières¹ ». En 1604 Jacques Grineau, cardeur « demourant ès faulx-bourgs de Linières » reconnaît être serf pour un quart et demi, et en conséquence taillable de taille volontaire et raisonnable, payable par moitié à deux termes, Saint-Jean-Baptiste et Noël². Et, même si nous avions la preuve certaine que ces serfs aient été tenus de verser chaque année deux ou trois tailles distinctes, rien ne démontrerait qu'ils étaient placés par ce seul fait dans une condition plus mauvaise que les hommes astreints à payer une seule taille. Étant donnés les principes sur lesquels reposait à l'époque des coutumes l'imposition de cette redevance, il semble que là où avait prévalu la règle d'une seule taille annuelle, les seigneurs devaient demander en une fois à leurs hommes l'équivalent de ce que d'autres exigeaient en deux ou trois fois.

Dans la terre du Châtelet, certains serfs avaient l'obligation de fournir au seigneur, en plus de la taille annuelle, douze deniers à chaque fête de Pâques, de Notre-Dame d'Août et de

¹ et ². Archives du Cher, E 863.

Noël, et trois boisseaux d'avoine à la fête de Saint-Michel, ce qui, dit la Coutume, « est un devoir appelé les petites tailles ». En étaient seuls débiteurs les serfs domiciliés sur la seigneurie antérieurement à l'année 1521¹.

L'imposition de la taille sur les serfs « tenant feu et lieu » s'établissait au moyen de rôles « suffisants pour contraindre ceux qui sont imposés esdits roolles au payement desdictes sommes en quoy ils seront imposés par exécution et autrement² ». Le soin de les dresser appartenait à une sorte de commission composée d'officiers du seigneur : le bailli ou son lieutenant, le procureur fiscal, le sergent baillial, le prévôt fermier des amendes, auxquels devaient généralement être adjoints quelques serfs chargés de faire connaître sous la foi du serment les facultés des autres mainmortables. Chaque contribuable était taxé à l'arbitrage du seigneur, ou plutôt, dans la pratique, à celui du bailli ou même de son lieutenant, les autres officiers et les deux ou trois serfs mentionnés ci-dessus n'ayant que voix consultative. La composition de ces commissions se modifiait nécessairement un peu lorsqu'elles avaient à fonctionner pour un seigneur qui ne possédait pas droit de justice, et il est probable que celui-ci agissait alors personnellement. Quoi qu'il en soit, la présence de deux ou trois

1. Coutume du Châtelet, article vi.

2. *Ibid.*, article iii.

serfs n'en restait pas moins très généralement obligatoire et constituait certainement une protection réelle pour les autres hommes de leur condition.

En résumé, bien que les pouvoirs des seigneurs fussent encore fort étendus, la taille servile avait cessé d'être l'impôt arbitraire du moyen âge. Il est certain qu'au seizième siècle, les serfs pouvaient, en cas de taxation exagérée, s'adresser aux tribunaux pour demander à être déchargés et le pouvoir royal avait alors acquis trop de puissance et d'autorité pour qu'un tel recours pût être considéré comme illusoire.

Les coutumes du Châtelet, de Châteaumeillant et de Châteauneuf nous montrent certains serfs astreints chaque année au paiement d'une redevance désignée sous le nom de commande¹. C'était une somme fixe, mais dont le taux variait cependant d'après le sexe des débiteurs et différait aussi quelquefois d'une seigneurie à l'autre. Ainsi pour les femmes, la commande était au Châtelet de deux deniers et à Châteauneuf de quatre deniers tournois. Il nous reste à déterminer la nature de cette charge servile, et pour cela nous examinerons, tout d'abord, quelles circonstances donnaient lieu à sa perception.

A Châteauneuf, les femmes « mariées à autres qu'à ceux de la condition et servitude dudict

1. Voir ci-dessus, page 40.

seigneur », étaient dispensées de la taille et tenues de payer chaque année quatre deniers tournois de commande¹. Et d'après la Coutume du Châtelet, toutes les femmes serves mariées ou à marier n'avaient d'autre obligation que le versement annuel d'un droit de commande de deux deniers, sauf celles qui, ayant épousé des hommes de leur condition, devaient en outre s'acquitter de la taille volontaire une fois seulement pendant le temps de leur mariage². Peut-être aussi, faut-il rattacher à la commande, bien qu'elle ne soit pas désignée sous ce nom, une prestation fixe de douze deniers, payable chaque année au seigneur du Châtelet, par « les enfants masles pupilles desdicts hommes et femmes serfs durant le temps de leur dict pupillage », c'est-à-dire jusqu'à l'âge de quatorze ou quinze ans³.

1. Coutume de Châteauneuf, article xxii, titre ii.

2. « Les femmes mariées à autre que de la condition de leur seigneur et celles qui sont à marier ne doibvent par chascun an que chascun deux deniers tournois de commande sauf quand aulcune femme se marie à homme qui est de la condition et seigneurie dont elle est, son seigneur luy peut induire une foys durant le mariage taille à volonté raisonnable, et ne payera ladicte taille que une foys en sa vie, et au reste payera chascun an deux deniers comme dict est, au terme de My-Aost pour ligne droicte de servitude. » (Coutume du Châtelet, article xvi.)

3. « Les enfans masles pupilles desdits hommes et femmes serfs, demeurans en communeaulté tous ensembles ou séparés, ne doibvent durant le temps de leur dict pupillage pour devoir de taille ne autre devoir de servitude, fors douze deniers par chascun an de taille audict terme de My-Aoust; et quand les enfans masles ont atteint et sont parvenus en aage de quatorze ou quinze ans, lors leur seigneur leur indit et peult indire taille

Un aveu et dénombrement du ^{xvii}^e siècle montre aussi que les seigneurs de Culan percevaient, en vertu de leur droit de suite, sur les serfs établis hors de leur terre, une commande de six deniers pour les femmes et douze deniers pour les hommes ¹. Ce texte ne prévoit sans doute que le cas le plus fréquent, c'est-à-dire celui où les mainmortables abandonnaient leur seigneurie d'origine sans y conserver aucune possession immobilière, et il est permis d'admettre que, dans le cas contraire, ils eussent été taxés plus rigoureusement. Cette opinion peut d'ailleurs s'appuyer sur l'article xxviii de la Coutume de Châteaumeillant qui mentionne aussi la commande parmi les charges serviles et donne aux seigneurs le droit de l'exiger dans des circonstances très voisines de celles prévues par l'aveu et dénombrement précité ².

à sa volonté raisonnable, comme des autres hommes serfs, et sont exploictables comme il est dict cy-devant, et les filles ne doivent rien jusqu'à ce qu'elles soient mariées. » (Coutume du Châtelet, article xvii.)

1. « Et si aulcun d'iceux (serfs) s'en vont demourer hors ladite justice et terre de Culant, ledict seigneur a droict de suite sur iceulx et prend sur eulx douze deniers pour homme, et six deniers pour femme qui s'appelle droict de commande. » (Aveu et dénombrement de la terre de Culant, 1607. Archives du Cher, E 631.)

2. « Et si lesdicts hommes et femmes serfs ne tiennent aucuns héritages de leur servitude, dont ils sont issus, ils ne doivent pour leur taille que chascun douze deniers tournois, que l'on appelle commande, et doivent tous autres droicts de servitude comme les autres et sont mortuables. » (Coutume de Châteaumeillant, titre vi. Droit de suite sur les bourgeois et sur les serfs, article xxviii.)

Quoi qu'il en soit, ces exemples paraissent nettement démontrer que la commande ne se superposait jamais à la taille, dont elle se distingue d'ailleurs par sa fixité. Des serfs étaient astreints à payer la taille, d'autre la commande, mais jamais simultanément l'une et l'autre. D'autre part, la taille et la commande figurent sur les mêmes rôles et quelques textes, parmi lesquels l'article déjà mentionné de la Coutume de Châteaumeillant, témoignent de l'existence, entre ces deux redevances, d'une relation qu'il serait intéressant de préciser.

La taille personnelle frappait à la fois la personne et le patrimoine des assujettis, ou plutôt frappait la personne à raison de toutes les ressources et spécialement des tenures serviles qu'elle possédait. C'est pourquoi le taux en était essentiellement variable. Lorsqu'elle s'appliquait à des serfs ne possédant rien, elle se réduisait alors à une sorte de capitation proprement dite et, dans une même seigneurie, devenait forcément égale pour tous les individus d'un même sexe. Or, il nous semble que la commande n'est autre que cette taille réduite. Il résulte, en effet, des renseignements fournis par les Coutumes, que les serfs astreints à cette redevance n'avaient rien, ou du moins étaient présumés ne jouir en propre d'aucun bien. C'étaient des mineurs, des femmes mariées ou encore des serfs domiciliés hors de leur seigneurie d'origine et qui,

à supposer qu'ils en eussent jamais possédé, s'étaient défaits avant de l'abandonner de tous leurs immeubles situés sur son territoire. S'il en est ainsi, la commande se rapprocherait singulièrement du chevage. Ce fait expliquerait que, si le chevage, en Berry, n'était pas habituellement demandé, à titre de prestation spéciale, aux serfs sujets à la taille volontaire, c'est parce qu'il se trouvait en somme compris dans cette dernière redevance.

En plus de la taille annuelle, les serfs restaient éventuellement soumis au profit de leur seigneur à la taille aux quatre cas, mais c'était là, croyons-nous, à l'époque que nous étudions actuellement, une obligation plutôt théorique que réelle.

Si les serfs du ^{xvi}^e siècle étaient encore corvéables, ils avaient cessé d'être corvéables à merci. Sous l'influence du temps et des usages, la corvée s'était réglementée d'une façon peut-être plus complète encore que la taille, puisque la Coutume de chaque seigneurie fixait le nombre des journées de travail exigibles, de manière à ne laisser aucune place à l'arbitraire du maître. Au Châtelet et à Linières, les serfs devaient par quinzaine une journée de travail de leurs bœufs et charrettes, s'ils en avaient, sinon de leurs personnes¹ ; à Châteaumeillant, douze

1. Coutumes du Châtelet, article ^{iv} ; de Linières, article 1.

charrois, ou journées de leurs personnes¹; à Graçay, un charroi ou une journée de leurs corps². Les hommes des vassaux du seigneur de Châteaumeillant, en plus de leurs obligations vis-à-vis de leurs maîtres directs, étaient encore astreints à une corvée au profit du suzerain³. A Châteauneuf, les serfs avaient le devoir de fournir chaque année une journée d'homme de bras et douze charrois, s'ils possédaient bœufs ou chevaux et charrettes⁴. Dans la seigneurie de Culan, la corvée consistait en deux charrois par mois pour les propriétaires d'attelages de bœufs et quatre jours de travail par mois pour les serfs qui n'avaient pas d'animaux de trait⁵. On peut constater, au moyen de ces renseignements, que si chaque Coutume avait réglementé la corvée, cette réglementation était bien différente d'une seigneurie à l'autre.

D'après la coutume de Châteauneuf, la corvée était due par feu, c'est-à-dire que là ou plusieurs serfs vivaient ensemble, « à un même pot

1. Coutume de Châteaumeillant, article xxv.

2. Coutume de Graçay, article viii.

3. Coutume de Châteaumeillant, article xxvi.

4. Coutume de Châteauneuf, titre I, articles iv et v.

5. « Lesquels gens serfs oultre ladicte taille doibvent les charrois, manœuvres et courvées accoustumées à sçavoir celluy qui a quatre bœufz doit tous les moys ung charroi de quinze en quinze jours, celluy qui n'a aucuns bœufz doit la courvée de sa personne de huict en huict jours ainsi que de toute ancienneté il est accoustumé user entre les seigneurs dudict lieu et lesdicts gens serfs. » (Archives du Cher, E 631. Aveu et dénombrement de la terre de Culan, 1607.)

et feu », l'obligation de la Communauté tout entière ne dépassait jamais pour l'année douze charrois et une journée d'homme de bras, quel que fût le nombre de ses membres¹. Faut-il voir en cette règle une particularité de la Coutume de Châteauneuf, ou au contraire l'énoncé d'un principe général? La question mérite d'être examinée car la corvée, à raison de sa fixité absolue, n'était pas comme la taille susceptible de recevoir une certaine extension suivant les circonstances et le gré du seigneur. Sous ce rapport, l'étendue des devoirs d'une famille de serfs vivant en communauté différait donc complètement selon que la corvée était exigible de chaque serf individuellement, ou seulement au contraire du chef de famille, représentant la collectivité considérée comme une seule personne. Les Coutumes du Châtelet, de Linières et de Châteaumeillant ne fournissent pas d'indications certaines sur ce point. Et cependant, à s'en rapporter aux termes généraux qu'elles emploient, il semble que les « bians ou charroys » étaient dus indistinctement par tous les serfs. Toutefois, de même qu'il faut évidemment admettre malgré le silence des textes que les serfs n'étaient tenus de ces redevances qu'à partir d'un certain âge, quatorze ou quinze ans, sans doute, par analogie avec les règles édictées par la Coutume du Châtelet

1. Coutume de Châteauneuf, titre I, article VI.

au sujet de la taille, peut-être faudrait-il aussi, au moins en ce qui concerne la corvée, donner à l'article vi de la Coutume de Châteauneuf la portée d'un principe général.

La corvée était-elle due par les femmes de même que par les hommes ? C'est encore une question que les Coutumes n'élucident généralement pas clairement. A Châteauneuf, les femmes n'étaient astreintes à ce devoir servile qu'autant qu'elles tenaient feu et lieu, c'est-à-dire se trouvaient investies des fonctions de chef de maison. Ce n'était pas, il est vrai, une faveur faite à leur sexe, mais seulement une application des usages qui régissaient dans cette seigneurie l'imposition de la corvée. Quant aux autres Coutumes, elles ne paraissent pas faire de distinction entre les femmes et les hommes. Nous sommes cependant disposés à croire que partout l'obligation d'acquitter la corvée était liée pour les femmes à la possession d'un domicile propre. En ce qui concerne la Coutume de Châteauneuf, on peut même se demander s'il ne résulterait pas de la comparaison des articles iv et v, la preuve de la dispense absolue pour les femmes de la journée d'homme de bras, les douze charrois seulement étant mis éventuellement à leur charge¹.

1. « Outre la taille annuelle, l'homme serf tenant feu et lieu est encore biennable, c'est à savoir qu'il doit une journée d'homme de bras depuis le lever jusqu'au coucher du soleil... (Coutume de Châteauneuf, titre I, article iv.)

Le serf ou la serve tenant feu et lieu est encore charroyable,

L'obligation pour les serfs d'exécuter les corvées dont ils étaient redevables ne devenait effective qu'autant que le seigneur leur en avait fait quelque temps à l'avance commandement spécial pour chaque journée de travail¹. De plus, ils devaient être nourris par leur maître pendant les journées qu'ils passaient à son service².

Les corvées n'étaient pas nécessairement fournies en nature. C'est ce que démontre la Coutume de Linières lorsqu'elle décide qu'« à deffault de faire l'arban ou bien courvées », les serfs sont « esmendables de sept sols et six deniers tournois³ ». La Coutume de Châteauneuf fixe le prix de la journée d'homme de bras à quinze

s'il possède attelage de bœufs ou chevaux, c'est à savoir qu'il doit à son seigneur une journée par mois avec sa charrette, bœufs ou chevaux... » etc. (*Ibid.*, article v.)

1. Coutume du Châtelet, article v ; Châteauneuf, articles iv et v.

2. « Sont tenus lesdicts hommes serfs pour le tout pour chascune quinzaine faire un bian ou courvée, qui est une journée de leurs personnes bœufs ou charroy, s'ils en ont, à quoy leur seigneur les vouldra exploiter, pour ladicte journée, en leur bailant trois deniers de pain... (Châtelet, article iv.)

Tous manans et demeurans en la terre et baronie dudit Linières... sont serfs et de serve condition... avec droit de ban, arban et courvée de quinze en quinze jours ; en payant par mondict seigneur un pain, ou pour la valeur deux deniers. (Linières, article 1.)

Lesdicts gens serfs doibvent entre autres droictz seigneuriaux ausdits seigneurs chascun an assavoir ceulx qui ont et tiennent charrois chascun un bian et journée pour charroier... et ceux qui n'ont aucung charroy chascung une journée de leurs corps... en les nourrissant par lesdits seigneurs es jours qu'ils besougnent et ouvreront pour iceulx seigneurs. » (Coutume de Graçay, article viii.)

3. Châtelet, article v ; Linières, article 1.

deniers et celui de chaque charroi à dix deniers tournois, en spécifiant que le choix entre la prestation en nature ou le paiement de sa valeur appartenait au seigneur ¹.

En plus de la taille, de la commande et de la corvée, les serfs étaient encore généralement astreints à quelques redevances accessoires, entre autres la poule de coutume et le droit de guet, qui s'élevait seulement à quelques deniers par feu ².

Le servage, dans la dernière période de son histoire, comme au moyen âge, entraînait en plus de l'obligation d'acquitter certaines redevances encore lourdes et onéreuses, des incapacités d'une nature toute spéciale.

Des progrès importants s'étaient cependant réalisés et la capacité juridique des serfs avait insensiblement reçu une extension qu'elle ne possédait pas à l'origine. Aucune Coutume du seizième siècle ne consacre cette règle ancienne qui frappait de suspicion le témoignage rendu en justice par les serfs, et il semble qu'à cette époque, ceux-ci possédaient tout droit d'actionner leur seigneur lui-même devant les tribunaux. Par contre, ils restaient encore dans une certaine mesure soumis au formariage.

En principe, les serfs ne pouvaient épouser une personne d'une condition différente, qu'elle

1. Châteauneuf, articles IV et V.

2. Coutume de Châteauneuf, article VI.

fût bourgeoise ou même serve dépendant d'une autre seigneurie, sans le congé de leur seigneur. Cette prohibition n'était pas tombée en désuétude au xvi^e siècle, ainsi qu'en témoigne la coutume de Châteaumeillant ¹, mais elle avait assurément perdu de sa généralité. Au Châtelet, les serfs jouissaient de la faculté de se marier librement à qui bon leur semblait, sans qu'il leur fût nécessaire de se pourvoir d'aucune autorisation ². Et on ne voit pas que les coutumes de Châteauneuf, Linières, Rezay et Graçay se fussent montrées plus exigeantes ³.

Il semble au contraire que la défense faite aux serfs d'entrer dans les Ordres sans la permission du seigneur s'était maintenue : « Ne peuvent lesdicts hommes serfs, dit la Coutume du Châtelet, tant ceux de madame que autres ayans hommes serfs prendre tonsure cléricalle sans le congé et licence dudict seigneur duquel ils sont hommes serfs ; et s'ils font le contraire sont tenus de l'intérêt du seigneur, et donner un subrogé pour servir ledict seigneur des droits qui sont et estoient tenus envers ledict seigneur ⁴. » La même prohibition est reproduite par les Coutumes de Châteaumeillant et de Graçay ⁵.

1. Coutume de Châteaumeillant, article XXI.

2. Coutume du Châtelet, article VII.

3. Voir coutumes de Linières, articles IV ; Rezay, article VIII.

4. Coutume du Châtelet, article VII.

5. Coutume de Châteaumeillant, article XX.

« Ne peuvent lesdits hommes et femmes serfs faire bailler

Il nous reste à voir les restrictions qui diminuaient encore la capacité juridique des serfs au point de vue de leurs droits patrimoniaux, ou en d'autres termes, à étudier les caractères essentiels de la mainmorte pendant les trois derniers siècles de l'ancien régime.

La condition des serfs de la seigneurie de Graçay ayant été décrite sur ce point spécial au chapitre précédent, nous nous bornerons actuellement à passer rapidement en revue les renseignements que nous fournissent les Coutumes du Châtelet, de Châteauneuf, Châteaumeillant, Linières, Rezay et Nançay.

La mortaille s'appliquait à tous les biens meubles et immeubles des serfs et donnait au seigneur le droit de les recueillir intégralement lorsque leurs détenteurs mouraient sans descendants ou autres parents vivant en communauté avec eux ¹. Dans le cas contraire, le patrimoine entier des décédés revenait à leurs héritiers naturels. Pour permettre aux serfs de se succéder entre eux, trois conditions étaient donc nécessairement requises : 1° la qualité de parents au degré successible ; 2° celle de serfs d'un même seigneur ; 3° la communauté de vie et de biens avec le de cujus au jour de son

couronne de clercs à leurs enfants sans la permission desdicts seigneurs. » (Coutume de Graçay, article 9.)

1. Le Châtelet, articles III et XI ; Châteauneuf, titre I, article VII, et titre II, article XXIII ; Châteaumeillant, article XVII ; Linières, articles I et V ; Rezay, article IV ; Nançay, article VI.

décès¹. Lorsqu'un serf mourait laissant un parent plus proche et non commun et un parent plus éloigné mais commun avec lui, c'était le plus éloigné, dont la présence suffisait pour mettre obstacle à l'exercice du droit du seigneur, qui recueillait ses biens, à condition qu'il fût parent à un degré successible². En somme la communauté taisible demeurait la base essentielle du droit de succession dont jouissaient les serfs, et pour qu'elle pût produire effet, l'observation d'une réglementation étroite était encore indispensable. La vie commune entre membres d'une même famille fournissait d'ailleurs une sorte de présomption légale de l'existence entre eux de la communauté de biens. Cette présomption pouvait être détruite par la preuve contraire, mais en fait l'indivision des biens était une conséquence presque nécessaire de la vie commune.

Entre parents et enfants ces sortes de communautés se formaient d'elles-mêmes et sans qu'aucune autorisation du seigneur fût nécessaire. Elles pouvaient devenir très nombreuses lorsque, après la mort des parents, les frères et sœurs conservaient la maison paternelle pour domicile, vivant à frais communs, sans faire de partage de

1. Les serfs peuvent succéder à leurs parents bourgeois, mais un bourgeois ne peut succéder à son parent serf à moins qu'à l'heure du décès de ce dernier il ne soit demeurant en biens avec lui et qu'il consente à devenir lui-même serf. Lignières, article III ; Rezay, article v.

2. LA THAUMASSIÈRE. *Coutumes locales*, op. cit., p. 11 et 12.

biens. Pour qu'il y eût réellement communauté capable de produire des effets juridiques, il fallait que les communistes vécussent sous le même toit et au même feu, ne formant qu'un seul ménage. « Quand lesdicts hommes et femmes serfs tiennent et font leur chateau à part les uns des autres par an et jour, sans faire autre partage de biens, combien qu'ils soient demeurans sous un faîts de maison, ils sont tenus et censés partis et divis et ne peuvent succéder les uns aux autres¹. » Cependant, par une faveur particulière, mais absolument juste il est vrai, les enfants n'étaient pas considérés comme séparés de leurs parents, s'ils avaient quitté la demeure familiale pour l'école, ou encore afin de faire l'apprentissage de quelque métier, ou même s'ils étaient en service en dehors².

Si l'un des membres de la société taisible avait pris depuis un an et un jour domicile distinct, la communauté était réputée dissoute à son égard³. Il ne pouvait plus prétendre à hériter

1. Coutume de Châteaumeillant, article xxvii ; voir aussi Coutume du Châtelet, article xv.

2. Coutumes de Châteauneuf, titre II, article xxiii ; Linières, article 1 ; Rezay, article iv.

3. « S'il advient que aucun fils ou fille, ou aucuns autres personnages d'une communeauté, par quelque cause que ce soit, se sépare et degette de l'hostel et communeauté susdite, et qu'il fasse demeurance, tenant feu et lieu séparé, et à part des autres de ladicte communeauté, par séparation ou partage des biens du tout ou de partie, jamais ne se pourra rassembler en ladicte communauté, sans le congé et permission du seigneur et n'aura aucuns biens qu'il puisse demander en ladicte communauté par

des autres, pas plus que ceux-ci ne pouvaient hériter de lui. Cette question ne saurait faire aucun doute et l'on doit même se demander si, par le simple fait du départ de l'un des communistes, la communauté ne se trouvait pas de plein droit dissoute à l'égard de tous. Telle était, assurément, la règle ancienne, mais dès les ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, elle avait cessé d'être uniformément suivie. En ce qui concerne le Berry, les Coutumes du ^{xvi}^e siècle ne se prononcent pas d'une manière certaine, mais nous inclinerions à penser que la société subsistait avec toutes ses conséquences juridiques entre ceux qui avaient continué à vivre ensemble. Lorsqu'une communauté avait été dissoute, il fallait la permission du seigneur pour la reformer. Cette permission, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, n'était pas nécessaire pour la constitution de communautés qui se formaient naturellement, comme celle d'un père avec ses enfants, puisque forcément ceux-ci dès leur naissance partageaient la vie de leurs parents. En était-il de même lorsque des serfs, en l'absence de toute société antérieure, voulaient fonder entre eux une communauté taissable ? La Coutume du Châtelet autorise formellement, et sans qu'aucune permission soit nécessaire, la constitution de sem-

droit de partage, ou soy porter héritier, que ceux qui luy seront escheus ou escheront jusques à fin dudit partage. » (Coutume du Châtelet, article ^{xiv} ; voir aussi Coutume de Châteauneuf, titre II, article ^{xxi}.)

blables sociétés entre serfs de même condition¹. Au contraire, celle de Linières semble exiger l'autorisation préalable du seigneur lorsque tous les biens, y compris les héritages des associés, devaient être mis en commun². Quant aux autres Coutumes, elles sont muettes sur cette question et nous croyons devoir en conclure que les communautés taisibles pouvaient librement se constituer entre serfs d'un même seigneur. D'ailleurs, les serfs même communs ne pouvaient se succéder entre eux qu'autant que les autres conditions exigées à cet effet se trouvaient réalisées.

La Coutume du Châtelet consacre une importante dérogation au principe qui faisait de la vie commune la base du régime des successions serviles, en décidant que, lorsqu'un serf ayant encore son père ou sa mère mourait sans héritiers capables de recueillir sa succession, ses héritages seulement reviendraient au seigneur, ses meubles étant réservés à ses ascendants³. Ce

1. « Et se peuvent lesdicts hommes et femmes serfs marier à qui bon leur semble... ; mais ne peuvent faire assemblément au préjudice de leur seigneur, s'ils ne sont d'une mesme condition estans à un seigneur. » (Coutume du Châtelet, article VIII.)

2. « ... les hommes ou femmes serfs ne se peuvent assembler en communauté les uns avec les autres en héritages au préjudice de mondict seigneur ou de sesdicts vasseurs leurs seigneurs et sans leur congé et vouloir ; mais bien se peuvent assembler en tous meubles et conquests sans le congé. » (Coutume de Linières, article IV.)

3. « Quant aucun enfant est homme ou femme serf decedde et sans délaisser aucun héritier plus habile à luy succéder que

texte statue évidemment pour le cas où le de cujus et ses père ou mère n'étaient plus en communauté au temps de la mort. Le fait pour eux de recueillir dans ces conditions les meubles de leur fils ou fille décédé était donc une faveur, et marquait une étape nouvelle dans la voie de l'assimilation des serfs aux hommes libres. Aussi méritait-il d'être signalé en faisant cependant observer qu'il s'agit là d'une règle spéciale à la Coutume du Châtelet.

Pour sauvegarder le droit de mainmorte des seigneurs, il était interdit aux serfs de faire aucune aliénation de leurs biens à titre gratuit soit entre vifs, soit à cause de mort, au profit de qui que ce fût, même par contrat de mariage¹. En principe, cette prohibition générale s'appliquait aux meubles comme aux immeubles, mais par rapport aux meubles, elle pouvait en pratique s'é luder facilement. Et si quelques Coutumes réservent leurs dispositions restrictives pour les « héritages », c'est sans doute pour ce simple motif. L'incapacité qui frappait les serfs n'était d'ailleurs pas absolue. Etablie pour mettre obstacle à l'exécution de tout acte capable de porter préjudice au seigneur, c'est à lui seul

son seigneur et il a père ou mère le survivant, le seigneur sera héritier des héritages et les père et mère seront héritiers des biens meubles. » (Coutume du Châtelet, article XIII.)

1. Coutumes du Châtelet, article IX ; de Châteauneuf, titre I article IX, titre II article XXI ; Reza y, article VI.

qu'il appartenait de s'en prévaloir¹. Quant aux aliénations d'immeubles à titre onéreux, elles ne pouvaient en principe se faire qu'entre serfs d'une même seigneurie. Il en était de même pour la constitution d'une hypothèque ou d'une charge quelconque. Si, malgré cette défense, quelque contrat, une vente par exemple, avait été conclu au profit d'un bourgeois, deux voies de recours étaient ouvertes au seigneur. Il pouvait dans un délai de quarante jours prendre lui-même possession de l'immeuble aliéné après avoir remboursé à l'acquéreur son prix d'achat ; ou bien faire sommation à l'acquéreur de transmettre cet immeuble dans le délai d'un an à quelque serf de la seigneurie, et s'en emparer sans paiement d'aucune sorte, si cette sommation était restée sans effet². Il faut d'ailleurs reconnaître que la prohibition faite aux serfs d'échanger ou de vendre leurs immeubles à d'autres qu'à des hommes de leur condition n'avait pas conservé sa rigueur primitive. Elle tendait évidemment à se restreindre aux immeubles parvenus à leurs détenteurs par droit successoral. Cette règle est consacrée par la Coutume de Châteauneuf au profit des bourgeois

1. LA THAUMASSIÈRE, *Coutumes locales*, op. cit., p. 8 et Coutume du Châtelet, article IX.

2. Coutumes du Châtelet, article IX ; Châteauneuf, titre I, article IX et titre II, article XXIV ; Châteaumeillant, article VI et XIX ; Linières, article VII et VIII ; Rezay, article VII ; Nançay, article VII.

de cette ville ¹, et il semble résulter de la Coutume du Châtelet que les bourgeois de la Preugne jouissaient de privilèges encore plus étendus ².

A part les restrictions fort importantes il est vrai que nous venons d'énumérer, et les tailles ou cens dont ils étaient en outre tenus, les serfs se trouvaient placés dans la situation de véritables propriétaires. Il est absolument certain qu'au xvi^e siècle et à plus forte raison plus tard, aucun seigneur n'avait le droit de s'emparer arbitrairement des terres possédées par ses hommes, soit à titre de tenure servile, soit en censive.

La condition des serfs, telle qu'elle vient d'être décrite au moyen des renseignements fournis par les Coutumes, était susceptible de recevoir certaines modifications par suite d'accords intervenus entre les intéressés et leur seigneur, connus sous le nom d'abonnements. Le serf bénéficiaire de l'un de ces contrats prenait alors le nom d'abonné. Les obligations de chaque abonné différaient avec la convention qui les avait réglées, mais on se fera une idée générale de ce qu'elles pouvaient être lorsque l'on

1. « Ceux d'icelle bourgeoisie ne pourront achepter ne acquérir desdicts hommes taillables et mortuables bastimens ne autres immeubles qui seroient advenus auxdicts hommes par droict successif, et qui leur adviendront par après : Toutefois est permis ausdicts bourgeois d'achepter et acquérir desdicts hommes, les bastimens, edifices, ou autres immeubles acquis par lesdicts hommes. » (Coutume de Châteauneuf, titre II, article XIII.)

2. Coutume du Châtelet, article XXIX.

saura que le principal objet de ces sortes de contrats était de déterminer, d'une manière fixe et invariable pour l'avenir, la quotité et le taux des prestations annuelles (en particulier de la taille et de la corvée) dues par le serf à son seigneur¹. L'abonné ne cessait pas d'être tenu de la taille aux quatre cas, de même que tous les serfs et les roturiers de sa seigneurie.

En somme l'abonnement et l'affranchissement offrent de nombreux points de ressemblance, à tel point que ces deux expressions sont quelquefois employées comme synonymes. Les chartes de franchise pouvaient être conçues dans un esprit plus ou moins libéral et il faut bien reconnaître qu'entre certaines d'entre elles et un acte constitutif de servitude abonnée, il est quelquefois difficile d'établir une distinction bien nette. Il est cependant un point sur lequel ces actes doivent nécessairement se différencier : en principe, les serfs même abonnés étaient mortallables², tandis que les affranchis cessaient d'être soumis à cette incapacité. La mortaille pouvait d'ailleurs s'abonner comme la taille et la corvée, c'est-à-dire

1. « Les serfs abonnés sont et demeurent quittes de la taille servile à volonté raisonnable seulement, ou de la taille servile, bian et charroy ensemble, ou aussi de la géline de coutume, selon qu'il est accordé par le titre d'abonnage ». (Coutume de Châteauneuf, titre I, article XI.)

2. « Les serfs abonnés sont sujets à mortaille et ne sont affranchis des autres droits de servitude qu'autant que cela est exprimé dans le titre d'abonnage ». (Coutume de Châteauneuf, titre I, article XII.)

qu'il pouvait être stipulé dans le contrat constitutif de l'abonnement, qu'au décès du bénéficiaire de ce contrat et de ses descendants une somme fixe serait toujours payée au seigneur, mais que par contre leur succession, diminuée il est vrai de cette sorte de taxe, serait toujours dévolue à leurs héritiers naturels. Le plus souvent l'abonnement portait seulement sur les prestations annuelles dues par les serfs et ne modifiait pas le droit de mainmorte reconnu au seigneur par les usages locaux. En 1605 « Michel Coueffier, Guillaume et Symonne Coueffier, ses enfants » reconnaissent être « entièrement gens serfs de ladicte baronnie dudict Linières, mortailables comme les autres gens serfs de la baronie, abonnés à la somme de cinq solz tournoys par chacun an pour ladicte taille et sujets à cause de ladicte servitude à faire quatre harbans par chacun an avec leurs bœufs et charrettes s'ils en ont synon à bras pour les affaires desdicts seigneur et dame, à la manière des autres gens serfs lorsqu'ils en seront semons¹ ».

Il serait difficile d'assigner une date précise aux origines de la servitude abonnée, mais on peut affirmer que cette variété du servage était commune au xvi^e siècle dans toute la province du Berry et sa création antérieure à cette époque.

A la fin de l'ancien régime, le servage avait

1. Terrier de la seigneurie de Linières. Archives du Cher, E 863.

donc conservé une existence indiscutable dans les seigneuries de Châteauneuf, du Châtelet, de Lignièrès, Rezay, Culan, Châteaumeillant et Sainte-Sevère. Dans toute la région ainsi formée, sauf à Thevé que sa coutume locale déclare pays de liberté, le servage subsistait avec le caractère personnel alors que dans un pays voisin, la Marche, la mainmorte réelle avait dès le xvi^e siècle succédé à la servitude de corps ¹. Là même où elle avait persisté plus complètement qu'ailleurs, la servitude s'était cependant adoucie. Pour les hommes non abonnés, l'usage avait rendu les prestations à peu près fixes et relativement modérées. Entre les redevances des serfs et celles des roturiers, il n'existait pas à l'avantage de ces derniers une différence aussi marquée que l'on serait porté à le croire. Assurément la taille était plus onéreuse que le cens et les corvées exigibles des serfs plus nombreuses que celles des paysans libres ², mais c'est surtout par la mainmorte que le servage restait une condition rigoureuse. Si, pratiquement, les serfs avaient à peu

1. AUTORDE, Le servage dans la Marche depuis la publication de la Coutume jusqu'à la Révolution. *Mémoires de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*. 2^e série, tome II, années 1891-1892.

2. « Plus est deu à ladicte seigneurie environ quatre cent charrois à quatre beufz, tant par les gens serfs d'icelle seigneurie qui doivent les charroys quant à ceulx qui ont quatre beufz tous les moys et ceux qui n'ont que deux beufz la doivent tous les quinze jours et aussy pour les abonnés et affranchis qui doivent chascun six charrois l'un de soleil en soleil ». (Aveu et dénombrement de la seigneurie de Culant. Archives du Cher, E 631.)

près complètement acquis la libre disposition de leurs meubles, en principe, ils étaient encore mortuaires en tous biens, et en fait leur patrimoine, lorsqu'ils en avaient un, ne se composait guère que d'immeubles. Si là encore quelques adoucissements au droit primitif étaient intervenus, la communauté entre membres d'une même famille demeurait indispensable pour que la transmission de ces immeubles pût s'effectuer d'une génération à l'autre.

Les Coutumes locales de Graçay et de Nancay, seigneuries situées à une autre extrémité de la province, attestent encore la persistance du servage et des constatations analogues ont déjà été faites sur bien d'autres points de la province. Il suffira de rappeler en passant que les seigneurs de Saint-Georges-sur-la-Prée (près Vierzon) possédaient encore, en l'année 1620, environ cent soixante hommes soumis à un servage bien caractérisé¹. Cet ensemble de faits doit-il permettre de conclure que dans tout le Berry, ou plutôt dans la majeure partie du Berry, restée comme nous l'avons vu pays de servitude, la réalité s'était au même degré maintenue d'accord avec le principe ? Il ne le semble pas.

La Coutume « de la ville et chastellenie d'Yssoudun », qui d'ailleurs frappe les serfs des char-

1. TAUSSEY. Vierzon et ses environs. *Mémoires de la Société historique, littéraire, artistique et scientifique du Cher*. 4^e série. 12^e volume, année 1897, p. 147 à 162.

ges et des incapacités habituelles, contient cependant quelques dispositions appelées à restreindre le nombre des mainmortables dans cette région ¹. La châteltenie d'Issoudun faisait partie du domaine royal, et dans l'article x de la Coutume il est dit que « tous les serfs du roi demourans en la justice foncière d'Yssouldun et ailleurs en ladicte chastellenie se peuvent faire francs et bourgeois du roy, toutesfoys et quantes que bon leur semblera en payant ung septier d'avoyne pour l'entrée, et chascun an ung autre septier tant qu'ils voudront demourer en ladicte bourgeoisie aux vénérables doyen et chapitre de la chapelle Taille-Fer, et se peuvent mettre hors ladicte bourgeoisie quant bon leur semble, en payant ausdits vénérables ung autre sextier d'avoyne pour l'yssüe ² ». Plus loin il est spécifié « que tous les hommes du roy demourans en ladicte chastellenie d'Yssouldun peuvent estre clerks tonsurés sans l'assens ou congié dudict seigneur et sont francs par ce moyen et peuvent tester et disposer de leurs biens par donation *causa mortis* ou autrement ³ ». Ces deux moyens, en somme faciles, d'acquérir la franchise ne pouvaient d'ailleurs supprimer entièrement le servage dans la châteltenie d'Issoudun. Cette terre

1. Coutume d'Issoudun. LA THAUMASSIÈRE. *Coutumes locales*, op. cit., p. 369 à 372.

2. *Ibid.*, article x.

3. Coutume d'Issoudun, titre des servitudes, article xii.

comprenait en effet un certain nombre de seigneuries vassales et les faveurs accordées par le roi à ses propres serfs n'étaient pas applicables à ceux de ses vassaux.

Une Coutume, ou plutôt un projet de Coutume de Chéry, daté du 18 août 1534, représente la servitude comme tombée en désuétude. Qu'on en juge par l'article suivant : « Et quant aux coutumes concernant le droit de servitude, les sujets disent qu'ils sont francs de toute taille et mortaille envers mesdicts seigneurs et qu'ils sont seulement sujets payer les cens et rentes qu'ils doivent à mesdicts seigneurs à cause des héritages qu'ils tiennent d'eux¹ ». Peut-être cependant ne faut-il pas attacher trop d'importance à ce texte, car il se trouve partiellement démenti par celui-ci qui le précède : « Quant au droict de mortaille dient les seigneurs qu'ils ont droict de gage quand le principal de la maison decedde avec hoirs capables à luy succéder de prendre legage qui est la principale robbe² ». De plus, une mention du registre capitulaire du Chapitre Saint-Etienne de Bourges vient corroborer cet article³.

1 et 2. Coutume de Chéry. Archives du Cher. Chapitre Saint-Etienne, G 266.

3. « Super successione bonorum quorundam hominum serve condicionis dominorum apud Cheriaceum, Veu et Vohet nuper defunctorum, commiserunt dominum Gognon ad faciendum comoditatem ecclesie ». Archives du Cher. Registre capitulaire de Saint-Etienne de Bourges. 1530, f° 186, v°.

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'on relève sur différents points de la province des faits qui semblent témoigner d'un relâchement des liens de la servitude. En voici un exemple : le procureur du baron de Châteauroux avait assigné devant le juge de cette justice seigneuriale un certain Anthoine Pellisson, laboureur demeurant au village des Lineroux, paroisse de Luant. Il demandait que ce dernier fût condamné à s'acquitter d'une redevance annuelle due par lui au seigneur de Châteauroux, à raison d'héritages sis aux Lineroux qu'il détenait en qualité d'homme serf de ce seigneur. Les conclusions déposées par le procureur tendaient en outre à ce que Pellisson fût condamné à reconnaître formellement sa servitude. Le défendeur, de son côté, reconnaissait bien être débiteur de la redevance spécifiée, mais en qualité de censitaire et non de serf, et revendiquait sa qualité d'homme franc. Le juge de Châteauroux ayant condamné Pellisson à payer « ladicte rente de son consentement et non comme homme serf et au surplus lesdictes parties » ayant « esté appointées à oyr droict et » étant « en voye de faire plusieurs fraiz et mysés », elles se décident à clore leur différent par une transaction du 2 décembre 1549. Pellisson est « manumys, affranchy et abonné par manière d'abonnage », lui « ses enfans et les enfans de ses enfans descendans de luy en droicte ligne nays et à naistre tant masles que femelles, leur

sequelle et postérité, leurs domestiques et familles estant de l'estat et condiction que dessus à toujours mais et apperpétuel de tout jou et lien de servitude » moyennant quatre écus soleil qu'il s'est engagé à verser au baron de Châteauroux. En plus de cette somme une fois donnée, le seigneur se réserve une redevance de « deux sols six deniers tournoys par chascun an payable par ledict Pellisson seddictz enfans et enfans desdictz enfans et domestiques jusqu'à infiny tant masles que femelles chefs d'hostels tenant feu et lieu rendu conduit au lieu et chastel du Parc » et en outre « à la mort decès et trespas d'ung chascun chef d'hostel tant masles que femelles tenans feu et lieu la somme de dix sols tournoys et cinq solz tournoys pour le gage dudict deceddé, payables par ses héritiers incontinent après son decès et trespas rendu conduit audict lieu du Parc, et aussi sauf et excepté droict d'escheoiste à déffault d'hoirs descendans de leurs corps en droicte ligne¹ ». Enfin Pellisson restait tenu des cens et rentes afférents à ses héritages.

Il est facile de se convaincre qu'en dépit des termes employés, cette transaction contient non pas un affranchissement, mais une simple constitution de servitude abonnée. D'autre part, le juge de la baronnie de Châteauroux ayant semblé

1. Transaction du 2 décembre 1549. Archives particulières.

reconnaître dans une certaine mesure le bien fondé des allégations de Pellisson, on se demande comment celui-ci, s'il avait eu réellement la qualité d'homme libre, eût pu consentir à transiger de cette manière. Il paraît plus probable que Pellisson était serf, mais que l'on avait négligé depuis longtemps d'exiger de lui l'exécution complète des devoirs de sa condition, d'où difficulté de fournir la preuve de sa servitude. La transaction de 1549 aurait ainsi son explication.

Sans conclure du particulier au général, n'est-il pas permis de voir en ce fait l'indice d'un mouvement de décadence du servage ? Dès le xvi^e siècle, le même village de Ligneroux était peuplé de petits propriétaires. Les terres payaient seulement un cens à la seigneurie de Châteauroux, et dans plusieurs¹ actes de partage intervenus au xvii^e siècle entre les descendants des contemporains de Pellisson, et conservés jusqu'à nos jours, il n'est jamais question de servitude.

En 1535, Germaine Bertheau, épouse de Mathurin Moreau, laboureur en la terre de Fontgoin¹, « de l'auctorité dudit Moreau », confessait être femme du seigneur de Fontgoin à douze deniers de « corsaige et cinq sols ou la robe à la mort », au choix dudit seigneur. Même

1. Département de l'Indre, environs d'Argenton.

déclaration était faite par un autre laboureur, François Collet.

En 1619, Charles de Pierre Buffière, dans un aveu et dénombrement pour sa seigneurie de Prunget, reconnaissait avoir comme abonnés au bourg de Prunget, François la Luque, François Guyot, la veuve Foucquet, la veuve Beaumembre, Jean Chesneau, André Joubert, Isabeau Baronnet et Berthommier Picquaud ; au bourg de Tendu, Pierre Basset, Pierre de Lesquillon, Vincent Raffin etc. ; et aux Gabards, plusieurs autres hommes.

Un aveu et dénombrement de l'année 1628 fourni au seigneur de Prunget par demoiselle de Mallivault, pour sa seigneurie de Fontgoïn près de Tendu, donne une énumération de tenanciers avec l'indication des redevances auxquelles ils étaient astreints. Un certain Moreau doit par an vingt-huit sols tournoys, dix boisseaux de seigle, trois boisseaux de froment, trente-cinq boisseaux d'avoine, un chapon, etc., plus cinq sous pour le droit d'abonnement et pour le droit de mortaille cinq sous ou le gage du décédé. Marc Alaperrine doit par an quatre boisseaux de seigle, quinze boisseaux d'avoine, trois chapons, deux poules, un oison, une perdrix, une bécasse, une livre de cire et la somme de dix-huit sous, cinq sous d'abonnement et pour la mortaille cinq sous ou le gage du décédé. Ces cinq sous d'abonnement et cinq

sous de mortaille sont encore dus, en plus de leurs autres prestations en grains et en argent, par Thomas Luthon, Vincent Robin, Sylvain Brunet, la veuve Gilles Douin, Mathurin Douin, les hoirs d'Etienne Dupuis, les hoirs Berton, Julien Besce, les hoirs Tourteau et Vincent Biochon. Ce sont des vestiges d'une servitude anciennement plus complète et réduite à peu de chose, ainsi que le démontre la comparaison de ces sommes peu élevées avec l'importance des autres redevances qui ne peuvent être que des cens ou des rentes ¹.

En résumé, ces divers documents font connaître une région dans laquelle le servage avait très généralement pris dès le seizième siècle la forme abonnée, devenant en outre fort léger. La mortaille, qui, comme nous l'avons vu, constituait à peu près seule tout le poids du servage, se réduisait en effet à l'obligation pour les héritiers du décédé de remettre au seigneur le gage du défunt, c'est-à-dire quelque objet lui ayant appartenu, ordinairement sa meilleure robe, ou en échange une petite somme telle que cinq sous tournois.

Quoique la preuve absolue en soit presque impossible à fournir, il faut même admettre que, sur des territoires où la servitude existait encore au xvi^e siècle, quelques seigneurs, par générosité

1. Archives de l'Indre, E. 26.

ou par négligence, lui permirent de s'éteindre dans la suite, sans qu'aucune déclaration expresse ait été faite par eux à cet égard, et simplement en laissant périmer par non-usage les droits dont ils auraient pu se prévaloir. Ce fait s'était produit dès la fin du ^{xvii}^e siècle pour l'abbaye de Charenton ¹, qui possédait des serfs à l'époque de la rédaction des Coutumes.

Là même où le servage s'était le plus complètement maintenu, le nombre des serfs ne cessa jamais de se restreindre, et cela pour différentes causes. Tout d'abord, les affranchissements individuels, à défaut d'affranchissements collectifs devenus très rares dès la fin du ^{xv}^e siècle, furent usités jusqu'à l'abolition du servage. Dans tous les temps, des seigneurs firent des concessions de ce genre soit à titre purement gratuit, soit moyennant un paiement plus ou moins déguisé. On peut citer à titre d'exemple une vingtaine environ d'actes de cette nature accordés par des seigneurs de Culan à un nombre égal d'individus ou de familles et dont les dates s'échelonnent entre les années 1534 et 1599².

Dans des seigneuries, telles que celles de Lignièrès et du Châtelet ³ où, les mariages étant

1. Archives du Cher, fonds de l'abbaye de Charenton.

2. Inventaire des tiltres des seigneuries de Cullant, Préveranges et leurs deppendances. Archives du Cher, E 700.

3. Voir Coutume du Châtelet, article ^{xxiii}.

permis entre serfs et francs, ces sortes d'unions engendraient des demi-serfs, des quart-serfs, etc., il pouvait arriver, avec une nouvelle infusion de sang libre à chaque génération, que les descendants ne fussent plus exploitables des devoirs de servitude parce qu'ils ne s'y rattachaient plus que par un lien trop faible. Enfin, le droit de suite étant devenu moins complet et moins rigoureux, en même temps que le développement du commerce et de l'industrie commençait déjà à attirer les paysans vers les villes, une nouvelle cause de décroissance du servage se développait. Il ne faudrait pas cependant en exagérer l'importance. Un lien puissant rattachait alors le serf à sa seigneurie : la terre qu'il y possédait, et que son désir était de faire encore plus sienne.

Pour terminer cette étude du servage pendant les trois derniers siècles de la monarchie, il est nécessaire d'insister sur la prospérité dont jouissaient bon nombre de serfs. Sans doute, il en était parmi eux de tout à fait misérables, comme ce François Pinon, « pauvre homme, mandiant du village de la Forest-Vieille » qui, en janvier 1620, demandait l'affranchissement et offrait en échange « payer par chascun an à Monseigneur cinq sols, lesquels il consent estre constitués ès cens sur tous et chascun les héritaiges que luy et les siens pourront avoir et pocedder à

l'advenir ¹ » ; mais ce n'est là qu'un fait isolé. La contre-partie en est fournie par l'exemple des trois frères Thorinat, serfs de la seigneurie de Culan, qui, ayant formulé à la même époque une demande d'affranchissement accompagnée d'un état de « leurs héritages », montrent qu'ils possédaient alors, outre plusieurs maisons, une centaine de boisselées de terres, prés ou bois, tant en censives qu'en tenures serviles ². Leur aisance pourrait être enviée par bien des paysans d'aujourd'hui. Entre ces deux extrêmes se place la majorité des serfs, propriétaires pour la plupart de la maison qu'ils habitaient et de quelques pièces de terre ³.

1 et 2. État de serfs de la seigneurie de Culan demandant à être affranchis, 1620. Archives du Cher, E 637. Voir ci-après la pièce justificative n° IX.

3. Terrier de la seigneurie de Lignièrès. Archives du Cher, E 863. TAUSSEERAT, *op. cit.*

VII. — CONCLUSION

L'ABOLITION DU SERVAGE

Si l'on considère le chemin parcouru par les serfs depuis les origines de la société féodale jusqu'à la rédaction des Coutumes du xvi^e siècle, on acquiert la conviction qu'avec le temps le servage se serait éteint sans qu'il fût nécessaire de prononcer son abolition formelle. De même que nos anciennes coutumes avaient progressivement transformé en serf l'esclave des temps barbares, le mortuaire du xvi^e siècle serait devenu un petit propriétaire libre sous l'influence du progrès toujours continu des institutions et des mœurs. La nuit du 4 Août n'a fait que précipiter un mouvement trop lent à se prononcer.

Il faut bien reconnaître, en effet, que si les serfs avaient vu leur condition s'améliorer au point d'être devenus des tenanciers quasi-propriétaires, les charges et les incapacités anciennes qui pesaient encore sur eux ne leur semblaient pas moins gênantes que par le passé. Le contraire même serait plutôt l'expression de la vérité.

Si la taille et la corvée dont étaient redevables les hommes soumis au servage personnel représentaient, pour leur plus importante partie, le prix de la jouissance d'une terre concédée par le seigneur sans autre paiement en échange, elles avaient encore un autre caractère. Comme toutes les incapacités, toutes les obligations distinctives de cette condition, elles étaient les vestiges d'un état de servitude jadis plus étendu. Tant que le serf se souvint de son ancien esclavage, il fut heureux ; mais au dix-huitième siècle, il est bien certain que ce souvenir n'existait plus. Même la prestation représentative de la jouissance de sa tenure servile, bien qu'elle fût en principe absolument juste, paraissait abusive au tenancier. La concession de terre, dans la plupart des cas, remontait si loin dans le passé que le serf en avait perdu toute mémoire et qu'il se considérait comme le véritable propriétaire du sol que lui et ses ancêtres avaient cultivé depuis longtemps.

Quant à la mainmorte, inégalement rigoureuse il est vrai, puisqu'elle s'appliquait tantôt à tous les biens du serf, tantôt à ses tenures serviles seulement, elle semblait aux assujettis plus gênante encore. Elle avait eu sans doute jusqu'à un certain point une heureuse influence sociale en développant les communautés taisibles et en attachant plus fortement les paysans à la terre, mais c'était là une raison insuffisante pour en

rendre le maintien légitime. Bien que leur incapacité fût moins complète que par le passé, cette impossibilité qu'avaient les serfs de transmettre leur succession à leurs enfants lorsqu'ils ne vivaient pas en communauté avec eux, devenait plus rigoureuse avec les modifications de la vie économique. En résumé, la liberté de disposer de leurs biens s'imposait pour les serfs et d'autant plus que ces dernières règles restrictives n'étaient plus en rapport avec les développements qu'avait reçus par ailleurs leur personnalité juridique.

Une autre raison militait encore en faveur de la suppression du servage, c'est qu'il n'avait persisté que dans quelques provinces. Partout ailleurs en France, la liberté civile était générale et parfaitement établie. Aux états de Blois, en 1576, le tiers état avait demandé l'abolition de la servitude personnelle, et le même vœu avait été reproduit sans plus de résultat aux états généraux de 1614. Vers la fin du dix-huitième siècle, à l'occasion du célèbre plaidoyer de Voltaire en faveur des serfs du chapitre de Saint-Claude, l'opinion publique fut saisie de cette question du servage. Louis XVI par son édit de 1779 s'efforça de donner dans la mesure du possible satisfaction au vœu général. C'était la seconde mesure de ce genre prise par le pouvoir royal, mais Louis le Hutin en affranchissant les serfs de son domaine privé avait agi dans un but auquel tout

intérêt fiscal n'était pas étranger, et ses lettres de 1315 ne sauraient être comparées avec l'acte de Louis XVI, uniquement inspiré par des intentions libérales.

Après avoir déclaré que, l'état des finances ne lui permettant pas de racheter le droit de servage aux mains des seigneurs qui en jouissaient encore, il était retenu par les égards qu'il aurait toujours dans tous les temps pour les lois de la propriété et ne pouvait abolir purement et simplement la servitude dans toute la France, le roi affranchissait complètement et sans indemnité tous les serfs des domaines de la couronne. Les tenures serviles étaient transformées en censives « chargées d'un sol de cens par arpent, ledit cens emportant lods et ventes ». De plus, la servitude personnelle était abolie pour tous les serfs qui existeraient encore en France par l'article 6 de l'édit : « Le droit de suite sur les mainmortables demeurera éteint et supprimé dans tout notre royaume, dès que le serf ou mainmortable aura acquis un véritable domicile dans un lieu franc ; voulons qu'alors il devienne franc à l'égard de sa personne, de ses meubles et même de ses immeubles, qui ne seraient pas mainmortables par leur situation ou par des titres particuliers ». Enfin, le roi invitait les seigneurs à suivre son exemple à l'égard de leurs serfs et,

pour ces affranchissements, il renonçait à tout droit¹.

Ce vœu de Louis XVI fut peu entendu, et c'est dans la nuit du 4 Août 1789 que fut décrétée par la Constituante, en même temps que l'abolition des droits féodaux, la liberté des derniers serfs. Le vote fut ainsi libellé : « L'Assemblée Nationale détruit entièrement le régime féodal et décrète que, dans les droits et devoirs tant féodaux que censuels, ceux qui tiennent à la mainmorte réelle ou personnelle et à la servitude personnelle, et tous ceux qui les représentent sont abolis sans indemnité ».

Le servage avait cessé d'exister en France.

1. VIOLLET, *op. cit.*, p. 326 et 327.

ESMEIN, *op. cit.*, p. 686 à 689.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

*Transaction passée entre Umbaud Chevreau
et les chanoines de Saint-Etienne de Bourges.*

(1155)

Ego Petrus Dei gratia Bituricensis ecclesie archiepiscopus, notum esse volo tam presentibus quam futuris quod contentio que erat inter canonicos beati Stephani et Umbaudum Caprellum de Fonteniaco pro servitio quod ille Umbaudus requirebat in hominibus beati Stephani scilicet Itherio et fratribus ejus Arnaudo et Andrea et Umberto tandem consilio amicorum utriusque partis pacificata est hoc modo : Umbaudus concessit ecclesiæ beati Stephani et canonicis in ea domo servientibus prefatos homines et heredes eorum in perpetuum ita quod, ubicumque habitent, non coget eos ad aliquod servitium quoadusque conjugati sint, vel ad etatem venerint qua debeant matrimonia contrahere. Tunc quoque non exiget ab aliquo eorum

plusquam XII denarios per annum, nec inferet eis aliquam violentiam ad amplius extorquendam. In morte vero eorum si quis obierit sine herede habebit Umbaudus medietatem rerum illius et canonici alteram. Si autem heredem habuerit nichil accipient. Hec ab utraque parte concessa sunt in presentia nostra. Umbaudus etiam concedi fecit ab uxore sua Margarita et filiis suis Sulpicio et Umbaudo. Nos autem, ne contentio renascatur in posterum de his quæ concessa sunt coram nobis, fecimus ea per presens scriptum memorie fidelium commendari et sigilli nostri impressione firmari. Huic rei testes sunt Guillelmus cantor, magister Umbaudus archidiaconus, Bartholomeus archidiaconus, Odo archidiaconus, Gofridus succentor, Petrus sacerdos et canonicus, Radulfus prepositus et canonicus, Constantinus canonicus, Ebrardus canonicus, Elias canonicus, Odo canonicus, Bernardus capellanus de Bangiaco, Radulfus prepositus, Stephanus iudex, Arnulfus Grangiarus, Ragimundus et Arnulfus filii ejus. Actum Bituricis anno ab Incarnatione domini millesimo centesimo quinquagesimo quinto.

(*Archives du Cher. Chapitre Saint-Etienne n° 29 titres incendiés.*)

II

*Don fait au prieuré de Longefont par Beraud de
Dun pour le salut de son âme et de ses parents,
du serf Etienne Paumery, avec son épouse et
tous ses biens. (Vers 1160.)*

Rerum antique gestarum notitia ad humanam
per litteras facillime solet reduci memoriam ea
propter ego Beraudus de Dunio per presens
scriptum presentibus et futuris hominibus fieri
volo manifestum quatenus ego pro amore Dei et
pro salute anime meæ pro redemptione etiam
animarum parentum meorum Stephanum Palme-
rium cum universis heredibus suis et ejus ux-
orem et omnem pariter eorum possessionem Deo
et ecclesie Beate Marie de Longuofonte et
sanctimonialibus ibi Deo nocte dieque servien-
tibus in eorum servicio liberos et immunes per-
henniter tribuo. Hec autem concessio in manu
et in presencia Domini Radulfi Busenciacensis
archidiaconi facta fuit. Hujus rei testes sunt.. etc.

*(Archives de l'Indre, H. 861. Fonds du prieuré de
Longefont.)*

III

*Don par Eudes III, seigneur d'Issoudun,
à l'abbaye de la Prée,
du serf Mainard et de sa femme.
(Vers 1190.)*

In nomine Domini, ego Odo, dominus Exolduni, assensu et voluntate venerabilis matris mee Maltildis, dono et concedo Symoni abbati t fratribus de Pratea, pro salute anime mee et parentum meorum, Mainardum hominem meum de Exolduno et uxorem ejus et omnia que habent, tam in edificiis t possessionibus quam in aliis rebus, tali conditione, quod ipse Mainardus, t uxor ejus omnem fructum rerum suarum expendent in opere de Pratea, excepto victu et vestitu suo, et nichil omnino de rebus suis poterunt alienare a domo de Pratea, nisi per assensum ipsius abbatis de Pratea. Quod si aliqua forte contradictio adversus fratres de Pratea de ipso Mainardo vel uxore ejus sive de rebus suis contigerit, ego per omnia tam ipsum Mainardum quam uxorem ejus, et res suas ad usum et profectum fratrum de Pratea defensabo et manutenebo. Actum apud Prateam, in monasterio novo, in presentia Symonis abbatis et Radulfi prioris, et aliis pluribus monachis de Pratea

presentibus. Interfuerunt etiam huic facto plures nobiles viri, scilicet :

Saverinus, frater Radulfi quondam Domini Exoldunensis, Odo de Lineriis, Radulfus Bosmellus, clericus, Raimundus de Castro novo ; Guido Tornodoro ; Josbertus de Nivernis ; Osmundus ; Odo Barduns, prepositus de Marolio ; Herbelot de Exolduno.

Et, ne factum istud aliquo modo in posterum perturbetur, cartam istam sigilli mei appositione confirmari feci.

(Archives de l'Indre, fonds de l'Abbaye de la Prée, H. 346.)

IV

Affranchissement de deux serfs.

(1394.)

A tous ceulx qui verront ces présentes lectres
Heudes de Chandemi chevalier seigneur de
Boteaux Salut. Sâichent tuit que par plu-
sieurs bons et agréables services que nous ont
fait Guénin de Vauvrette et Perrin de Vauvrette
frères nos hommes serfz et de serve condition et
font de jour en jour et espérons qu'ils nous
feront ou temps avenir dont en aucune manière
par nous ilz n'ont esté recompensés non volens
en aucune manière estre repris du péchié de in-
gratitude pour et en recompensation des choses
dessusdictes et aussy pour et moyennant la
somme de trente èt six escus lesquels nous avons
heuz et receuz des diz frères et desquelz nous
tenons pour bien payés et contens yceulx frères
et chascun d'eulx nez et à naistre avons exempté
quicté franchi mis et ramené perpétuellement et
par ces présentes exemptons, quictons, franchis-
sons metons et ramenons perpetuellement de
leur serve condition oul ils estoient à l'estat de
liberté ingénuité franchise et bourgeoysie avec
tous leurs biens meubles et héritages qu'ilz ont
de présent et pourront avoir ou temps avenir
tout ainsy comme si onques n'eussent esté nez

ne engendrés sers ne en servitude. Et en oultre avons voulu et volons qu'ilz puyssent acquérir a chapter vendre aliéner et faire tout autre fait judiciaire et extrajudiciare comme personnes franches et de franche condition en paiant tant seulement par lesdicts frères chascun an cinq sols tournois c'est assavoir pour chascun d'iceulx frères deux solz six deniers tournois pour le droit de leur franchise liberté et bourgeoysie dès maintenant chascun an à tousjoursmais à nous et nos successeurs seigneurs dudit lieu de Boteaux à chascune feste de Saint Remy et aussy en paiant les rentes, costumes, cens et charges dehues sur leurs dis héritages acquis ou à acquérir et accoustumés de paier d'encieneté sur yceulx. Et si avons volu et volons que lesdis frères et chascun d'iceulx et leurs héritiers descendants de leurs corps nez et à naistre perpétuellement joyssent et usent des privilèges et prérogatives de ladicte franchise, bourgeoysie et liberté et que ils et chascun d'eulx puissent et leur loyse fayre, ordonner et disposer de tous et singuliers leurs biens meubles et immeubles par la forme et manière que bon leur semblera comme personnes franches quictes et exemptes de toute servitude et de toute condition serve en payant toutevoya chascun an à nous et nos successeurs au terme dessusdit les dis cinq sols tournois pour le droit de ladicte bourgeoisie avec toutes les charges cens, rentes et cous-

tumes deues et accoustumées a paier d'ancienneté sur leurs diz héritages que il ont de présent ou pourroient avoir ou temps avenir. Promectans en bonne foy que contre toutes et singulières les choses dessus dictes par nous ne par autre ne vienrons en aucune manière et si ne donnerons cause ou occasion de venir à l'encontre ains toutes et singulières les choses dessus dites perpetuellement aurons fermes et agréables et les tiendrons et à nos successeurs les ferons tenir et garder inviolablement. Et quant ad ce avons obligé et par ces présentes obligeons aux dicts frères et chascun d'eulx nous nos successeurs et tous nos biens présens et advenir. Et si avons renoncé et par ces présentes renonçons à toute action de déception oultre la moieté de just pris et à toutes et singulières autres exceptions deceptions et allégations quelzconques de fait et de droit que contre ces choses et chacune d'icelles poroient estre dictes opposées ou alléguées et au droit de faict la générale renonciation non valloir si l'especial ne precedet. En tesmoing de ce nous avons mis et apposé ad ces présentes nostre propre scel fait et donné le XXII^e jour du moys de mars l'añ de grâce mil troys cens quatre vins et quatorze.

(*Archives du Cher, E. 497.*)

V .

Partage de serfs.

A tous ceux qui verront ces présentes lectres Pierre de Treignet, Lieutenant de honorable homme etsaige maistre André de Laberthonnière, licencié en loix et baillif au Chastellet, Salut en N. S. Savoir faisons que aujourduy en jugement Jehan et Martin, enffens de feu Simon Bernart et de Aignès femme dudict Simon. mère desdicts enffens, lesquels Simon estoit homme de Monseigneur de Chauvigny les trois parties et de abbé et couvent de la Préhée l'autre partie ou temps qu'il vivoit et la moitié de ladicte Aignès à Monseigneur et l'autre moitié audict abbé et couvent de la Préhée et ont esté partiz et divis de seigneurie entre Jehannin Tixier procureur de mondict seigneur de Chauvigny d'une part et frère Guillaume Bachouz procureur de abbé et couvent de la Préhée d'autre part et aient pouvoir quant ad ce en la forme et manière que s'ensuyt et est advenu que au partage de mondict seigneur de Chauvigny auquel appartenoit le choix et ellection est advenu Jehan Bernard seul et pour le tout à mondict seigneur et le quart de Martin à mondict seigneur et les trois pars dudict Martin sont escheustes audict

abbé et couvent de la Préhée. Et de tout ce nous ont requis lesdicts procureurs.. etc.

Donné soubz nostre scel en tesmoing de ce le Mardy avant la Feste-Dieu l'an mil quatre cent et neuf.

(Archives de l'Indre, H. 361.)

VI

Partage de serfs.

A tous ceux qui verront ces présentes lettres, Pierre de Treignet, Lieutenant de honorable homme et saige maistre André de Laberthonnière, licencié en loix et baillif au Chastellet, Salut en N. S. Savoir faisons que aujourdhuy en jugement Macé et Simon et Jehanne, enffans de feu Clément Goneau et de Aignès femme dudit Goneau et mère de sesdits enffans, lesquels Clément estoit homme de mondict seigneur quant à la moitié de serve condition, et l'autre moitié à abbé et couvent de la Préhée et ladicte Aignès mère de sesdicts effans estoit femme serve par le tout à Monseigneur de Chauvigny, et ont esté partis et divis de seigneurie entre Johannin Tixier, procureur de mondict seigneur de Chauvigny, d'une part ; et frère Guillaume Bachoux, procureur de abbé et couvent de la Préhée, suffisamment fondé de procuration encourt d'autre part, et avoit pouvoir quant ad ce en la forme et manière que s'ensuyt. C'est assavoir qu'au partaige de Monseigneur de Chauvigny auquel appartenoit le choix et ellection sont advenus Macé Goneau par le tout et la moitié de Simon et l'autre moitié est advenue et escheuste

aux abbé et couvent de la Préhée ; pour les trois parts de Jehanne, femme Nicolas, sont escheustes à mondict seigneur et le quart à abbé et couvent de la Préhée. Et de tout ce lesdites procureurs nous ont requis, etc. — 1409.

(*Archives de l'Indre, H. 361.*)

VII

*Accord au sujet de la mortaille
de feu Perrin de Beauvoir, homme de corps
du seigneur de Chézelles et de Vineuil.*

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront Jehan de Montepedon, escuier garde du scel aux contracts de la prévosté de Levroux salut. Savoir faisons que en la présence de Pierre Raymont notaire et juré dudit seel, en lieu de nous et de notre auctorité usant personnellement establiz quant ad ce noble homme Jehan du Bruilh escuier seigneur de Chézelles et de Vineuille d'une part et Guillaume Maserolles et Macée sa femme ladite femme de l'auctorité de sondit mary paroissiens de Chézelles d'autre part lesdites parties de ça et de la certaines pourveues et bien conseillées de leur bon gré et de leur pure franche et libéral volenté sans nul perforcement ne contrainte d'aucune personne, si comme ils disoient ont cougneu et confessé avoir fait et accordé les accords convenances et promesses qui s'ensuivent par la forme et manière qui s'ensuit : C'est assavoir ledit escuier avoir vendu et transporté et quitté aux dessusdits Guillaume de Maserolles et Macée sa femme pour le pris de dix livres tornois desquelx dix livres

ledit escuier a receu cent solz en présent et les autres cent solz et leudit conjoux ont promis rendre et paier audit escuier ou à son certain commandement aux termes qui s'ensuivent c'est assavoir cinquante solz à la mi-aout prochain venant et les autres cinquante sols à la toussaint prochaine ensuivant la mortaille et tout droit de mortaille qui audit escuier puet eschoir et appartenir à cause de feu perrin de beauvoir homme de corps dudit escuier por le temps qu'il vivoit de laquelle mortaille ledit escuier s'est tenu por content et en a aquis lesdits Maserolles et Macée sa femme. Item ledit escuier attendant l'amour et plaisirs services et curialitez à lui faiz et impensez par ledit feu perrin de Beauvoir au temps qu'il vivoit et pour ledit Maserolles et sa femme desquelx biens les dessusdits n'ont esté récompensés en aucune manière ledit escuier non voulans estre repris du vice d'ingratitude, einçoys veult rémunérer satisfaire et récompenser les dessusdits conjoux a donné en pitié et ausmone aud. Maserolles et sadite femme pierre de beauvoir guillemete et laurence de beauvoir et a Jehan de beauvoir enfans dud. feu perrin de beauvoir et de ladite Macée a présent femme dudit maserolles. C'est assavoir audit Guillaume sa vie durant et non oultre et ausd. Macée et ses enfens perpétuellement une pièce de pré contenant cinq quartiers de prés ou environ assis en la rivière de la tré-

gonce appelé le pré aux feux noble joignant au pré noan d'une part et à la trégonce d'autre part et d'autre part joignant au chemin de Villedieu Item troys quartiers de vigne joignant à la vigne de Rabeau autrement pineau d'une part et d'autre part aux desers aux feux Gasset Et desquels héritages dessus baillez comme dit est avecques le fons droiz et appartenances et de tout le droit raison et action réelle et personnelle propriété possession saisine seigneurie et vray domaine que ledit escuier y avoit et avoir pavoit il s'en est desaisi et devestu du tout en tout pardevant ledit juré et en a saiziz et vestuz les dessusditz et chacun d'eulx en la manière que dit est. C'est assavoir ledit Guillaume sa vie durant et les autres dessusditz perpétuellement et leurs hoirs par le bail tradition et octroy de ces présentes lettres en constituant quant ad ce les dessusdits ses procureurs comme de sa propre chose promettant led. escuier por sa foy corporellement bailler en la main dudit juré et par stipulation sollempnelle par convenance expresse que contre les choses dessusdites ou aucune d'icelles il ne viendra ne venir ne fera par lui ne par autres en aucune manière à nul temps mez a promis et par sadite foy à les tenir et garder et dises hers les faire et avoir tenir et garder fermement et loyaulment et garantir aux usages du pais envers et contre tous de tous troubles et empeschemens quelxconques et de

toutes obligations vielles en rendant et paient chacun an troys deniers de cens pour ladite pièce de vigne et pour ladite pièce de pré six deniers de cens audit escuier obligent quant à tout ce ledit escuier lui ses héritiers et tous ses biens meubles et immeubles présens et avenir lesquels il a soubzmis a la juridiction compulsion et contrainte dudit seel de lad. prévosté de levroux renonçant led. escuier et par sad. foy à tout aide et toute exception deception de mal de fraude de lésion et à circonvention de pays et de lieu à cest fait contraire et généralement à toutes et singulières autres exceptions deception barres cautelles cavillation raison et allégations dillatoires et péremptoires qui de fait et de droit contre la teneur substance ou effet de ces présentes lettres pourroient estre dictes posées et alléguées ou élevées. Si comme Estienne mesgret clerc notaire et juré dudit scel commissaire par nous donné et député a grosser ces présentes lettres de la note signée de la main et seing manuel dudit pierre raymont ja-pièça alé de vie à trespassement et a icelle note collationée nous a rapporté les choses dessus-dites estre vrayes à la relation duquel et en tesmoingt de ce nous avons mis et apposé ledit scel de la prévosté de levroux à ces présentes lettres. Donné quant à la réception faite par ledit deffunct le samedi dernier jour d'avril l'an mil quatre cent dix huit et quant à la grosse de

ces présentes faite par ledit Estienne Mesgret
notre commissaire le x^e jour de juing l'an mil
quatre cent quarante et cinq. Ainsi signe
E. Mesgret et scellé de cire verte du scel de
ladicte prévosté de Leuroux Donné et coppié
soubz les seaulx establiz aux contracts de la
baronnie de busançoys le xxviii^e jour de
décembre l'an mil quatre cens quarante et neuf
Chauveau Collation faite à l'original

(Archives de l'Indre, Cure de Chézelles, G 600.)

VIII

Jugement du 24 mai 1564 qui adjuge la mortaille de feu Blaise Auprudhomme homme serf au seigneur du Châtelet et aux religieux de la Prée proportionnellement aux droits qu'ils avaient sur cet homme.

A tous ceulx qui ces présentes Lectres verront Jehan Penot, licentyé ès Droictz, Lieutenant général au baillage du Chastelet pour très hault et très puissant prince Louis de Bqurbon, Duc de Montpensier, pair de France, seigneur dudict lieu Salut. Comme ci davant le procureur de Monsieur eust faict scavoir le tout en général tant en la place publique de Monsieur de ce lieu que ès parroisses d'Yds et Morlac que qui voudroient achapter et mettre le prix l'eschoiste et mortaille de Deffunct Blaise Auprudhomme prétendu serf par ledict procureur de mondict sieur comparust à certain jour pardavant nous et bail en estrousse en seroient faict au plus offrant et dernier enchérisseur. A laquelle assignation ce seroient comparutz Jehan et Pierre Breufz tant de
que comme pères et légitimes tuteurs de leurs enfants et des Deffunctes Catherine et Anthoinette Durant leurs femmes en premier lict, vivant tantes maternelles

dudict deffunct qui se seroient opposés à l'estrousse de ladicte eschoitte et soubstenu leursdicts enfans estre heritiers ab intestat dudict deffunct. Ce seroit aussi comparu Pierre Cormyer fermier de la seigneurie du Boys Dabert membre despendant de la Préhée qui ce seroit aussi opposé à ladite eschoitte, comme étant ledict Auprudhomme serf desdictz relligieux de la Préhée à cause de son père vivant serf par moictié desdictz relligieux et que parconséquent ledict deffunct de la succession duquel estoit question estoit serf desdicts relligieux pour ung quart et soubstenu son opposition pour ledict quart. Nonnobstant lesquelles oppositions ledict procureur auroit persisté audict bail et soubstenu l'eschoiste appartenant à mondict sieur au moyen de son droict général et universel et que au moyen de ladicte servitude, lesdicts Breufz ou ses enfans n'avoient peu succéder audict desfunct joint que lors de son décès ils ne demeuroient avec lui. Et à l'esgard desdicts relligieux de la Préhée ayans veu leurs tiltres de la servitude du père dudict deffunct et joint que en tous temps ils avoient plusieurs gens serfs en la terre de céans, n'auroict voullu empêcher qu'ils ne fussent receus de leur opposition pour ledict quart et que lesdicts Breufz esdicts noms auroient empesché tant contre ledict procureur que relligieux de la Préhée tellement que auryons lesdictes parties appointé en droict de produire à

certain jour pendant lesdictes parties bailleroient contredit en sous en tiltres. Et aprez que lesdictes parties auroient satisfait audict appointement ou mys ou produict leur production par devers nous leur aurions fait droit comme il s'ensuyt. Scavoir faisons que aujourd'huy veu le proceds d'entre le procureur de Monsieur, demandeur et poursuivant l'eschoiste et mortailhe de deffunct Blaise Auprudhomme pour les biens et héritaiges à lui escheuz de l'hestoc de Sylvaine Durant sa mère, contre Pierre et Jehan Breufz ou nom comme pères et légitimes tuteurs de leurs enfans et de deffunctes Anthoinette et Catherine Durantz leurs femmes eulx prétendant héritiers ab intestat dudict deffunct Blaise Auprudhomme et Pierre Cormyer fermier de la seigneurie du Bois Dabert, membre dependant de l'Abbaye de la Préhée, deffendeurs en opposant moyens et escriptures des partyes, enquestes faictes à la requeste desdicts demandeurs, lectres et tiltres produitz, le procès verbal par nous fait en voullant procedder à la vente et estrousse le ladicte eschoiste suivant la requeste dudict procureur, les actes de la procedure et tout ce quy a esté mys et produict par devers nous ; veu l'appointement à ouïr droit eu conseil et tout considéré, Nous avons adjugé et adjugeons audict procureur demandeur les troys quartes partyes des biens meubles et héritaiges escheuz et adveneuz audict deffunct Blaise

Auprudhomme de l'hestoc du cousté de ladicte Sylvaine Durand sa mère et l'autre quatriesme partye desdicts biens audict Cormyer oudict nom, et le reste fin en sera faict partaige entre les dessudicts par les commissaires dont ils viendront accorder à huictaine pour ledict partage faict estre proceddé par ledict procureur demandeur à la vente et estrousse desdicts troyz quartes parties desdicts biens à luy sur adjugez, le tout nonobstant chose à ce contraire proposée par lesdicts Breufz dont les en avons debouttez et debouttons lesquels condamnons ès dépens dudict procez faict à leur esguard envers lesdicts demandeurs et fournir en les mandant sans despens à l'esguard d'iceulx demandeur et Cormyer la taxe desdicts depens adjugez à nous réservé par nostre sentence. Faict et prononcé en jugement en présence desdictz procureurs Cormyer et Breuf avec son procureur ès jours tenuz au Chastellet par nous Lieutenant général susdict et donné en tesmoing de ce soubz le scel aux causes dudict baillage le jeudi ving quatriesme jour de may l'an mil cinq cent soixante et seize.

(Archives de l'Indre, H. 361.)

IX

Seigneurie de Culan. 20 janvier 1620.

Extraits d'un « bref estat des personnes serfves qui se sont presentées pour obtenir affranchissement tant de leurs personnes que biens et ensemble des personnes franches qui désirent avoir affranchissement et permission de porter les héritaiges de servitude par eulx acquis d'aulcunes personnes de serve condition ».

Martin, Alexandre et Jacques Thorinats sont hommes serfs de la terre et baronnie de Culant qui à raison d'icelle payent annuellement à Monseigneur tant ès taille serve personnelle et réelle que cens et rente, la somme de vingt deux sols six deniers, froment quatre couppes, demy boisseau seigle et deulx boisseau avoyne, avec les charrois, manœuvres declairés en l'estat présenté à Monseigneur, cy

En deniers..... xxij s. vj d.

Froment quatre couppes ... iij couppes

Pour le demy boisseau seigle 1/2 boisseau

Avoyne..... ij boisseaux

Il offre payer les susdicts debvoirs en cens avec six charrois ayans bœufs ou six courvées de corps ayans aucuns et augmenter lesdicts debvoirs deulx boisseaux seigle ; la déclaracion

de ses héritages est cy attachée paier cy

Augmentation..... 1^{re} seigle.

.

Michel Fesneau aultre homme serf paye par
chascun an à la seigneurie dudict Culant, paye
par chascun an ès taille serve vingt deniers avec
les charroys et manœuvres tels que dessus cy

Argent..... xx d.

Il désire obtenir affranchissement et payer
lesdicts deniers en cens et augmenter ledict
devoir de demy boisseau avoine et payer six
charrois avec aultant de courvées. La déclara-
cion de ses héritages est ci attachée en son
ordre paier cy

Augmentation seigle demy boisseau
avoine.... demy boisseau.

.
.
.

Estat des héritages tenus et pceddez en ser-
vitude par Martin, Jacques et Alexandre Tho-
rinats hommes serfs de la terre et baronnie de
Culant.

Premièrement Les mazures d'une maison et
Bergerie et oulche y attouchant situés au village
de la Contensson, contenant en tout deux
boissellées de terre ou environ.

Plus ung pré scitué audict villaige et une che-
nevière ens cloze en icelluy contenant ledict pré

à cuillir deux chartées de foing et en chenevière à semer un boisseau de chevenon.

Plus ung boys taillys scitué proche ledict villaige, contenant six boissellées ou entour.

Plus une petite oulche, contenant à semer trois moudurées de terre ou environ

Plus ung petit pré situé audict villaige contenant à cuillir par chascun an demye chartée de foing ou entour

Pour les susdicts héritaiges, lesdicts Thorinats payent annuellement à Monseigneur six sols six deniers ès taille serve, demy boisseau seigle et demy boisseau avoyne

Plus une maison, une grange et une bergerie avec entour six boissellées de terre, attouchant, le tout situé au village de Lesvre

Plus une pièce de terre contenant six boissellées ou environ, scituée sur les vignes dudict villaige de Lesvre

Plus aultre terre appelée aux Buissons contenant six boissellées ou entour

Plus troys boissellées de terre joignant à la susdicte terre des Buissons.

Plus une boissellée de terre scituée audict terrouer

Plus aultre terre contenant deulx boissellées ou entour

Plus aultre pièce de terre contenant troys boissellées ou entour

Plus ung pré vulgairement appelé le pré vinas

contenant en sollaige troys chartées ou environ

Plus aultre pré appelé aux apprées contenant à cuillir par chascun an deulx chartées de foing ou entour

Plus une petite maison avec une boissellée de terre y attouchant, le tout scitué au susdict villaige

Plus ung pastoral et boys taillys contenant douze boissellées ou entour

Lesdicts Thorinats payent annuellement pour lesdicts héritaiges seize sols, quatre couppes froment et ung boisseau et demy avoyne de cens et rente

Il offre ce que dessus encore ij boisseaux seigle et vj charroys

Déclaration des héritaiges détenus par Martin, Jacques et Alexandre Thorinats oultre leurs premières déclarations

Premièrement. Ung boys taillys appelé aux Preignes contenant quatre boissellées ou environ

Plus ung petit pré appelé le pré du Mollin contenant à cuillir demye chartée de foing ou environ

Plus une terre et Boys contenant entour deux boissellées ou environ appelée au pastoral de Dessus

Plus une aultre terre appelée la Vignasse contenant quatre boissellées

Plus une aultre terre appelée le champ des

Poutières contenant quatre boissellées ou environ

Plus une terre située sur les aprehées contenant douze boissellées

Plus ung boys taillys appelé le boys de Dessoulx contenant quatre boissellées ou environ.

Plus aultre petit pré appelé le pré du Riu contenant les pleines eschelles de foing

Plus une aultre pré au mesme terrouer et du mesme contien

Plus une pièce de terre au champ de l'Augière contenant unze boissellées

Plus troys boissellées appellées sur les vignes d'Aupère

Plus quatre boissellées appellées sur l'Augière.

.
.

Déclaration des héritaiges poceddés par Michel Fesneau

Premièrement. Maison, grange et estableries cour et courtilaige scitués au villaige du Breul Bourgoing

Plus une terre appelée aux Combes contenant six boissellées

Plus aultre terre appelée au Repaton contenant troys boissellées

Plus aultre terre au champ du passaige contenant une boissellée et demye

Plus aultre terre appelée du mesme nom et du même contien

Plus aultre terre appelée soubz les vignes contenant troys boissellées

Plus ung pré appelé le pré du chasne contenant à cuillir une chartée de foing ou est joignant et contigu quelques broussailles d'estendue de deux boissellées.

Plus ung aultre pré proche de la susdicte maison, contenant à cuillir une chartée de foing avec une chenevière contenant à semer ung moudurier de chevenon

Plus une vigne contenant l'hœuvre de troys hommes environ

Plus une petite oulche contenant demye boissellée, joignant ladicte maison

Ledict Fesneau paye par chascun an xx deniers de taille serve

Il désire commuer ledict debvoir de taille en cens et augmenter ledict debvoir de demy boisseau seigle et demy boisseau avoyne avec six charroys et moyennant ce qu'il plaise à Monseigneur entendre à son affranchissement.

.

François Pinon pauvre homme mandiant du village de la Forest vieille désire qu'il plaise à Monseigneur lui accorder affranchissement de sa personne et de ses enfans et pour cest effect offre luy payer par chascun an cinq solz ou en

cas que à l'advenir il pocedde aulcuns héritaiges
luy asseoir ladicte somme en cens sur tous et
chascun iceulx aulx conditions des aultres affran-
chiz de cette terre et baronnie de Culant

(*Archives du Cher, E. 637.*)

<i>Vu, le Doyen,</i>	<i>Vu par le Président de la thèse,</i>
CH. LYON-CAEN.	Paris, le 8 juin 1907,
	E. CHÉNON. - ,

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE

	Pages.
CHAPITRE PREMIER	
Le servage, ses origines.....	5
CHAPITRE SECOND	
Le servage en Berry au XII ^e siècle.....	19
Servitude personnelle et servitude réelle. Caractère personnel de la servitude en Berry	20
I. — <i>Incapacités relatives à la personne des serfs.</i>	
Lien du serf avec la glèbe. Donations et ventes de serfs.	
Les lieux d'asile en Berry	21
Formariage	34
Entrée dans les ordres	36
Témoignage en justice	38
Chevage.....	39
Service militaire, guet et arrière-guet.	41
II. — <i>Incapacités relatives aux biens.</i>	
Droits du serf sur ses biens. Mainmorte. Donations, testaments, successions, aliénations à titre onéreux.....	43
Taille	49
Corvée.....	53
Poule de coutume.....	55
Taille aux quatre cas.....	55
Crédit forcé.....	57
III. — <i>Conclusion</i>	58
CHAPITRE TROISIÈME	
Les sources du servage et les sources de la liberté	63
I. — <i>Sources du servage.</i>	
Condition des enfants nés de parents appartenant l'un à la liberté, l'autre à la servitude. Partages d'enfants de serfs	

de seigneuries différentes.....	63
II. — <i>Sources de la liberté</i>	76

CHAPITRE QUATRIÈME

Les chartes de franchise en Berry.....	83
Origine des affranchissements collectifs.....	84
Les chartes de franchise du Berry.....	87
Leurs réformes principales.....	93
Etendue territoriale des franchises.....	111

CHAPITRE CINQUIÈME

Le servage aux XIV ^e et XV ^e siècles.....	119
---	-----

I. — *Affaiblissement numérique du servage.*

Diminution du nombre des serfs spécialement dans le Haut-Berry. Influence de la charte et des usages de Lorris. ...	120
---	-----

II. — *Caractères du servage aux XIV^e et XV^e siècles.*

La Coutume de Mehun-sur-Yèvre. Caractères spéciaux de la mainmorte dans quelques seigneuries. Amélioration de la condition servile	133
--	-----

CHAPITRE SIXIÈME

Le servage aux XVI ^e , XVII ^e et XVIII ^e siècles.....	153
Persistance du servage. Les Coutumes locales du Châtelet, de Châteauneuf, Lignières, Rezay, Nançay et Graçay. Communautés taisibles	153
Servitude abonnée.....	180
Décadence du servage dans certaines seigneuries.....	184
Situation matérielle des serfs.....	193

VII. — *Conclusion.*

L'abolition du servage.....	195
-----------------------------	-----

PIECES JUSTIFICATIVES

I. Transaction du XII ^e siècle concernant des droits de servitude.....	201
II. Donation de serfs.....	203
III. Autre donation de serfs....	204

iv. Affranchissement de deux serfs.....	206
v. Partage de serfs	209
vi. Autre partage de serfs.....	211
vii. Acte concernant le droit de mainmorte.....	213
viii. Jugement relatif au même droit.. ..	218
ix. Extraits d'un état des serfs de la seigneurie de Culan demandant l'affranchissement de leurs personnes et de leurs biens.....	222

